

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Une internationalisation rapide des conflits en Amérique centrale

(Suite de la première page.)

Tout indique, depuis quelques jours, que les dirigeants cubains ne sont pas hostiles au principe de cette relance, et M. Fidel Castro a fait lui-même, en privé, quelques « confidences » qui vont dans le sens de l'apaisement, après les violentes diatribes lancées l'année dernière par le numéro 1 cubain à l'égard de l'administration Reagan, qualifiée de « fasciste ».

À Washington, le secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, n'a pas démenti, de son côté, une reprise du dialogue discret engagé à Mexico en 1981 avec M. Carlos Rafael Rodríguez, le numéro 3 du régime cubain. Un signe que la « navette » entre La Havane et Washington pourrait bien recommencer à fonctionner.

À moyen terme, cette négociation pourrait apporter un élément de détente, ou plutôt de marchandage, dans le « dialogue », plus difficile et plus général, entre l'est et l'ouest. L'intérêt des Etats-Unis dans la région est clair. Il s'agit de reconquérir une position dominante, largement ébranlée par la révolution cubaine, la victoire des sandinistes au Nicaragua et la progression rapide, depuis un an, de la guérilla salvadorienne. Il s'agit, pour l'administration Reagan, de faire admettre de nouveau par l'Union soviétique que les Etats-Unis ne sauraient accepter le jeu des ingérences étrangères, du bloc soviétique en tout cas, en Amérique centrale et en Amérique latine — une zone où leurs intérêts sont multiples et très importants. En échange de leur « compréhension », vingt ans après le modus vivendi signé entre Kennedy et Krouchtchev sur le « statut cubain », à l'issue de la crise des fusées, les Soviétiques

pourraient espérer plus de « discrétion » des Américains en ce qui concerne les crises dans leur propre zone d'influence — Afghanistan ou Pologne.

Nous sommes loin, en apparence, de l'Amérique centrale. Mais les diplomates et les hommes politiques qui participent à ces « contacts » parallèles sont conscients de leurs virtualités. Ni les Etats-Unis ni le Mexique, dont l'objectif majeur est le rétablissement de la paix en Amérique centrale, ne veulent, au départ, que l'Union soviétique puisse être associée à la première fois dans l'histoire, à un règlement négocié global en Amérique centrale ou caribbe : « Une région précise M. Alexander Haig, où les Soviétiques n'ont rien à faire ».

Les Etats-Unis, qui refusent d'admettre que le Mexique « négocie à leur place », mais acceptent, apparemment, son rôle de « médiateur positif », attendent, d'abord, d'une intervention mexicaine que Cuba, l'Union soviétique, agissent pour que le trafic d'armes vers le Salvador soit arrêté.

La plate-forme hondurienne

De bonne source, on indique que le gouvernement cubain étudie « sérieusement », en ce moment, « toutes les implications » du plan de paix proposé le 21 février pour l'Amérique centrale par le président mexicain Lopez Portillo. Et l'on note avec intérêt que les diplomates soviétiques en poste dans la région multiplient les déclarations en faveur de la « négociation ». « Nous sommes pour une négociation globale et régionale », a, par exemple, affirmé, le 17 mars à Mexico, l'ambassadeur soviétique, M. Sargis Rodnikov, qui a aussi condamné les « menaces de

l'administration Reagan contre Cuba et le Nicaragua ».

Pour le moment, le fracas des fusillades, sur les rumeurs de paix. La fièvre et l'inquiétude montent au Nicaragua, où les dirigeants craignent que les plans de « désattribution » mis au point par la C.I.A. n'aient déjà reçu un début d'exécution. Vus de Managua, les manœuvres militaires américaines au Costa-Rica (sans que les autorités de ce pays aient protesté contre cette initiative sans précédent) et le renforcement constant du potentiel militaire du Honduras par les Etats-Unis sont « très préoccupants ».

Tout indique, en effet, que le Honduras a été choisi (comme en 1954, lors de l'intervention américaine contre le régime progressiste du colonel Arbenz au Guatemala) comme une plate-forme de départ pour d'éventuelles opérations contre le Nicaragua. Le Honduras est le pays qui a reçu le plus d'aide militaire américaine dans la région depuis trois ans, et la présence dans ce pays de cinq cents mercenaires armés par la C.I.A. n'a pas été démentie à Washington.

« Nous sommes solidaires de votre combat », a récemment déclaré le commandant Tomas Borge, ministre de l'Intérieur du gouvernement sandiniste aux dirigeants de la guérilla salvadorienne. Il a ajouté : « Notre priorité est cependant la consolidation de la révolution nicaraguayenne ». Ce soudain apparaît dans tous les entretiens avec les membres de la direction collégiale sandiniste à Managua. Les sandinistes admirent profondément M. Fidel Castro et la révolution cubaine : ils ont une dette à l'égard des révolutionnaires salvadoriens qu'ils ont, au beaujour, n'a pas été démentie à Washington.

préoccupés, au premier chef, par la survie de leur régime. Ils font depuis quelques semaines le « complexe de l'encerclement ». Les menaces calculées ou réelles portées à Washington ne sont pas faibles pour les rassurer.

« La Nicaragua, c'est l'heure de Cuba moins dix minutes », dit, en forme de boutade, un diplomate occidental en poste à Managua. Il est vrai que la dynamique interne du sandinisme va dans le sens d'une limitation du régime cubain, limitation qui n'est d'ailleurs pas réduite à priori par les dirigeants nicaraguayens, qui se flattent pourtant de vouloir bâtir un « modèle » ne devant rien à personne et évitant les « erreurs » des autres.

Cuba : pour la négociation

Il est vrai, aussi, qu'il y a encore un fossé entre le système cubain et le Nicaragua. Les sandinistes maintiennent, dans la région, une économie mixte (le secteur privé est encore largement dominant, et de surcroît indispensable à la relance en cette période de crise) : une certaine liberté d'expression (limitée depuis le 16 mars par le décret sur l'état d'urgence proclamé pour un mois en principe) ; un pluralisme politique très ambigu, dans la mesure où les sandinistes n'acceptent pas le principe de l'alternance démocratique : les révolutionnaires vainqueurs de Somoza estiment à présent que la bourgeoisie n'a joué qu'un rôle d'appoint dans le combat contre la dictature et n'entendent pas abandonner le premier rôle. « Mais rien n'est, en tout cas, encore irréversible », selon la formule employée à la fois par M. Roberto et M. Druas, deux des principaux porte-parole du secteur privé et du rassemblement des petites formations hostiles à la main-

mise politique des sandinistes sur le pays.

Point important : les dirigeants de Managua sont maintenant persuadés que leur sort est étroitement lié à l'évolution de la crise salvadorienne. Ce n'était pas évident en 1981 : le gouvernement sandiniste avait alors rejeté le « plan en trois points » proposé par M. Thomas Enders, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines (arrêt de l'aide militaire à la guérilla salvadorienne ; pacte de non-agression avec les Etats-Unis ; limitation qualitative et quantitative du potentiel militaire de la région).

Ces trois points figurent aujourd'hui dans le plan de paix du président mexicain, M. Lopez Portillo, accepté par les Nicaraguayens (on y trouve, en outre, l'arrêt des menaces américaines contre Cuba et le Nicaragua, ainsi que la proposition de pactes bilatéraux de non-agression dans la région). Les Nicaraguayens sont moins catégoriques en ce qui concerne la limitation éventuelle de leur propre potentiel militaire. Mais l'important est que leur récente « évolution » s'explique, dit-on de très bonne source, par les conseils de « modération » de leurs amis cubains.

« Nous sommes pour une solution si possible négociée et pour un règlement démocratique des conflits en Amérique centrale », a déclaré M. Fidel Castro à La Havane le 15 mars, à l'occasion de l'arrivée du nouvel ambassadeur du Mexique à Cuba. Le plan de paix de M. Lopez Portillo, approuvé par la France, par l'Internationale socialiste, par le Canada et par un certain nombre de pays latino-américains, ainsi que par le secrétaire général des Nations unies, le Péruvien M. Perez de Cuellar, est cohérent. Il admet implicitement — et c'est capital — l'importance des intérêts stratégiques des Etats-Unis dans la région.

Il se heurte encore aux réticences de l'administration Reagan, qui espère que les élections du 28 mars au Salvador renforceront la position « centriste » du démocrate-chrétien Napoléon Duarte et traduiront le rejet de la guérilla par la majorité de la population. Washington met aussi l'accent sur l'arrêt du trafic d'armes : organisé, selon M. Alexander Haig, par Cuba et l'Union soviétique.

Dans toute cette affaire, les Salvadoriens, de gauche ou de droite, apparaissent d'abord comme des pions, voués encore pour quelque temps, dans la meilleure des hypothèses, à la tuerie, à la violence et à la terreur — bien loin, très loin, des grandes manœuvres diplomatiques qui tiennent compte également du « dossier anglois » (avec la présence à Luanda d'un corps expéditionnaire cubain) et de la situation en Afrique australe. Une personnalité de premier plan du gouvernement cubain nous a confié, à Managua, que le « coût humain de la présence militaire cubaine en Angola était réellement très lourd ». Une remarque qui n'est pas sans intérêt si on la rapproche des informations sérieuses sur un futur départ des troupes cubaines d'Angola — départ lié au règlement de la question namibienne.

Le gentleman's agreement russo-américain de 1962 prévoyait le retrait des fusées soviétiques installées à Cuba, l'engagement des Etats-Unis de ne pas intervenir à Cuba et l'arrêt de l'exportation de la révolution cubaine. C'est bien aussi une remise en cause, ou une confirmation, de l'accord de 1962 qui est en jeu aujourd'hui, par-delà la crise du Salvador et des tensions en Amérique centrale.

MARCEL NIEDERGANG.

DIPLOMATIE

Un rapport du Conseil mondial de l'alimentation dénonce le manque d'efficacité des institutions internationales dans la lutte contre la faim en Afrique

Les ministres africains membres du Conseil mondial de l'alimentation (1) ont examiné, mercredi 17 mars, à Nairobi, un rapport du directeur exécutif de cet organisme, M. Maurice J. Williams, critiquant les activités des institutions internationales de développement allant à résoudre le problème alimentaire en Afrique.

Ce rapport fait d'abord quelques constatations : la situation alimentaire est désastreuse dans un grand nombre de pays africains ; la production alimentaire par habitant a diminué de 15 % pendant les années 70 et pourrait régresser encore au cours des années 80. Cette baisse n'est compensée que partiellement par l'accroissement des importations (rendues difficiles du fait du manque de devises) et de l'aide alimentaire. Aussi bien la consommation de produits alimentaires a-t-elle régressé et « on peut prévoir que la faim et la malnutrition augmenteront encore au cours des années 80 ». Ce « pessimisme déprimant » n'empêche pas les efforts de développement général.

Le C.M.A. passe ensuite en revue les « causes complexes » de cette situation : caprices climatiques, héritage du passé colonial, développement « biaisé », guerres locales, instabilité politique, déséquilibres dus à l'augmentation du coût de l'énergie et des produits importés, diminution des investissements, etc. Mais aussi : pénurie de personnel de gestion et techniques, insuffisance des infrastructures et des stimulants offerts aux paysans.

L'aide au développement des pays africains au sud du Sahara — aide bilatérale (des pays membres de l'O.C.D.E.) et multilatérale (des institutions de l'O.N.U. et de l'O.P.E.P.) contribue pour une partie seulement à surmonter ces difficultés bien qu'elle se situe à un niveau relativement élevé (74 milliards de dollars en 1980), représente 30 % de l'ensemble de l'assistance aux pays en développement et est fortement augmentée au cours des trois dernières années. Seulement un cinquième de cette aide va à l'agriculture. Et une petite partie de cet effort international d'assistance à l'Afrique a été, jusqu'à une date récente, consacrée à l'amélioration des cultures vivrières. Le rapport cite plusieurs exemples intéressants. L'Agence américaine pour le développement international et la Banque mondiale pour étayer cette thèse.

S'appuyant sur diverses études dont celles d'organismes d'aide, le rapport met en relief l'insuffisance des politiques nationales des pays africains en matière agricole. Il en rend responsable, certes, les gouvernements eux-mêmes qui établissent de mauvaises priorités dans leur programmes de développement, mais aussi les experts nationaux et internationaux qui jouent à ce propos « un rôle plus grand que partout ailleurs ». « Ni le développement agricole dans son ensemble, ni la production alimentaire nationale ne semblent avoir bénéficié de la priorité nécessaire », écrit M. Williams.

Coordonner les actions d'assistance

Il relève toutefois des améliorations importantes dans l'aide aux projets, évolution récente, qui souffrent du fait que leur évaluation et l'utilisation sont insuffisamment coordonnées. Un plus grand intérêt est également accordé aux projets tendant à remédier à la pauvreté absolue. Mais, indique le rapport, « malgré la norme des projets « achetés » dont la gestion et l'utilisation sont insuffisantes, les organismes internationaux préfèrent généralement financer de nouveaux projets ». Il existe un besoin impérieux d'accorder plus d'attention aux orientations auxquelles doivent correspondre les projets d'aide extérieure et, ce qui est plus important encore, les initiatives et les investissements locaux. Il ajoute que les organismes d'aide au développement ont tardé à reconnaître l'importance de l'alimentation et la nécessité de s'attaquer directement à ce problème au lieu de le considérer comme un aspect résiduel de ce développement.

Le C.M.A. estime encore que l'insuffisance ou l'absence de coordination des nombreuses actions d'assistance bilatérale et multilatérale, voire la concurrence que certaines se font, nuit à leur efficacité. Dans chaque pays, le représentant indépendant des Nations unies est généralement chargé d'assurer cette coordination entre les diverses agences de l'O.N.U., mais « il y a des institutions spécialisées qui ont créé des dispositifs distincts et, jusqu'à un certain point, rivaux ». Or, avance le rapport, dans les pays dépourvus d'une forte administration, la multiplicité des modes d'assistance — sans coordination appropriée — peut exercer un « effet désattribution ». Ainsi la Haute-Volta se trouvait

bien en peine, en 1981, de fournir l'encadrement et la coordination aux projets d'assistance de trois cent quarante missions extérieures.

Pour éviter ce « doubles emplois », découlés aussi lors du sommet Nord-Sud de Cancun, en octobre dernier, et de telles pertes d'efficacité, le C.M.A. préconise l'adoption, sous les auspices des Nations unies, d'une approche multi-institutionnelle plus unifiée et recommande à nouveau à chaque pays d'établir des « stratégies alimentaires » capables de mobiliser les concours étrangers (une vingtaine, en Afrique, se sont engagés dans cette voie). Car il apparaît, souligne le rapport, que le rôle de la production vivrière est le meilleur moyen d'assurer la sécurité alimentaire, de favoriser le développement et de se libérer des importations coûteuses qui empêchent aussi, souvent, des raisons politiques.

« L'évolution défavorable de l'alimentation en Afrique a un caractère de crise, et la crise appelle des mesures d'urgence », selon le C.M.A. Non pas une aide alimentaire — celle-ci restant cependant indispensable pendant quelques temps, surtout si les pays exporteurs des produits locaux — mais des soutiens techniques et financiers. Car « il existe une immense potentialité d'accroissement de la production alimentaire en Afrique ». Evidemment, le Conseil plaide pour la mise en œuvre rapide de financements des « stratégies alimentaires », mais aussi pour la formation des cadres, l'amélioration des infrastructures et un appui technique aux agriculteurs ; enfin pour une réorientation de l'aide des organisations internationales en faveur des productions alimentaires. « L'avenir économique de l'Afrique repose sur le succès africain », mais il ne faut pas s'attendre à « un grand bond en avant », conclut-il.

GÉRARD VIRATTE.

(1) Composés de trente-six pays, ne disposant pas de leur propre système de promotion sur le plan politique des résolutions des Nations unies concernant l'alimentation.

● M. Mohamed Badioui, représentant permanent de l'Algérie à l'O.N.U., a été élu, vendredi 19 mars, juge à la Cour internationale de justice de La Haye. Il a recueilli la majorité absolue requise à l'assemblée générale et au conseil de sécurité de l'O.N.U., l'emportant sur son collègue égyptien M. Abdou El-Erian, décédé en décembre. — (A.F.P.)

LES QUATRE JOURNALISTES NÉERLANDAIS AURAIENT ÉTÉ TUÉS PAR L'ARMÉE RÉGULIÈRE SALVADORIENNE.

De notre envoyé spécial

Il semble établi que les quatre membres d'une équipe de télévision néerlandaise tués le 17 mars, près du village de Chacalanga, à 70 km au nord de San-Salvador, l'ont été par l'armée salvadorienne. Au cours d'une conférence de presse à La Haye, le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Max Van Der Stoep, a déclaré que les balles qui ont frappé les quatre hommes provenaient de fusils de l'armée régulière et que ce fait lui avait été rapporté par des sources néerlandaises elles-mêmes. M. Van Der Stoep n'a pas écarté l'hypothèse que les quatre journalistes aient été « assassinés de sang-froid » par des personnes étrangères au Mexique à été envoyé sur place pour enquêter sur l'affaire.

À Amsterdam, un groupe d'environ cinq cents jeunes manifestants a attaqué pendant plus de deux heures, vendredi 19 mars, le palais du Parlement. Des pierres ont été lancées contre l'édifice. Un policier et un manifestant ont été blessés.

À Washington, le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que M. Reagan « regretterait profondément » la mort des quatre journalistes. « Nous savons que les médias travaillent dur pour couvrir ces événements difficiles, et c'est une tragédie des deux côtés », a-t-il déclaré.

À San-Salvador, le ministre de la défense, M. José Guillermo García, a déclaré : « Les forces armées déplorent profondément ce qui s'est passé. Elles demandent à nouveau la collaboration des journalistes salvadoriens et étrangers pour qu'ils s'expriment pas si imprudemment ». Il a présenté la thèse officielle selon laquelle la patrouille militaire ne savait pas que des correspondants étrangers se trouvaient avec la bande de miquisquitos lorsqu'elle a ouvert le feu. Cette version est contredite par les témoignages et renseignements recueillis par différentes agences de presse. Il semble, en effet, qu'il n'y ait pas eu d'activité de guérilla à l'endroit et au moment où les quatre Néerlandais ont été tués.

À San-Berito, à environ 10 km au sud-est de San-Salvador, trois journalistes de la chaîne de télévision brésilienne O Globo ont indiqué qu'ils avaient essuyé, vendredi, des coups de feu de la part d'un groupe d'une quinzaine de soldats de l'armée régulière. Il n'y a pas eu de blessés. D'autre part, plusieurs journalistes, qui se rendaient sur les lieux où ont été trouvés les corps de leurs confrères néerlandais, ont été encerclés et menacés par des personnes non identifiées se réclamant de la « défense civile ».

Les « bons offices » du ministre mexicain des affaires étrangères

De notre envoyé spécial

Mexico. — A peine rentré des Etats-Unis, M. Jorge Castañeda, ministre mexicain des relations extérieures, a déclaré mardi 22 mars au nord de La Havane et Managua. Très satisfait de l'« accord exceptionnel » que lui a réservé la presse américaine à New-York et à Washington, M. Castañeda compte poursuivre la mission de « bons offices » implicitement confiée par les Etats-Unis au Mexique en vue de résoudre pacifiquement les crises d'Amérique centrale.

« Nous exposons aux dirigeants cubains et nicaraguayens l'état d'esprit de M. Reagan et Haig, et leur expliquera les propositions des hauts responsables américains. »

De nature optimiste, le chef de la diplomatie mexicaine est cependant très préoccupé par les nouvelles en provenance d'Amérique centrale. Il estime que la « tension monte dangereusement ». Les incidents graves se multiplient à la frontière entre le Nicaragua et le Honduras, et l'on confirme, de très bonne source, la présence de conseillers argentins dans les camps

d'entraînement de somozistes et d'adversaires du régime sandiniste au Honduras.

M. Castañeda, qui estime que les Etats-Unis « ont actuellement un double langage » et qu'ils maintiennent « deux fers au feu en même temps : la négociation et la menace d'intervention », se déclare « stupéfait » que la Maison Blanche ait pu donner le feu vert à des opérations de « désattribution » de la C.I.A. au Nicaragua. « C'est, dit-il, tout à fait exceptionnel et en contradiction absolue avec les règles des Nations unies ».

De ses entretiens avec M. Reagan et Haig, il rapporte l'impression qu'ils sont « apparemment sincères » dans leur désir de négocier, mais il note aussi des contradictions et des ambiguïtés. Le rôle que pourrait jouer l'Union soviétique « n'est pas clair ». C'est ainsi que M. Haig a déclaré un jour « qu'il fallait aussi négocier avec Moscou » et, le lendemain, il a affirmé « que les Soviétiques n'avaient rien à faire dans les Amériques ».

Le général Walters à Cuba

« Aujourd'hui, ajoute M. Castañeda, le prix à payer par Managua risque d'être plus élevé ; mais fait très bon espoir. »

Même optimisme « raisonnable » du ministre mexicain à propos de ses entretiens avec les Cubains, ce samedi et dimanche. Il préfère ne pas fonder cet optimisme, mais nous avons appris, par ailleurs, d'une source autorisée, que le général Vernon Walters, ancien directeur adjoint de la C.I.A. et qui fait fonction d'ambassadeur itinérant en Amérique latine, s'est rendu récemment à La Havane et qu'il s'est entretenu pendant quatre heures avec M. Fidel Castro. Selon cette même source, le général américain aurait été « impressionné » par le dirigeant cubain. Cette nouvelle, restée jusqu'à présent secrète, montre en tout cas que le « dialogue discret » amorcé en novembre, à Mexico, par l'entrelas Haig-Carlos Rafael Rodríguez (1) se poursuit à un niveau très élevé entre La Havane et Washington. — M. N.

(1) Numéro trois du régime cubain.

Le Cambodge sous l'III — Lutte d'influence

De notre envoyé spécial

Le Cambodge, ce pays d'Asie du Sud-Est, est devenu, depuis quelques années, un enjeu de la lutte d'influence entre les grandes puissances. Les Etats-Unis, la France, l'Union soviétique, le Japon, la Chine, tous ont des intérêts dans ce pays. Les Etats-Unis, qui ont été les premiers à reconnaître le régime royaliste de Norodom Sihanouk, ont été remplacés par la France, puis par l'Union soviétique. Le Japon, qui a toujours eu des relations étroites avec le Cambodge, a également des intérêts dans ce pays. La Chine, qui a récemment rétabli ses relations avec le Cambodge, a également des intérêts dans ce pays. La lutte d'influence entre ces grandes puissances se poursuit dans le Cambodge, et les intérêts de chacun sont en jeu.

Le Cambodge est un pays pauvre, mais riche en ressources naturelles. Il a une population de plus de 7 millions d'habitants. Son économie est basée sur l'agriculture, principalement le riz. Il a également des ressources en pétrole, en gaz, et en minéraux. Les grandes puissances ont des intérêts dans ces ressources. Les Etats-Unis, qui ont été les premiers à reconnaître le régime royaliste de Norodom Sihanouk, ont été remplacés par la France, puis par l'Union soviétique. Le Japon, qui a toujours eu des relations étroites avec le Cambodge, a également des intérêts dans ce pays. La Chine, qui a récemment rétabli ses relations avec le Cambodge, a également des intérêts dans ce pays. La lutte d'influence entre ces grandes puissances se poursuit dans le Cambodge, et les intérêts de chacun sont en jeu.

Le Cambodge est un pays pauvre, mais riche en ressources naturelles. Il a une population de plus de 7 millions d'habitants. Son économie est basée sur l'agriculture, principalement le riz. Il a également des ressources en pétrole, en gaz, et en minéraux. Les grandes puissances ont des intérêts dans ces ressources. Les Etats-Unis, qui ont été les premiers à reconnaître le régime royaliste de Norodom Sihanouk, ont été remplacés par la France, puis par l'Union soviétique. Le Japon, qui a toujours eu des relations étroites avec le Cambodge, a également des intérêts dans ce pays. La Chine, qui a récemment rétabli ses relations avec le Cambodge, a également des intérêts dans ce pays. La lutte d'influence entre ces grandes puissances se poursuit dans le Cambodge, et les intérêts de chacun sont en jeu.

Le Cambodge est un pays pauvre, mais riche en ressources naturelles. Il a une population de plus de 7 millions d'habitants. Son économie est basée sur l'agriculture, principalement le riz. Il a également des ressources en pétrole, en gaz, et en minéraux. Les grandes puissances ont des intérêts dans ces ressources. Les Etats-Unis, qui ont été les premiers à reconnaître le régime royaliste de Norodom Sihanouk, ont été remplacés par la France, puis par l'Union soviétique. Le Japon, qui a toujours eu des relations étroites avec le Cambodge, a également des intérêts dans ce pays. La Chine, qui a récemment rétabli ses relations avec le Cambodge, a également des intérêts dans ce pays. La lutte d'influence entre ces grandes puissances se poursuit dans le Cambodge, et les intérêts de chacun sont en jeu.

ASIE

Le Cambodge sous l'ombre vietnamienne

III. — Lutte d'influence entre Moscou et Hanoi

De notre envoyé spécial Patrice DE BEER.

Ni Hanoi ni Phnom-Penh ne semblent pour le moment prêts à faire des concessions en vue d'une solution politique du problème cambodgien, dont ils nient même l'existence (« le Monde » du 20 et du 21 mars). Mais, au Cambodge, même, les Vietnamiens et Soviétiques se livrent, en outre, à une lutte d'influence.

Phnom-Penh. — Deux cent mille soldats vietnamiens, des conseillers militaires, le « jumelage » de provinces khmères et vietnamiennes, la guerre qui se poursuit le long de la frontière avec la Thaïlande et dans les régions montagneuses et forestières, tout cela fait que, au Cambodge, la politique étrangère est passablement sur le devant de la scène.

Le corps expéditionnaire « frère » soviétique, tant pour protéger ses partisans contre le menace khmère rouge et nationale que pour prévenir toute tentation d'indépendance. La République populaire du Kampuchea demeure sous influence vietnamienne, et Hanoi a clairement montré qu'elle entendait défendre cette acquisition contre quiconque. Soviétiques inclus. Partie d'une Indochine réunifiée, elle est aussi un Etat-tampon face à la Thaïlande et un réservoir alimentaire. Le niveau de vie est bien plus élevé à Phnom-Penh qu'à Ho-Chi-Minh-Ville (1). Le riz cambodgien nourrit de nombreux Vietnamiens.

Ministre des affaires étrangères à vingt-huit ans, officier supérieur khmère rouge jusqu'en juillet 1977, M. Hun Sen utilise des images pour expliquer les liens du régime avec Hanoi : « Sous le régime Pol Pot, nous vivions comme des naufragés. Il est normal qu'un naufragé fasse appel de tous côtés et s'accroche à n'importe quel débris. Il est vrai que, à l'époque, il y avait un très actif mouvement populaire, mais devons-nous attendre jusqu'en 1985 pour nous libérer de Pol Pot ? Nous ne pouvons pas attendre le pays, mais plus le peuple ! » L'intervention vietnamienne fut « comme celle d'un pompier qui jette de l'eau sur une

maison en feu. Il est vrai que les pompiers doivent rentrer dans leur caserne, mais il est vrai aussi que l'on ne doit pas courir le risque d'un nouvel incendie. »

« Aucun pays au monde ne nous a jamais aidés », dit le Vietnam. N'y aurait-il que les Etats-Unis qui auraient eu le droit de stationner des troupes au Cambodge ? dit-il avec colère. « Aux Philippines, en Thaïlande, au Japon, en Allemagne fédérale et dans d'autres pays (...), il y a aussi des troupes étrangères. Pourquoi pas ? » Certains disent que nos élections n'étaient pas légales en raison de la présence des troupes vietnamiennes. Et celles qui ont eu lieu en R.F.A. en présence des G.L.S. ? (...) Nous avons le droit de faire appel aux troupes étrangères nous aussi.

Sur ce point, M. Hun Sen ne semble pas plus prêt à céder que ses camarades vietnamiens. « Nous avons fait déjà beaucoup de concessions ; à l'ASEAN d'en faire à son tour », nous disait M. Mai Chi Tho, le responsable du P.C. vietnamien pour Ho-Chi-Minh-Ville. La concession attendue — des troupes vietnamiennes par l'ASEAN du régime pro-vietnamien.

M. Hun Sen est très dur envers l'ASEAN, accusé d'« ingérence dans les affaires intérieures » de son pays. Il use d'une autre image : « Nous sommes comme deux équipes de football. La balle est du côté de celle de l'ASEAN. Elle ne donne pas le coup d'envoi, demandant aux Nations unies ou à la Chine de taper dans la balle. C'est impossible de jouer correctement ainsi. »

Ces arguments ont pour le moment convaincu moins de trente pays et, le 21 octobre dernier, les Nations unies — où siègent les Khmers rouges — ont redemandé le retrait des Vietnamiens du Cambodge et la mise en application des propositions de la conférence de New-York de juillet. La solution négociée, l'« exigence absurde », qui de vouloir résoudre un prétendu problème khmère qui, pour Phnom-Penh et Hanoi, « n'existe pas ».

M. Brejnev prêche la patience et le réalisme

La France, qui ne reconnaît aucun des deux régimes khmers, a réitéré à plusieurs reprises depuis mai 1981 sa critique de l'intervention vietnamienne au Cambodge ; M. Chyevon avait même dressé un parallèle entre l'Afghanistan et le Cambodge. « Nos relations dépendent de la France, répliqua M. Hun Sen ; nous sommes prêts à avoir des relations avec tous les pays. Pour le moment, il y a eu un certain progrès de nos rapports. Mais le rôle que l'Union des dirigeants français (la note encreuse) n'est pas valable, car elle condamne en fait celui qui a jeté de l'eau sur le feu », le Vietnam.

En octobre, aux Nations unies, le Vietnam a, par l'intermédiaire de son allié laotien, présenté une proposition de règlement de la crise et elle a été accueillie avec une certaine sympathie. M. Phoume Sipharuth avait proposé l'ouverture d'un dialogue entre les deux groupes — ASEAN et Indochine — pour promouvoir la compréhension mutuelle et afin d'éliminer les diver-

gences. « Allant plus loin, les trois pays ont offert le 17 février à la Thaïlande des contacts « directs ou indirects » : « bilatéraux » ou avec les trois régimes indochinois sur « toutes les questions d'intérêt commun », qui pourraient, en cas de succès, être suivies d'un « retrait partiel des troupes vietnamiennes ». Mais sur la façon, la volonté de Hanoi demeure de voir reconnaître le nouveau statu quo.

Le premier assouplissement de forme avait été présenté peu après la réunion des chefs des trois P.C. indochinois — MM. La Duan pour le Vietnam, Keysone Phommavane pour le Laos et Pen Sovan pour Phnom-Penh — à Moscou, autour de M. Brejnev. Ce dernier leur avait prêté la modération et avait accordé un traitement de faveur à M. Pen Sovan. « Il est spécialement important de ne pas rompre le dialogue, de montrer patience et réalisme, un sens des responsabilités et de s'abstenir d'actes qui pourraient faire empirer la situation. Il faut respecter (...) de rechercher un point

de contact, une base mutuellement acceptable de coopération », avait-il dit. Cette mise en garde ne saurait signifier que l'U.R.S.S. ait l'intention de distendre ses relations avec Hanoi. Les intérêts mutuels sont encore trop puissants et l'attrait de la base en Asie du Sud-Est crucial. Mais le Kremlin accepte mal l'obstruction du Vietnam de refuser toute solution et de jouer son propre jeu au Cambodge, de vouloir faire des Soviétiques des bailleurs de fonds sans influence.

Les tentatives soviétiques pour s'assurer l'appui de M. Pen Sovan ont subi un coup dur avec le limogement de ce dernier. Les Soviétiques « ont été trop lourds » face aux subtils Vietnamiens, reconnaissent des diplomates est-asiatiques. La distribution de macarons de Lénine ne remplace pas le travail en profondeur des Vietnamiens. « Les Russes comprennent moins bien le problème cambodgien que nous », estime un diplomate vietnamien. Il est vrai que n'étant pratiquement pas autorisés à se déplacer, ils leur est difficile de se frayer aux réalités. Mais ils sont à l'évidence beaucoup moins impopulaires au Cambodge qu'au Vietnam.

La « solution acceptable » de l'ASEAN

Les Soviétiques souhaitent conserver de bonnes relations avec les pays de l'ASEAN, qui, en dépit de divergences s'inquiètent de l'expansionnisme indochinois de Hanoi et préconisent une politique d'isolement du Vietnam. L'ASEAN soutient par ailleurs, la résistance khmère, dont elle voudrait unir les trois composantes : Khmers rouges, F.N.L.P.K. de M. Son Sann et Shanoukistes — dans un « gouvernement de coalition souple ». C'est le sens de la proposition faite en novembre par Singapour et refusée par les Khmers rouges, par peur de voir dissoudre leur influence alors qu'ils sont pratiquement les seuls à se battre.

Les pays les plus fermes sont la Thaïlande, Singapour. La première pays de ligne de front et rival traditionnel du Vietnam, craint que la guerre ne s'étende chez elle depuis que le Cambodge n'est plus un Etat-tampon ; elle cherche à remplacer ce dernier par de « mini-tampons » que constituent les zones khmères rouges et nationalistes.

Un diplomate de haut rang nous a dit à Bangkok : « Nous ne sommes pas prêts à un conflit sino-vietnamien ; nous proposons une solution acceptable pour les deux. Mais nous ne sommes pas en position de faire des concessions, qui ne seraient que nous créer des problèmes avec la Chine. Qui plus est, quelles garanties avons-nous que le Vietnam nous laissera tranquilles après ? (...) Notre appui aux Khmers rouges ne signifie pas que nous voulons qu'ils reviennent au pouvoir. Nous faisons au Vietnam une faveur : il ne peut accepter Pol Pot et nous Heng Samrin ; d'est pour nous proposer une transition vers des élections libres. » Certains, à Bangkok, s'inquiètent toutefois d'une trop grande dépendance à l'égard de Pékin.

Le ministre malaisien des affaires étrangères, M. Ghazali Shafie, nous a dit à Kuala Lumpur : « Il faut armer la troisième force pour en faire un groupe viable, non pas pour faire la guerre au Vietnam. On ne peut parvenir à une solution politique si une partie n'a pas assez de crédibilité pour discuter avec l'autre. Nous savons que Hanoi ne parlera jamais avec les Khmers rouges. Si les Vietnamiens refusent de négocier, la troisième force aura les moyens de se battre. Enfin, nous voulons prévenir le retour des Khmers rouges. »

Ces derniers se trouvent ainsi dans la position inconfortable d'être indésirables — car ils se battent — mais de risquer d'être tenus à l'écart d'une éventuelle solution, même si celle-ci semble toujours aussi éloignée. Leur attitude pourrait changer en fonction des résultats de la présente campagne de saison sèche. Pour le moment, c'est l'armée vietnamienne qui marque à nouveau des points.

Comment la situation va-t-elle évoluer ? Les efforts des Khmers rouges pour se montrer plus « présentables », ceux de M. Son Sann pour obtenir un appui diplomatique massif, et ceux du prince Sihanouk — qui demeure, en dépit de ses

voies-faces, la seule personnalité vraiment populaire — pour s'imposer porteront-ils leurs fruits ? Le régime de Phnom-Penh fera-t-il la preuve qu'il peut exister par lui-même en dehors de la présence militaire vietnamienne ? Combien de temps durera l'« état de grâce » qui se poursuit depuis la chute des Khmers rouges ? Car on ne pourra pas éternellement leur faire porter le chapeau de tout ce qui va mal et les utiliser comme justification de la présence permanente des « bodols ». A l'image de ce haut fonctionnaire des affaires étrangères qui nous affirmait que les Khmers rouges n'avaient rien fait, sauf détruire et tuer. Et d'ajouter : « Jadis, au Cambodge, il n'y avait pas de mort. C'est seulement depuis le passage des Khmers rouges que les mouches sont apparues ici ! »

Une telle propagande sera insuffisante pour convaincre la population, traumatisée par les guerres, d'accepter la nouvelle marche vers le socialisme — du troisième type après celui, bouddhiste, du prince Sihanouk, et celui, féroce, des Khmers rouges — la collectivisme et la présence étrangère. Pour que ce peuple, qui rêve toujours de l'âge d'or — en grande partie mythique — d'avant 1970, accepte tout cela, il faudrait que les résultats se montrent à la mesure de ses espérances.

FIN

- (1) A Saigon, le salaire minimum mensuel représenté, au marché libre, entre un paquet et un paquet et demi de cigarettes.
- (2) L'aide soviétique s'est élevée à 25 millions de dollars en 1979, à 134 en 1980, à 100 en 1981 ; elle sera plus faible cette année. Sur les 400 tonnes de riz, 100 tonnes seulement ont été livrées. Cette aide est en partie en dette, qui commencent à être remboursées en livraisons de caoutchouc. Le riz, lui, va au Vietnam.

A TRAVERS LE MONDE

Berlin-Ouest

● TROIS BESOINISSENTS SOVIÉTIQUES ont été arrêtés, le jeudi 18 mars, dans le secteur français de Berlin-Ouest, par la D.S.T. Selon le quotidien Berliner Morgenpost, il s'agit de « trois agents secrets soviétiques », pris « en flagrant délit de prise de contact avec un soldat français ». — (A.F.P.)

Corée du Sud

● PRIS DE SIX MILLE PERSONNES ont été arrêtées en Corée du Sud au cours d'une vaste opération de police, dans la nuit de vendredi à samedi, à la suite de l'incendie criminel, jeudi, du Centre culturel américain de la ville portuaire de Pusan, a annoncé samedi 20 mars la police. L'incendie de Pusan a fait un mort et trois blessés.

Guinée

● DEUX MINISTRES, MM. Abraham Kabassan Kella (travaux publics) et Salkou Barry (contrôle d'Etat) ont été révoqués pour « attitude grave » dans la libération des prisonniers politiques sud-africains, notamment celle de M. Nelson Mandela, dirigeant du Congrès national africain (A.N.C.), emprisonné à vie

Inde

LA FIN DE LA VISITE DU MARÉCHAL USTINOV

L'U.R.S.S. serait prête à renforcer le potentiel militaire de New-Delhi

De notre correspondant

New-Delhi. — Le ministre soviétique de la Défense a reparté Moscou, samedi 20 mars, à l'issue d'une visite de cinq jours en Inde. De part et d'autre, on affichait une extrême discrétion quant à la teneur d'entretiens et de discussions. Les qualités de « fructueux » et, à fortiori, sur les résultats concrets d'une visite achevée sans qu'aucun accord spécifique n'ait été conclu.

Le maréchal Ustinov aurait cependant assuré le gouvernement indien que son pays serait aux côtés de l'Inde si la situation s'aggravait dans cette région du monde. Il aurait indiqué que l'U.R.S.S. était prête à répondre à toute demande indienne en matière de missiles sol-air. Dans l'immédiat, la livraison des pièces détachées requises pour le matériel militaire soviétique déjà acquis par l'armée indienne serait accélérée. L'U.R.S.S. aurait exprimé sa volonté d'aider l'Inde à développer son autonomie en matière de production d'armement.

Des ultimes allocutions prononcées, on retiendra la constatation d'une détérioration de « l'environnement international » et la volonté de coopérer militaire et technologiquement. Celle-ci est considérée comme

« un facteur de paix et de stabilité » en Asie du Sud et dans le monde, au moment où, selon le ministre soviétique, la menace d'une guerre s'est accrue en raison du « comportement agressif » de l'impérialisme américain.

PATRICK FRANCES.

● M. J.-B. Kripalani, qui fut l'un des plus proches compagnons du mahatma Gandhi au cours de la lutte pour l'indépendance, est décédé vendredi 19 mars, à Ahmedabad, d'une crise cardiaque. À l'âge de quatre-vingt-trois ans, l'ancien ministre de la Défense et des Affaires indiennes, il avait quitté le parti du Congrès après l'indépendance et avait d'abord occupé pendant un moment le poste de ministre de la Défense. Il avait été forcé de quitter le mouvement populaire au premier ministre Nehru, puis à sa fille, Mme Gandhi. Il avait été élu, avec Jawahar Narayan, l'un des animateurs du mouvement populaire qui, en 1974-1975 se développa contre le pouvoir central. En 1977, il fut à l'origine du regroupement de formations pour l'essentiel conservatrices, qui donnèrent naissance au parti du Janata et provoqua alors la chute du gouvernement de Mme Gandhi.

PROCHE-ORIENT

La grève générale se durcit en Cisjordanie

UN JEUNE PALESTINIEN EST TUÉ À EL BIREH

La grève générale de trois jours en Cisjordanie proclamée vendredi à la suite de la dissolution du conseil municipal d'El-Bireh s'est durcie samedi 20 mars. Un jeune Palestinien de dix-sept ans a été tué d'une balle en plein cœur et deux adolescents blessés à El-Bireh où l'armée israélienne a fait usage d'armes automatiques. Des policiers ont dispersé les manifestations sporadiques à travers la ville en grève.

La grève a également été totale à Naplouse, Ramallah et dans la partie arabe de Jérusalem.

A Washington, les Etats-Unis ont qualifié, vendredi, de « regrettable » la dissolution du conseil municipal d'El-Bireh. « Nous restons persuadés », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, que le meilleur moyen d'assurer une représentation politique responsable des habitants de Cisjordanie et de Gaza doit passer par l'élection libre d'une autorité autonome à la place de l'autorité gouvernementale israélienne. « Nous sommes convaincus », ajoutant, que ceci était d'ailleurs un des « éléments clés » de l'accord sur l'autonomie tel qu'il a été défini à Camp David.

● A BEYROUTH, le chef du département de l'information de l'O.L.P., M. Yasser Abed Rabbo, a demandé « à la France et aux autres pays européens de prendre clairement position sur les menaces d'annexion des territoires occupés ». Evouant la visite de M. Mitterrand en Israël, il a affirmé que « toute dénonciation politique rompt l'équilibre international d'Israël encourage actuellement les dirigeants israéliens à accroître leur politique répressive contre les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ».

● Les habitants du Golan pour- raient, pour leur part, depuis cinq semaines leur grève pour protester contre l'annexion du plateau. Trois députés israéliens de la gauche d'avant-garde ont écrit une lettre dans ce territoire ont affirmé y avoir décelé « des traces de dictature militaire dans le comportement des autorités israéliennes à l'égard des Palestiniens du Golan ». Ils ont notamment déclaré que « la nourriture commencent à manquer » et que « l'électricité avait été totalement coupée ». — (A.F.P., Reuters.)

Les forces vietnamiennes occupent plusieurs villages à proximité de la frontière thaïlandaise

De notre correspondant

Bangkok. — Les troupes vietnamiennes ont occupé au moins deux des quatre villages de Bokh-Sann, situés en territoire cambodgien, en banane de la frontière thaïlandaise, à environ 350 kilomètres au sud-est de Bangkok, où vivaient près de neuf mille personnes sous le contrôle des Forces nationales de libération du peuple khmère (F.N.L.P.K.). Celui-ci a confirmé cette attaque sans plus de détails, avant perdre contact avec sa base depuis le 17 mars, et ses responsables n'ayant pas été autorisés à se rendre sur les lieux.

Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a dépêché à la frontière du personnel médical et des ambulances pour venir en aide aux milliers de Cambodgiens qui ont commencé de fuir la zone des combats et de se réfugier en Thaïlande. Il semble que les autorités de Bangkok tentent de stopper ce mouvement de repli.

A plusieurs reprises dans le passé, l'armée vietnamienne avait dirigé des troupes d'artillerie sur les villages de Bokh-Sann, obligeant une partie des habitants à se replier provisoirement vers la frontière. A la différence des précédentes attaques, cependant, il

apparaît que les troupes de Hanoi ont, cette fois, réussi à occuper le terrain. Le F.N.L.P.K. les a récemment accusées d'utiliser des techniques contre la population.

C'est à Bokh-Sann qu'avait été proclamée, le 9 octobre 1979, la victoire du F.N.L.P.K. sur le régime de M. Son Sann. D'après celui-ci, cent quarante mille personnes vivaient dans les zones frontalières sous le contrôle de son mouvement. Il revendique neuf mille soldats — les experts militaires avancent le chiffre de quatre à cinq mille — et affirme avoir formé suffisamment d'officiers pour encadrer vingt mille hommes.

La prise de Bokh-Sann s'inscrirait dans le cadre d'une campagne lancée, depuis le début de la saison sèche, par les forces de Hanoi pour tenter d'« assainir » la zone frontalière entre la Thaïlande et le Cambodge, où Khmers rouges et forces nationalistes ont établi leurs bases. L'armée vietnamienne, qui aurait notamment engagé dans cette bataille une cinquantaine de chars, a fait de lourdes pertes aux quelques milliers de « polipostistes » retranchés dans leur bastion du Phnom-Malal.

JACQUES DE BARRIN.

FAITS ET JUGEMENTS

Les survivants

déjà levé un coin — tout petit — du voile, sur l'enjeu financier politique et syndical de la gestion de la Sécurité sociale. Elle a déjà permis, au-delà des sempiternels débats sur le « déficit-qui-s'aggrave », de constater qu'il y avait là pour certains un « fromage » bien tentant, une base institutionnelle et financière où derrière les proclamations mili-

s'abriter quelques convulsions pen-
sables. Une protection sociale qui
protège les malades mais pas
seulement eux. Un réseau
complexe et enchevêtré d'antici-
pations, de combinaisons possibles, dont les
bénéficiaires se recrutent dans
des camps politiques parfois auto-
nomes en apparence. Crime ou
sûreté, René Lucot est mort. Ce
qui ne meurt pas et appelle
d'autres expertises et sont les
dessous de cartes d'une partie qui
continue de se jouer, là où
allèges, entre les survivants.

Abundance

ROUET DE MARSEILLE

à se faire « assister de personnes capables d'apprécier la nature des circonstances du délit » en allant jusqu'à désigner des « experts » qui ont procédé, dans de toute possibilité de contrôle, aux mesures d'expertise.

Que n'a-t-il, conformément au dernier alinéa de ce même article, désigné la désignation d'un juge d'instruction pour rechercher les causes de la mort? Dans cette hypothèse seulement, les experts « procèdent à leur mission sous le contrôle du juge d'instruction » (art. 156 (192).

Cette erreur n'en est pas une. L'histoire judiciaire est remplie de ces cadavres mystérieux et de ces faits qui ne sont que le résultat d'un fait que les parquets ont voulu en garder le plus longtemps possible en matière de répression.

Le premier pourvoyeur de la République à Marseille, a peut-être retiré de son séjour au Palais de Justice, l'enseignement que l'on veut mieux lui faire acquiescer qu'il n'aurait pas que l'on prenne le contrôle d'une enquête.

Lorsque, ces dernières années, le Syndicat de la magistrature dénonçait par une phrase lapidaire, les « méthodes » des « fonctions », les méthodes au parquet de tribunal, il ne disait pas autre chose. Le tribunal de Marseille, qui a été récemment dénoncé, est certes un tribunal « pas comme les autres », c'est-à-dire déjà dépourvu de talibans.

La Journée internationale contre le racisme

Plusieurs manifestations sont prévues en France à l'occasion de la célébration, le 21 mars, de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, décrétée par l'O.N.U. De

[illegible]

Une éruption explosive du volcan américain Mont-Saint-Helens (État de Washington) s'est produite, mardi 22 mars, à 4 h 30 (heure française). Les habitants du village de Spaldon, à 120 kilomètres s'est élève au-dessus du volcan se sont dirigés vers le sud-est-est à une vitesse de 100 km/h. Les habitants du village de Spaldon, à 120 kilomètres s'est élève au-dessus du volcan se sont dirigés vers le sud-est-est à une vitesse de 100 km/h.

Venus signifier un arrêté d'expulsion à une habitante de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), les policiers ont découvert, le 12 mars, le cadavre d'un enfant de deux ans. Il était mort, seul, de faim et de soif. Sa mère l'avait abandonné au mois de décembre.

Mme Evelyn Bontin, âgée de trente ans, mère du petit Jean-Benoît, a été arrêtée vendredi et présentée ce samedi matin au parquet de Nanterre.

La chambre crimpelle de la Cour de cassation, présidée par M. Jean Ledoux, a annulé l'arrêt de la cour d'assises de l'Oise, du 10 juin 1981, a condamné à la réclusion criminelle à perpétuité Marcel Barbeault, trente-cinq ans, surnommé « le cœur de l'ombre » (*le Monde* du 11 juin 1981). Le Cour de cassation statuait sur le rapport de M. Henri Angevin, conseiller, après avoir entendu les observations de M^{me} Claire et Philippe Waquet et

tes conclusions de M Henri Donat-wille, avocat général, remarque que, pour condamner Marcel Barbeault à la réclusion criminelle à perpétuité, la cour d'assises avait répondu affirmativement à la question "Les circonstances atténuantes". Mais, depuis la promulgation de la loi du 9 octobre 1981, abolissant la peine de mort, l'assassinat ou le meurtre assorti d'un autre crime (le vol qualifié)

est sanctionné par la réclusion criminelle à perpétuité.

Le « tueur de l'ombre », accusé de cinq assassinats assortis d'un autre crime (le vol qualifié), ayant donc bénéficié des circonstances atténuantes, le maximum de la peine qui lui est applicable devient celui de la réclusion criminelle à temps. Les magistrats de la Cour d'assises

D'autre part, un ancien député U.D.F. des Hautes-Alpes, M. René Serres, cinquante-trois ans, entrepreneur, maire de La Roche-des-Arnauds, impliqué dans cette affaire, écroué à Lille le 10 décembre, avait été relâché le 20 décembre après versement d'une caution de 2 millions de francs (*le Monde* des 6, 11, 12 et 20 décembre 1981). — (C.P.R.)

La chambre criminelle a renvoyé Marcel Barbeault devant la robe pour l'écarter.

CARNET

Naissances.

— Benoît et Luc ont la joie d'annoncer la naissance de
Marie Amour,
le 12 mai 1900.

Marriages

— Annie-Marie
ARTAUD-MACARI
et
Yves COLMOU

Décès

— Ses deux filles,
Et toute la famille,
ont la douleur d'annoncer le décès
survenu le 18 mars 1982, de

le lundi 22 mars, à 15 heures, en l'église de Thun-Saint-Martin (59).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sedan (Ardennes),
Mme Jean G. Laroche,
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du
décès de
Jean G. LAROCHE

docteur Jean G. LAKACHE,
survécu le 14 mars 1982, dans sa
quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques ont eu lieu dans une
très stricte intimité, à Sedan, le
17 mars 1982.
2, rue de la Ferme,
08200 Sedan.

— Georges PEREC
a été incinéré le mercredi 10 mars
1982, à 8 h. 30, au cimetière du
Père-Lachaise dans l'intimité.

— Mme Jean Perget,
Le contrôleur des armées Jacques
Perget,
Mme Jean Bonscharain,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du

M. Jean PERGET,
chevalier des Palmes académiques,
leur époux, père, beau-frère, parent
et allié.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule (154, Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e), où l'on se réunira le mardi 23 mars 1982 à 10 h. 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
48, rue de Berri,
75008 Paris.

— Le docteur Thérèse Zourbas et

Le professeur Jean Zourbas,
M. et Mme Claude Paquet,
Mme Nicole Levailant-Ramondon,
Leurs enfants et petits-enfants,
Mme Roger Cotterelle,
M. et Mme Didier Gauthier.

Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du
décès de
Mme Henri REMONDON,

née Suzanne Hardoin,
leur mère, grand-mère, arrière-
grand-mère et parents,
appelée à Dieu le 17 mars 1982, dans
sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale, en la cathédrale Notre-Dame de Paris, le lundi 22 mars 1983, à 14 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

2, square du Louvre,
75008 Paris.
71, boulevard Victor-Hugo,
92200 Neuilly-sur-Seine.
6, villa Courtaison,
10000 Troyes.

Anniversaires

— A ceux qui gardent au cœur le souvenir de
Daniel PHILIPPOT,
une pensée est demandée en ce

— Le 19 mars 1981 mourait
Guy de **SERRES-JUSTINIAO**.
Que ceux qui l'ont connu, apprécié,
aimé se souviennent de lui.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT
— Université de Paris-III
(Sorbonne nouvelle), lundi 22 mars,
14 h. 30, salle Grégoire 14, Evénement.

Colonial au Zaïre, au Rwanda et au Burundi 2, ...

ÉDUCATION

Guerre ou paix pour l'école privée ?

II. — APOCALYPSE. DEMAIN ?

par CHARLES VIAL

Les consultations entreprises par M. Savary sur l'avenir de l'enseignement privé conduisent. En attendant que le ministre de l'éducation nationale ne soumette des propositions à la négociation, ses partenaires se préparent. Certains se mobilisent mais avec sang-froid (« le Monde » du 10 mars). De leur côté, des militants du parti socialiste ont imaginé des « scénarios » d'évolution.

Déjà 1983 a commencé. L'année scolaire n'est qu'à sa mi-temps. Mais la préparation du budget pour l'an prochain ne peut plus être retardée. Pas de chance. Le gouvernement aurait pu pouvoir prolonger son règne. L'engagement du candidat François Mitterrand en mars 1981 de mettre en place « un grand service public, unifié et laïque, de l'éducation nationale » en prenant le temps, comme il en a toujours affirmé l'intention, de « convaincre sans contraindre ».

Consultez, écouter avant même de persuader. M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, s'y emploie. Depuis deux mois, responsables de l'enseignement catholique, des confessions protestantes et juives (1), des syndicats d'enseignants et de fédérations de parents d'élèves des deux sectes, qu'ils soient majoritaires ou groupés, tous sont reçus et écoutés. Parfois, le silence du ministre, sa volonté d'entendre avant de décider, déçoit l'attente de ses interlocuteurs, et leur fureur s'en trouve attisée.

La première phase ne s'en passe pas moins sans fracas. Début février, le congrès de la FEN, dont l'entourage de M. Savary craignait qu'il ne complique les choses, qu'il n'entraîne des assauts de laïcité combattants, n'a pas l'air de déborder d'enthousiasme. Daniel, président de l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), le qualifie lui-même de « congrès sans excès ». Dans les deux camps, les extrémistes restent en retrait. En réserve, peut-être.

La « réconciliation politique », dont deux syndicats de chefs d'établissements privés, déçus par le risque à leur sortie de chez M. Savary, le 4 mars, n'ont pas pris l'ampleur que les appels de M. Chirac et de M. Alain Juppé pour le R.P.R., du Centre national des indépendants et des paysans et de l'U.N.T. (Union nationale interuniversitaire) auraient pu laisser prévoir. Enfin, récemment, l'arrêt du Conseil d'État, dont l'effet sera d'obliger la commune d'Aurillac (Cantal), à subventionner, contre son gré, le fonctionnement d'une école primaire privée sous contrat d'association, le jugement du Tribunal administratif de Nantes dans le même sens, celui du Tribunal administratif d'Amiens en sens inverse, ont moins réveillé les passions que les impertinences techniques de la loi Guemour. Impertinences que les prochains textes sur la décentralisation accentueront, par exemple, en retirant aux maires des communes le pouvoir d'inscrire d'office des dépenses au budget des communes.

Le gouvernement sait donc qu'il devra bientôt quiber par des échéances approchantes. A ses interlocuteurs — au secrétaire général de l'enseignement catholique notamment — qui lui

demandaient des assurances pour l'an prochain, M. Savary a répondu que « le gouvernement doit tenir compte du Parlement ». Des membres de la délégation à l'éducation nationale du P.S. ajoutent : « Il ne sera plus possible en 1983 d'accepter, comme cette année, une augmentation des crédits de l'enseignement privé (22 %), aussi supérieure à celle des crédits de l'enseignement public (17,3 %). L'écart est du surcroît à des recensements de personnel privé, désormais alignés sur leurs homologues du secteur public, et à des provisions pour retraites. Mais la revue de la situation doit être faite, et les explications, note que « la mécanique des contrats qui fait que l'État paie à guichets ouverts est préjudiciable », et conclut : « la situation actuelle ne peut rester en l'état ».

Il n'y a donc plus qu'à inventer

l'avenir. Les nationalistes du gouvernement sur ces eaux socialistes pourraient être les élus socialistes des régions où le problème se vit le plus au quotidien, dans les relations officielles comme dans les rapports personnels : la Bretagne. Depuis plusieurs années, ceux qui étaient ou allaient devenir en juin 1981 députés du P.S. en Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine et Morbihan, plus quelques-uns de Loire-Atlantique, se sont mis à réfléchir à la manière d'élaborer l'un d'eux, M. Didier Chouat, député des Côtes-du-Nord, a exposé leurs vues. Il y a quelques semaines au congrès du Syndicat national des chefs d'établissements d'enseignement libre (S.N.C.E.L.), en présence de M. Jacques Barrot, député U.D.F. de Haute-Loire et président de l'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement (2).

Plusieurs étapes

Selon M. Chouat, le dualisme scolaire se traduit sur le terrain, « non par une émulation mais par une situation de concurrence, sources de gaspillage ». Et de citer le cas de ce collège Côté-du-Nord, Mur-de-Bretagne, où coexistent un collège privé de cent vingt élèves et un collège public de cent soixante élèves. Au dualisme, il conviendrait de substituer un « grand service public pluraliste ». La réification des écoles dans ce grand service « rompant avec le corporatisme » répondrait à la loi que les projets éducatifs de chaque établissement, aux besoins de la population du secteur » serait en sorte que « toutes les écoles de France ne soient pas toutes habillées avec le même costume ».

Cet état d'esprit éclaire la carte scolaire d'un jour différent. « Indispensable moyen de la planification des équipements », elle doit éviter qu'on enseigne n'importe quel n'importe où. Mais, en même temps, M. Chouat est formel, elle doit « devenir d'une grande complexité dans son application », c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'affecter les enfants dans les établissements. Ce serait là une nouveauté considérable qui ferait bénéficier le secteur public d'un des atouts fondamentaux du privé, comme le souligne M. Robert Ballion dans son ouvrage Les Consommateurs (3). Il n'est pas à l'heure de l'État, il faut noter que M. Savary aurait répondu aux représentants de l'association pour l'évolution de l'enseignement catholique qui insistent auprès de lui en faveur de l'existence d'une carte scolaire, mais beaucoup plus

simple : « Vos arguments sont les miens ».

M. Chouat et les élus socialistes bretons mettent l'accent sur « le franchissement de plusieurs étapes ». La première serait celle d'une réforme législative du contrat d'association — le contrat simple, dont le nombre diminue, étant vu à disparaître, comme l'a annoncé M. Mitterrand l'an dernier. Le nouveau contrat d'association ne remèdierait pas en cause les différences de traitement. La loi Guemour, concernant les personnels. Il les étendrait plutôt, sur la parité des retraites (dont les cotisations sont plus élevées actuellement pour les enseignants du privé), sur les passages d'un corps à l'autre. Il devrait aussi « offrir des garanties sur l'exercice des libertés » dans les établissements privés : liberté d'association, liberté d'association des parents.

Le point névralgique est celui d'un « contrôle réel par la collectivité de l'utilisation des fonds publics ». M. Chouat souligne la « position de porte-à-faux où sont actuellement les communes » à l'égard des écoles primaires. Elles doivent leur attribuer des crédits en vertu d'un contrat qui les a ignorés lors de la signature, puisque les deux partenaires sont l'école et l'État (représenté par le préfet). Dans le nouveau contrat, les collectivités locales participeraient à sa négociation et préviendraient avec l'école le montant des subventions de fonctionnement de l'école (hors de la commune ou hors de l'extérieur), un minimum étant fixé par le département ou la région.

Scénarios

Les collectivités locales seraient représentées dans un organisme de gestion des établissements. Cette disposition — qui paraît exorbitante à certains — et cependant en usage, dans les conseils d'administration des maisons des jeunes, par exemple, ou des centres aérés, qui subventionnent les communes. C'est une constante dans la vie associative. Des formules intermédiaires ou voisines existent d'ailleurs. Début mars, le directeur de l'école Saint-Michel à Hérouville-Saint-Clair (Calvados) refusait la proposition d'adhésion de la commune à son conseil de gestion de l'école, « ne voulant pas servir d'exemple », en revanche, il se déclarait favorable à la signature d'une convention avec la commune à l'image de celle conclue à Roanne (Loire) dont le maire est M. Jean Auroux, ministre du travail. Le texte prévoit que l'association de l'école Saint-Michel « rencontrera au moins une fois par an un représentant de la municipalité ».

Le nouveau contrat d'association modifierait peu la désignation des chefs d'établissements. Les collectivités locales seraient représentées dans un organisme de gestion des établissements. Cette disposition — qui paraît exorbitante à certains — et cependant en usage, dans les conseils d'administration des maisons des jeunes, par exemple, ou des centres aérés, qui subventionnent les communes. C'est une constante dans la vie associative. Des formules intermédiaires ou voisines existent d'ailleurs. Début mars, le directeur de l'école Saint-Michel à Hérouville-Saint-Clair (Calvados) refusait la proposition d'adhésion de la commune à son conseil de gestion de l'école, « ne voulant pas servir d'exemple », en revanche, il se déclarait favorable à la signature d'une convention avec la commune à l'image de celle conclue à Roanne (Loire) dont le maire est M. Jean Auroux, ministre du travail. Le texte prévoit que l'association de l'école Saint-Michel « rencontrera au moins une fois par an un représentant de la municipalité ».

tion des chefs d'établissements. Les collectivités locales seraient représentées dans un organisme de gestion des établissements. Cette disposition — qui paraît exorbitante à certains — et cependant en usage, dans les conseils d'administration des maisons des jeunes, par exemple, ou des centres aérés, qui subventionnent les communes. C'est une constante dans la vie associative. Des formules intermédiaires ou voisines existent d'ailleurs. Début mars, le directeur de l'école Saint-Michel à Hérouville-Saint-Clair (Calvados) refusait la proposition d'adhésion de la commune à son conseil de gestion de l'école, « ne voulant pas servir d'exemple », en revanche, il se déclarait favorable à la signature d'une convention avec la commune à l'image de celle conclue à Roanne (Loire) dont le maire est M. Jean Auroux, ministre du travail. Le texte prévoit que l'association de l'école Saint-Michel « rencontrera au moins une fois par an un représentant de la municipalité ».

La seconde étape serait le contrat d'intégration. Des enseignants et des parents, avec les chefs d'établissement dont le pouvoir serait renforcé. La seconde étape serait le contrat d'intégration. Des enseignants et des parents, avec les chefs d'établissement dont le pouvoir serait renforcé. La seconde étape serait le contrat d'intégration. Des enseignants et des parents, avec les chefs d'établissement dont le pouvoir serait renforcé.

religieuse et sociale de mars (4). Il a été conçu par un jésuite, M. Edmond Vandermeersch, ancien secrétaire national adjoint de l'enseignement catholique. Il développe la logique de la loi Debré de 1951 et imagine avec précision le contenu d'un contrat d'intégration. Des commissions garantiraient le droit à la différence dans le libre choix des familles pour inscrire leur enfant dans un établissement public ou privé « intégré ». Le mouvement des personnels serait distinct entre public et privé. Les chefs d'établissements privés en fonction seraient maintenus et les postes vacants pourvus à partir d'une liste d'aptitude spéciale, la décision étant prise par concertation entre les autorités académiques et les conseils d'établissement. M. Vandermeersch propose à l'Église qu'elle prenne le parti d'abandonner les centres de décision institutionnels en les confiant aux parents, enseignants, éducateurs, personnels de toutes catégories, « bien entendu de l'enseignement catholique, aspirant à l'amélioration du système éducatif ».

Il est bien vrai que, des élus socialistes aux fidèles de l'école privée, des fédérations de parents au Scholier à l'UNAPEL, de toute part des voix s'élèvent pour crier l'urgence de combattre l'échec scolaire, de ne pas égarer les différences de traitement entre les enfants et aux jeunes d'exister.

A côté de ceux qui attendent que « l'autre » capte le message, il y a ceux qui croient que « la liberté n'est pas négociable », soit que « la laïcité n'est pas négociable », n'y a-t-il pas des gens de bonne volonté pour œuvrer de pair à améliorer l'école sans blesser les enjeux philosophiques ? M. Savary paraît prêt à à écouter tout cela. Il faut pour reprendre ses propres expressions, « que rien ne se passe » ou « que ce soit l'apocalypse » ?

FIN

(1) La Fédération protestante de France a rencontré M. Savary le 10 février. On compte dix établissements d'inspiration protestante en France, dont le collège évangélique, accueillant 120 enfants.

(2) Ce groupe cent trente-neuf députés et cent onze sénateurs de l'opposition.

(3) Les Consommateurs d'école, par Robert Ballion, Ed. Stock-Lavigne, 1981, 210 pages, 13 F.

(4) Numéros 241-242, 14, rue d'Assas, 75006 Paris, 12 F.

M. HENRI BÉHAR ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS-III

M. Henri Béhar, professeur de littérature française, a été élu vendredi 19 mars au premier tour, président de l'université de la Sorbonne-Nouvelle (Paris-III) depuis le 22 octobre 1981. M. Béhar était administrateur provisoire de l'université de Paris-III.

Né le 28 mai 1940 à Paris, M. Béhar est diplômé de lettres modernes, a d'abord enseigné comme professeur à l'école normale d'Arras, de 1967 à 1971, puis à l'université de Paris-III. En 1972, il est nommé professeur de littérature française à l'université de Paris-III, où il a été directeur de l'U.F.R. de littérature française de 1975 à 1977. Il est élu directeur de l'université de Paris-III en 1977. M. Béhar est un spécialiste du mouvement surréaliste et du surréalisme français. Il a été candidat de M. Béhar était présenté à l'élection de la présidence par le Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.S.U.P.).

M. Carol Heitz vient d'être élu président de l'université de Paris-III-Nanterre par cinquante-trois voix sur soixante-trois votants, au troisième tour de scrutin. M. Heitz avait été précédemment élu en février 1981.

RECEVANT LES ÉVÊQUES FRANÇAIS DE L'OUEST

Le pape insiste sur le prix qu'il attache aux écoles catholiques

De notre correspondant

Rome. — La visite ad limina des évêques français de la région Ouest, le jeudi 18 mars, a été l'occasion de la première rencontre d'un groupe de prélats d'une des neuf régions épiscopales de France avec Jean-Paul II. Cette visite, qui sera suivie de celle des huit autres régions, a lieu tous les cinq ans.

Les évêques des douze diocèses de la région Ouest ont souligné le caractère collégial, informel et fraternel que le pape a tenu à donner à leur rencontre. Selon le mot de l'un d'eux, « nous sommes venus pour rendre compte, mais non pour rendre des comptes ». L'adresse du pape aux évêques fut à leurs yeux « en pleine concordance » avec les préoccupations dont ils avaient fait état dans leur rapport de synthèse.

Les évêques français ont relevé dans le discours du pape une exhortation à cette « visibilité de l'Église », soulignée lors de l'assemblée plénière de l'épiscopat, à Lourdes, en 1981. Le souci de l'Église d'être proche de la condition humaine, avec ce que cela suppose de prise en compte de la réalité sociale, ne devait pas faire pour autant négliger une identité chrétienne qu'il s'agit au contraire d'affirmer « maintenant » contre vents et marées la visibilité des communautés chrétiennes », a-t-il déclaré.

Le second encouragement du pape concerne la qualité des communautés chrétiennes existantes. A ce propos, Jean-Paul II a évoqué le problème de l'éducation : « Je pense encore aux multiples écoles catholiques, auxquelles vous tenez avec raison, auxquelles les parents chrétiens tiennent avec force et auxquelles le pape tient aussi que vous tous : la encore, ce qui fait leur prix, c'est l'éducation de qualité qu'elles peuvent fournir ».

Cette concordance dans les préoccupations, les évêques français l'ont aussi éprouvée au cours de leur visite aux dicastères (ministères), notamment pour ce qui touche à la catéchèse, abordée par le pape par le nouveau préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, Mgr Ratzinger. De leurs entretiens à la congrégation de l'éducation et des séminaires, les évêques français ont retiré un sentiment d'encouragement à faire connaître les travaux des séminaires en France. D'une manière générale, ils ont été sensibles en tant qu'hommes de terrain à un fait que la Curie romaine ne traite pas des problèmes de l'Église en France sur le seul plan doctrinal, mais dans une perspective pastorale, et tout en insistant sur les responsabilités locales : d'où un sentiment de confiance réproposée.

Ph. P.

RELIGION

A LIVOURNE, BASTION DU MONDE OUVRIER Jean-Paul II a visité une usine du groupe Solvay

De notre correspondant

Rome. — « Bienvenue là où tu as travaillé » : c'est par cette phrase que les employés de l'usine Solvay de Rosignano, à 20 km du port de Livourne, ont accueilli, vendredi 19 mars, Jean-Paul II, venu leur rendre visite.

Ce n'était pas la première fois que le pape allait vers le monde ouvrier. Mais c'était la première fois depuis trente ans qu'il franchissait de nouveau la porte d'une usine Solvay. De 1940 à 1944 en effet, alors qu'il n'avait pas été encore ordonné prêtre, il travailla comme ouvrier dans une usine de la filiale polonaise de cette société multinationale (nationalisée en 1953) proche de Cracovie.

Mais ce n'est sans doute pas à cause de ce seul souvenir que le pape avait choisi Solvay pour sa troisième visite en Italie au monde ouvrier, le jour de la saint Joseph, fête du travail de l'Église. A Livourne, le pape se rendait, en fait, dans une place forte de la gauche où 54 % de la population vote communiste et dont à peine 12 %, selon un récent sondage, se rend régulièrement à la messe.

Aussi pouvait-on attendre un accueil plutôt froid. Ce ne fut pas le cas, mais le dialogue entre le pape et les ouvriers de Solvay connut cependant quelques moments de flottement. La sympathie spontanée pour l'homme, son côté chaleureux et son désir, selon ses propres mots, de « serrer des mains », l'emporta sur la traditionnelle défiance envers le plus haut représentant de l'institution ecclésiastique.

Le pape a bény une entreprise dans laquelle un prêtre n'était jamais entré, à quelques centaines de

mètres des banderoles écarlates et des drapeaux rouges des fédérations syndicales et des murs couverts d'affiches revendicatives. Peu avant l'arrivée du pape, on avait découvert une inscription anarchiste derrière l'estrade où il devait parler.

« Certes, je ne suis pas venu ici pour vos patrons, a déclaré le pape en souriant, je suis venu pour me rapprocher du monde du travail. » Au fil des questions, embarrassées et parfois maladroitement posées, le dialogue s'est cependant noué. « Saint Paul, vous avez aidé la Pologne, il faut aussi aider tout le monde à travailler honnêtement et à vivre en paix », s'est enhardi à dire un jeune ouvrier. « Le pape et le travail sont les priorités de tous mes discours, partout et tout le temps. La Pologne a beaucoup souffert au cours des siècles passés et cela m'a permis de mieux comprendre tous ceux qui souffrent », a répondu le pape.

Après quatre heures de visite et de dialogue, la glace était rompue et c'est sous d'intenses applaudissements que Jean-Paul II a quitté l'usine après avoir rappelé dans son allocution finale sa fameuse phrase de l'encyclique *Laborem exercans* : « L'Église est de votre côté, parce qu'elle est au côté de tout homme. » A l'extérieur et sur la grande place de Livourne, le pape était ensuite accueilli non moins chaleureusement par la population.

Ph. P.

SCIENCES

Cinq nouvelles missions d'études ont été créées

Cinq nouvelles missions d'études viennent d'être créées par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie. Elles portent sur trois filières industrielles, la mécanique, les matériaux et la chimie, et sur deux secteurs à dimension principalement socio-culturelle : l'habitat et le cadre de vie. D'une part, les aspects technologiques de la diffusion de la culture et de la communication d'autre part.

Cette décision prolonge celle prise l'an dernier (le Monde du 20 août 1981) d'instituer six missions ponctuelles sur les biotechnologies, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies nouvelles, la filière électronique, la robotique, les recherches sur l'emploi et l'amélioration des conditions de travail, la coopération scientifique et technique avec les pays en voie de développement. L'objectif de toutes ces missions est d'établir un inventaire des moyens de recherche disponibles, de définir des objectifs à atteindre et des actions à engager, qui pourront constituer l'ossature d'un programme pluriannuel de recherche et de développement technologique.

enfin de proposer les réformes institutionnelles qui paraîtraient nécessaires. Les présidents de mission devront remettre un rapport pour le 1^{er} juillet.

M. Chevènement a confié à M. Jean Parsuy, président-directeur général de la société Samier-Duval, la présidence de la mission « mécanique ». M. Jean-Pierre Gause, directeur général, chargé de la recherche, de la société Saint-Gobain, présidera la mission « matériaux ». La mission « chimie » sera présidée par M. Pierre Fillet, directeur scientifique de la société Rhône-Poulenc.

M. Claude Pierre, ancien délégué à l'innovation et à la technologie au ministère de l'Industrie, étudiera les besoins de recherche dans le secteur de l'habitat et du cadre de vie. MM. Armand Maitiart et Yves Stourz, respectivement directeur de recherches en sciences de l'information à l'université Paris-VII et directeur du centre de recherche « technologie et société » à l'université Paris-Dauphine animeront la mission « technologie, diffusion de la culture et communication ».

(*) Le Pèlerin, 53 pages, 10 F.

● Un numéro spécial du Pèlerin sur l'enseignement catholique. — L'hebdomadaire le Pèlerin publie un numéro hors série consacré à l'enseignement catholique. « Une réalité d'aujourd'hui », en plus d'entretiens avec le secrétaire général de l'enseignement catholique et le responsable des parents d'élèves de l'enseignement libre, ce numéro présente un historique de cet enseignement. Un sondage effectué par le Conseil de l'Éducation, auprès de 1 000 personnes, est présenté dans le même supplément : il fait état de 34 % d'opinions très favorables au maintien de l'enseignement libre, 37 % d'assez favorables, 12 % d'assez opposés, 8 % très opposés, 9 % des interrogés se déclarant sans opinion.

SPORTS

CRICKET. — Quinze joueurs britanniques qui viennent d'effectuer une tournée officielle en Afrique du Sud ont été suspendus pour trois ans par leur fédération.

FOOTBALL. — Les demi-finales de la coupe d'Europe des clubs champions opposeront, les 7 et 21 avril, le C.S.K.A. Sofia au Bayern de Munich et les Rangers d'Aston Villa aux Belges d'Anderlecht.

— Le Ghana a gagné la troisième coupe d'Afrique des nations en battant en finale la Libye qui organisait l'épreuve du 5 au 19 mars, par 1 à 1 et sept pénalités à six après prolongations. Quarante-sept mille spectateurs ont assisté à finale, à Tripoli, où la partie a dû être interrompue un moment pour jets de projectiles après le but ghanéen. L'Algérie, grande favorite de l'épreuve, mais principale victime du règlement qui n'autorisait pas la présence de plus de deux joueurs expatriés par équipe, a échoué de justesse en

demi-finale. C'est à la dernière seconde que les Ghanéens ont réussi à égaliser avant de s'imposer dans les prolongations par 3 à 2. Le Ghana avait déjà gagné trois fois la coupe d'Afrique en 1963, 1965 et 1978.

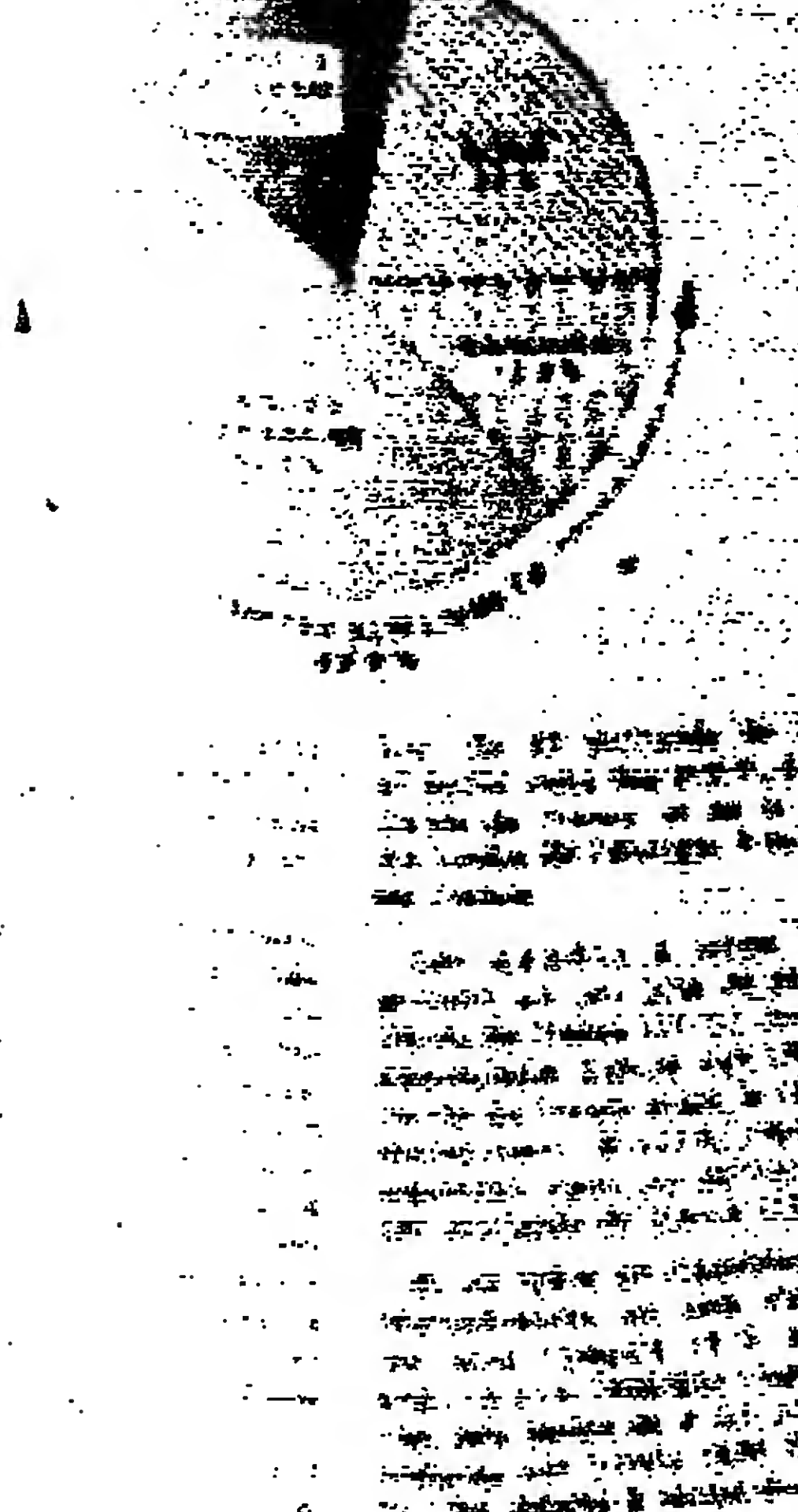
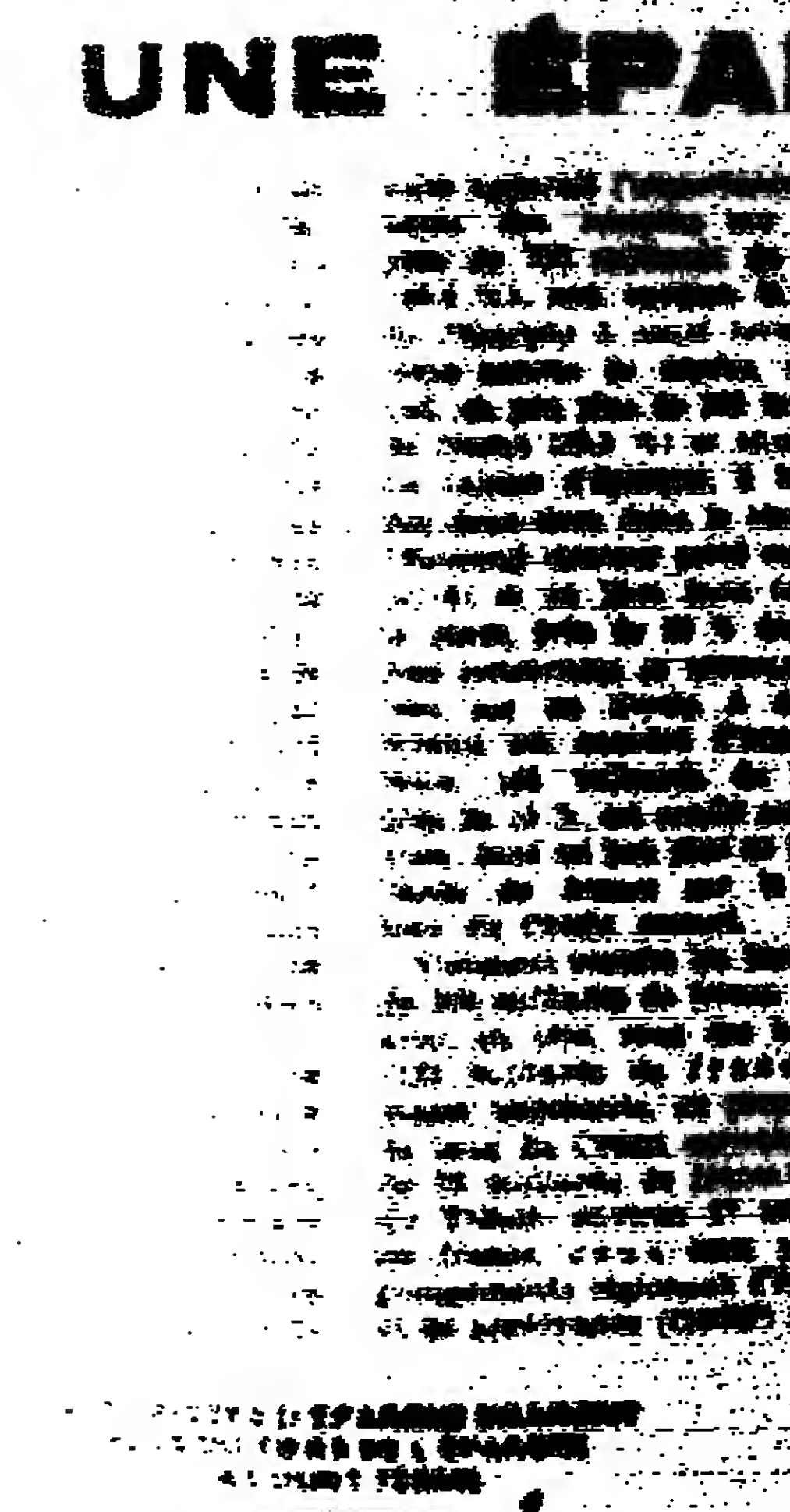
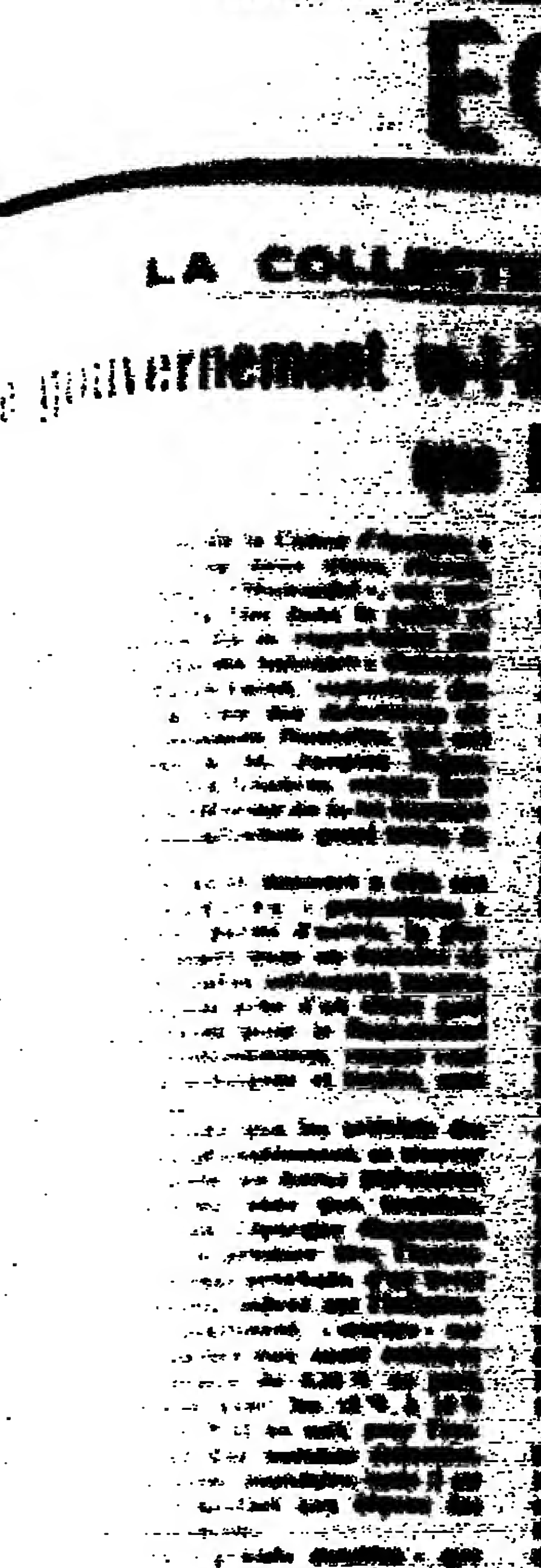
HOCKEY SUR GLACE. — Le championnat du monde C, organisé à Jaca (Espagne), a été gagné par l'équipe de France, victorieuse de la Bulgarie par 4 à 2, le 19 mars.

NATATION. — Trois records de France ont été améliorés le 19 mars à Toulouse aux championnats nationaux d'hiver. Frédéric Delcourt a réussi 4 min. 31 sec. 81 sur 400 mètres (ancien record : 4 min. 34 sec. 79 par lui-même) et 38 sec. 22 sur 100 mètres (ancien record : 38 sec. 77 par lui-même). Olivier Borlos a battu de 15/100 de seconde son propre record du 100 mètres brasse en 1 min. 5 sec. 47.

SKI ALPIN. — L'Américain Phil Mahre a gagné, le 19 mars, à Kranjska Gora (Yougoslavie),

son premier slalom géant de la saison en Coupe du monde.

TENNIS. — Henri Leconte, qui a remporté sa demi-finale préliminaire consécutive en battant l'Américain Peter Fleming, 7-5, 4-6, 7-5, sera le seul représentant français en demi-finale du tournoi de Metz, doté de 75 000 dollars. Christophe Roger-Vasselin s'est incliné devant le Sud-Africain Schalk Van der Merwe, 2-6, 4-6, 6-3. Louis-Louis Pascal Portet joue à l'Américain Steve Denton, 6-4, 6-1. L'autre demi-finaliste sera l'Américain Eric Iskersky, vainqueur du Suédois Jan Gunnarsson, 6-2, 6-0. A Strasbourg (F.C.T., 300 000 dollars), le Tchèque Ivan Lendl, vainqueur du Polonais Wojtek Fibak, 6-0, 6-4, remportera en demi-finale l'Américain Randy May, qui a éliminé le Suisse Henri Günzert, 6-4, 6-3, 6-3. L'autre demi-finale opposera l'Américain Tim Mayotte vainqueur du Hongrois Balazs Tarocsi, 6-4, 6-4, à son compatriote Terry Moor, qui a éliminé l'Australien John Fitzgerald, 6-3, 6-4.



Le Monde

ECONOMIE

LA COLLECTE DE L'ÉPARGNE A COURT TERME

Le gouvernement va-t-il accorder aux banques l'égalité de traitement que M. Barre leur avait refusée ?

« La mort lente du livret de la Caisse d'épargne. » Le livret A menacé ? Ces deux titres, récents, dans « Libération » et dans « l'Humanité », ont provoqué un certain émoi, à la fois dans le public et dans les caisses d'épargne. Ils se rapportent aux propositions pour une réforme bancaire élaborées par MM. Jean-Michel Bloch-Lainé, inspecteur des finances, et Pierre Vajda, l'un des théoriciens du parti socialiste dans le domaine financier, qui ont été récemment soumises à M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, comme base de réflexion pour la future réforme de la loi bancaire et du crédit après la nationalisation, quasi totale de ce secteur de l'économie.

C'est aller un peu loin, et le ministre a déjà cru bon de déclarer que les dites « propositions » n'étaient que des solutions parmi d'autres, la plus grande « prudence » s'imposant dans un domaine où tout bouleversement d'habitudes solidement ancrées dans l'esprit des gens depuis près d'un siècle peut avoir de graves conséquences pour le financement d'un certain nombre d'investissements, comme ceux de l'Etat, des collectivités publiques et locales, sans compter le logement social.

Il n'en demeure pas moins que les activités des caisses d'épargne vont, très probablement, se trouver sinon menacées de mort lente, au mieux plafonnées, au pis quelque peu réduites, sans que, toutefois, leur vocation à collecter de l'épargne disparaisse vraiment, tant s'en faut. En premier lieu, l'insaturation, à partir du mois de mai prochain, d'un livret d'épargne populaire, à revenu indexé sur l'inflation, et exonéré d'impôts, va, fatalement, « mordre » sur les dépôts des livrets A, certes aussi exonérés d'impôts, mais dont le revenu de 8,50 % ne peut, pour l'instant, se comparer avec les 12 % à 13 % d'érosion monétaire actuels. Nul ne sait, pour l'instant, quelle sera l'ampleur des sommes collectées, voire « déplacées » par ce livret populaire, mais il est certain qu'il y aura un transfert aux dépens des caisses d'épargne traditionnelles.

Ensuite, la nature des « grands desseins » que

pourraient nourrir les pouvoirs publics, à savoir assurer un meilleur fonctionnement du « pluralisme » bancaire et rétablir une concurrence véritable entre les réseaux, peut affecter les caisses d'épargne, comme d'ailleurs, les mutualistes (Crédit mutuel et Crédit agricole). De quoi s'agit-il ? Essentiellement de ne plus réserver à certains réseaux l'usage de certains avantages, soit fiscaux, soit relatifs à la distribution du crédit. Cela reviendrait — en fait — à « banaliser » de tels avantages en permettant à tous les réseaux d'y accéder, après de profondes transformations, il est vrai. C'est à ce niveau qu'intervient, d'ailleurs, le rapport de la commission Dantréme sur le développement et la protection de l'épargne, qui doit être remis au gouvernement dans le courant du mois d'avril.

Pour justifier ce « grand dessein », le gouvernement relève que de 1945 à 1980 la part des dépôts collectés par les banques inscrites est revenue de 55 à 37 %, au profit des mutualistes, qui s'ajoutent aujourd'hui 24 %, et des caisses d'épargne ordinaires, qui recueillent 20 % (au lieu de 17 %). Bien plus, les nouveaux venus, à la faveur de ces fameux « avantages », ont pu offrir et développer une gamme de services concurrents de ceux des banques traditionnelles. Dans ces conditions, il serait difficile, estime-t-on, de demander aux banques d'efforts particuliers dans le domaine de la distribution des crédits et du traitement de l'épargne sans rétablir des conditions d'égalité dans la concurrence. C'est ce que demande, avec vigueur, l'Association française des banques depuis 1978, avec quelques résultats positifs, comme l'assouplissement des excédents des mutualistes à l'impôt sur les bénéfices, et qu'elle n'a pu obtenir du temps de M. Raymond Barre.

Parmi les propositions contenues dans le rapport Bloch-Lainé-Vajda figurent effectivement la mise hors service du livret A des caisses d'épargne et celle du livret bleu du Crédit mutuel, remplacés par des instruments nouveaux d'épargne populaire offrant des attraits équivalents, comme par exemple

des « bons obligataires » affectés au financement des investissements collectifs. Mais, à ce stade de la réflexion, deux préalables s'imposent aux pouvoirs publics. Tout d'abord, il n'est pas question de priver la Caisse des dépôts, dont le rôle va être amplifié, des ressources du livret A, si précieuses pour financer les fameux investissements collectifs. Ensuite, il n'est pas davantage question d'organiser le déclin du livret A sans mettre en place des produits financiers de remplacement et permettre aux caisses d'épargne, avec leurs vingt-sept millions de comptes, de continuer à jouer leur rôle, si important depuis si longtemps, que ce soit à travers la Caisse des dépôts, qui collecte la majorité des ressources, ou au niveau du concours qu'elles apportent directement aux collectivités locales dans le cadre de la loi Minjoz. L'idée serait de les transformer en banques de plein exercice, comme en Allemagne, où on connaît le poids énorme des Sparkassen et de leurs émanations régionales, les puissantes Landesbanken (50 % de dépôts du pays). Parallèlement, leurs structures seraient modifiées, notamment en ce qui concerne la désignation des administrateurs des caisses, effectuée suivant une formule de cooptation très archaïque, et qui seraient « démocratisées » dans un cadre régional, avec une représentation obligatoire du personnel.

Evidemment, tout cela prendra du temps, cinq ans, sept ans peut-être. Dans l'immédiat, il est probable que le plafond des dépôts sur les livrets A pourrait être bloqué à son niveau actuel (49 000 F depuis l'automne 1980). Une chose est certaine en tout cas : le régime de l'épargne en France, qu'elle soit longue ou courte, est en plein chantier, l'opération essentielle de M. Jacques Delors étant, toutefois, de ne pas apporter de perturbations violentes dans des circuits rodés depuis longtemps et familiers aux épargnants. C'est un domaine où le changement devra être lent et progressif, sous peine de soulever de graves problèmes de financement.

FRANÇOIS RENARD.

Dépendance

Tous les gouvernements, quelle que soit leur coloration politique, s'efforcent de présenter les statistiques de la façon la meilleure ou la moins mauvaise possible. L'actuel pouvoir socialiste ne fait pas à la tradition, en ayant fait état d'une amélioration des échanges extérieurs de la France en février. De fait, le déficit commercial a sensiblement diminué par rapport à janvier ; mais ce recul est en général classique pour le deuxième mois de l'année, d'autant que janvier est, lui, en revanche, traditionnellement lourd.

En réalité, les résultats « globalement favorables », selon le ministère du commerce extérieur, restent structurellement mauvais. Ce constat n'a d'ailleurs rien d'étonnant, car le commerce extérieur est aussi un reflet des forces socio-économiques d'un pays, et le département qui en est responsable peut parfois faire figure de ministre des soldes. Soldes dont la ventilation révèle en fait le maintien, sinon l'aggravation, des faiblesses fondamentales.

Ainsi, d'un mois à l'autre, le déficit enregistré à l'égard des autres pays de la C.E.E. — ce qui permet de sillonner la France — s'est creusé et d'une année à l'autre, il a, pour janvier et février réunis, fortement augmenté. Ce résultat est, pour l'essentiel, dû à une sensible détérioration des positions françaises à l'égard de l'Allemagne fédérale.

Il ne s'agit certes pas de rechercher des équilibres bilatéraux ; mais l'élargissement des écarts traduit des dépendances accrues de la France à l'égard des autres pays industrialisés. Face à un tel glissement, une dévaluation n'aurait comme résultat que d'en accélérer le rythme, dans la mesure où elle se traduirait dans l'immédiat par un renchérissement des coûts, sans pour autant obligatoirement accroître le terme des exportations d'ailleurs pour partie beaucoup moins sensibles aux prix que dans le passé.

MICHEL BOYER.

UNE ÉPARGNE TRÈS LIQUIDE

UNE des caractéristiques de l'épargne française par rapport à ses homologues étrangères est d'être très liquide, ce qui a toujours préoccupé les gouvernements, soucieux de la voir se placer à long terme dans des investissements productifs, actions et obligations. Ce comportement s'explique par un trait de caractère de l'épargnant français, qui, à la fois, aime disposer de ressources immédiatement disponibles, et redoute de voir ses économies rongées par l'inflation, ce qui a été souvent le cas avec les obligations, faute d'une rémunération tenant suffisamment compte de l'érosion monétaire : son penchant pour l'investissement immobilier à usage personnel ou à celui de placement, traduit cette préoccupation.

Un tel comportement se reflète dans les chiffres, puisque, face à 870 milliards de francs, environ, d'obligations en circulation, et à 230 milliards de francs d'actions, dont les ménages détiennent 30 % à 40 %, on trouve une masse de plus de 1 400 mil-

liards de francs de placements « liquides » à court terme, soit environ la moitié de l'épargne à court terme. Sur cette somme de dépôts, l'essentiel, un peu plus de 500 milliards de francs (35,5 %) se situe dans les caisses d'épargne, à hauteur des deux-tiers dans le réseau de l'Épargne (secteur privé ou semi-privé) et un tiers dans celui de la poste, près de 90 % des sommes concernées se trouvant placées sur les livrets A dont le revenu est exonéré d'impôt. Le reste, 185 milliards de francs, près de 13 %, est confié aux banques, dont un peu plus de 50 milliards de francs sur le livret bleu du Crédit mutuel.

Viennent ensuite les bons, plus de 300 milliards de francs (22 %) avec, en tête, ceux des banques (132 milliards de francs), la masse imposante, en proportion, de ceux du Crédit agricole (près de 78 milliards de francs), ceux du Trésor, environ 47 milliards de francs, ceux émis par les groupements régionaux d'épargne et de prévoyance (GREP) à hau-

teur de 43 milliards de francs, et enfin, ceux des P.T.T., 5,7 milliards de francs, et de la Caisse nationale de l'énergie, 5 milliards de francs.

Les dépôts à terme représentent un peu plus de 240 milliards de francs (17 %), une part appréciable d'entre eux (80 milliards de francs) étant le fait des entreprises. Enfin, l'épargne-logement vient en dernier avec 180 milliards de francs (12,8 %).

Si on opère un classement par rémunération, en tête viennent les bons (jusqu'à 12 % à cinq ans), puis l'épargne-logement (un peu moins de 9 %), puis les comptes sur livrets (8,50 %). Le cas des dépôts à terme doit être

disjoint, puisque, depuis le 4 septembre 1981, leur rémunération est très différenciée suivant l'importance des sommes immobilisées et suivant la durée (actuellement de 8,5 % à un peu plus de 14 %).

Quelques remarques s'imposent toutefois. En ce qui concerne la durée, les caisses d'épargne estiment quelle est de trois ans environ pour leurs livrets, dont les dépôts seraient, eux, relativement stables. En ce qui concerne la nature des placements, une caractéristique essen-

tielle des bons est la possibilité, pour leurs souscripteurs, de conserver l'anonymat, faculté précieuse pour ceux qui alimentent la discrétion, ou, dans bien des cas, cherchent à « blanchir » ainsi l'argent « noir », d'une pratique fiscalement peu acceptable. A cette occasion, un vieux débat oppose le Trésor, soucieux de se procurer des ressources, et la direction générale des impôts, préoccupée par la chasse aux fraudeurs. A chaque discussion annuelle sur le projet de loi de finances, le principe de l'ano-

nymat est remis en cause, sans que la législation se résolve à l'abolir, toujours pour des raisons « alimentaires » : à l'insinuation de la direction générale des impôts, il se contredit la pénalisation fiscale : le prélèvement forfaitaire sur le revenu est porté à 42 % pour les bons anonymes (contre 38 % pour les bons nominatifs), et ils sont assujettis à une taxe annuelle de 1,50 % au titre de l'impôt sur la fortune, quel qu'en soit le montant. — F.R.

(Suite du dossier en page 8.)

UNE ÉTUDE DE L'O.C.D.E. SUR LE FINANCEMENT DES DÉFICITS BUDGÉTAIRES

Comment les pays capitalistes se sont condamnés à des taux d'intérêt élevés

Dans tous les pays du monde à économie de marché, les graves questions posées par l'ampleur des déficits de la puissance publique sont désormais au premier plan de l'actualité. Aux États-Unis, la persistance et l'aggravation d'un déficit considérable des finances publiques sont en train de discréditer le programme économique de l'administration, même aux yeux de leurs amis « naturels ». C'est ainsi que le président de l'American Stock Exchange, l'une des deux Bourses de New-York, a déclaré que seule une diminution du déficit budgétaire pourrait rendre confiance aux investisseurs. Dans un discours qui a eu un certain retentissement, prononcé devant l'Institut américain de l'entreprise, le 18 mars dernier, M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire, a notamment déclaré que « des déficits élevés et persistants ne peuvent qu'avoir, à la longue, des effets pernicieux sur l'économie. Les effets peuvent se produire sous forme d'inflation, d'un déséquilibre de la balance des paiements, de taux d'intérêt élevés, d'une mauvaise affectation des ressources, de faibles taux de croissance, d'une augmentation du chômage et, le cas échéant, de tensions sociales ». D'un autre côté, le directeur général du F.M.I. pense qu'« il ne fait guère de doute qu'au cours des dernières années les systèmes fiscaux et les taxes de sécurité sociale ont contribué à la stagnation dans les pays industrialisés, les impôts ayant souvent entraîné une hausse des coûts tout en décourageant les efforts de production ».

L'O.C.D.E. vient de consacrer aux aspects purement financiers du problème un rapport intitulé : « Financement du déficit budgétaire et contrôle monétaire ».

ACCEPTER d'importants déficits budgétaires apparaît à se perpétuer sinon à s'aggraver d'année en année, c'est se condamner au maintien de taux d'intérêt élevés. Telle est l'une des principales conclusions qui se dégagent, en filigrane, d'un rapport de l'O.C.D.E. dont le titre est un gage d'actualité : « Financement du déficit budgétaire et contrôle monétaire ». Les auteurs du rapport posent les questions débattues parmi les économistes et dans les milieux financiers depuis quelques années : dans quelle mesure un déficit budgétaire important

est-il compatible avec la conduite d'une politique monétaire visant à limiter la progression de la masse monétaire (agréger monétaire) ? Dans quelle mesure aussi les besoins de financement du secteur public ont pour effet d'« évincer » les emprunteurs du secteur privé ? Sur ces questions, les auteurs du rapport sont fort prudents et se contentent le plus souvent d'un exposé qui, à force de se piquer d'objectivité scientifique, manque parfois de clarté.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 9.)

« ANALYSES DE GROUPES » DAFSA a réalisé une étude comparative sur : « LES GROUPES DE LA CHIMIE EUROPÉENNE » (1976-1980)

L'évolution récente des groupes chimiques européens est très marquée par les caractéristiques de leur secteur d'activité : d'une part, l'industrie chimique est pour l'essentiel une activité intermédiaire dépendant pour ses ventes de la quasi-totalité des autres secteurs économiques. Cela entraîne donc une grande sensibilité à la conjoncture générale, mais aussi des effets « secondaires » : pression sur les prix, poids du stockage et du crédit, et enfin, en conjonction avec la conjoncture, modification et substitution dans les productions.

D'autre part, l'industrie chimique est pour une bonne part située juste au début de l'activité pétrolière. Elle a donc subi directement depuis 1973 tous les chocs pétroliers et, dans une conjoncture marquée, a dû du mal à en répercuter les effets. Elle est en particulier très sensible par l'option « tout pétrole » adoptée par l'Europe au début des années 80, au détriment d'autres matières de base (gaz, charbon).

Le marché chimique européen est dominé par les trois groupes allemands B.A.S.F., Hoechst et Bayer, qui sont en même temps les trois leaders mondiaux. L'industrie chimique est l'un des rares secteurs d'activité où les Européens, et en particulier les Allemands, dominent le marché mondial.

Sur la période 1976-1980, les groupes européens ont suivi des stratégies très diverses : deux B.A.S.F. et I.C.I. ont adopté une politique d'intégration vers l'amont (énergie, pétrochimie) visant à assurer leur indépendance en matières de base ; trois, Hoechst, Bayer et Ciba Geigy, ont poursuivi une diversification vers l'aval, en particulier vers la pharmacie et la chimie fine, la part de leurs activités de base dans leurs ventes allant en diminuant ; deux ont essayé de consolider leur position dans une activité en déclin mais où ils réalisent une bonne part de leur chiffre d'affaires, A.R.Z.O. pour les fibres textiles et Solvay pour les matières plastiques ; deux enfin ont connu des modifications importantes de leur structure, du fait de l'abandon de leurs activités en amont, Montedison et Rhône-Poulenc.

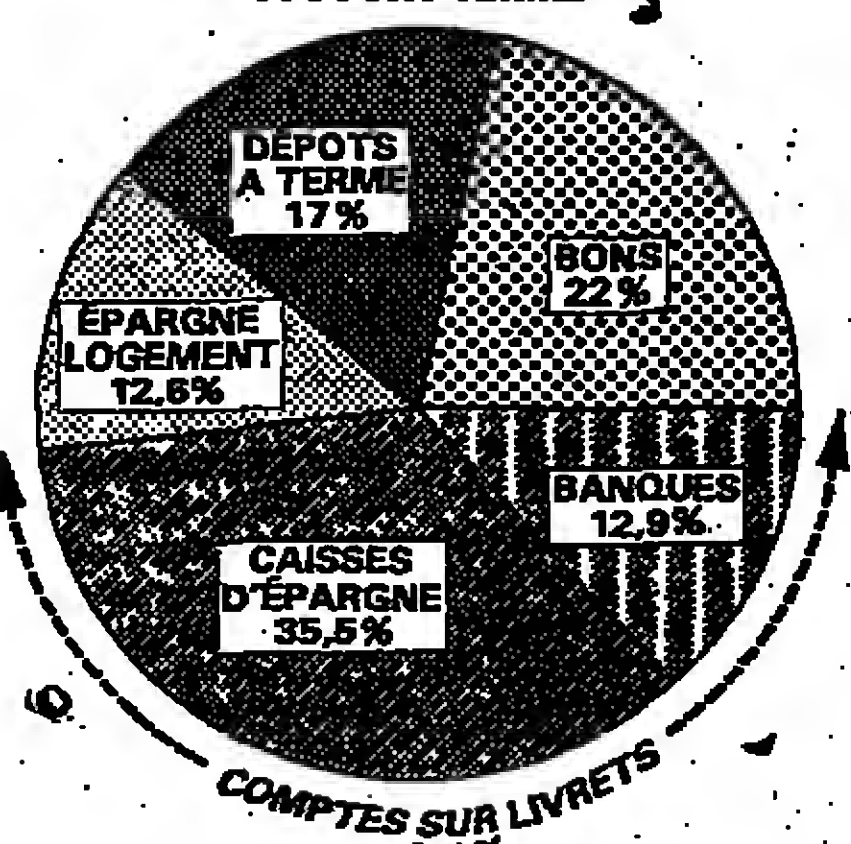
Malgré ces stratégies très diverses, les évolutions sur la période du chiffre d'affaires ont été assez similaires, avec une croissance plus régulière pour les groupes les plus diversifiés vers l'aval, et des variations annuelles plus importantes pour les groupes les plus intégrés en amont. Par contre, au niveau des résultats, on constate une accentuation des disparités, sur la période, particulièrement sensible les années où la conjoncture générale est médiocre. Sur l'ensemble de la période sous observation, les meilleurs résultats ont été obtenus par I.C.I., malgré une forte baisse en 1980, Ciba Geigy très régulière et par Solvay, puis les trois groupes allemands. Toutes ces firmes ont suivi une politique différente mais bien définie. Les trois premières semblent plus vulnérables à terme que les groupes allemands ; pour ceux-ci leur large diversification constitue à la fois une limite à des résultats élevés et un frein à leur détérioration.

Les politiques d'investissement ont été aussi très influencées par la stratégie adoptée. Dans l'ensemble le niveau des investissements a été réduit par rapport à la première moitié de la décennie, du fait des capacités de production apparues en Europe dans plusieurs secteurs et de la concurrence de pays bénéficiant de prix plus bas sur les matières de base, mais aussi de la diversification vers les activités à moindre intensité capitaliste. Les investissements de croissance sur la période n'ont été le fait que des trois groupes qui ont privilégié l'intégration vers l'amont I.C.I., B.A.S.F. et Ciba Geigy.

Cette réduction a permis une meilleure adaptation des investissements aux capacités financières des groupes chimiques par rapport à la période précédente. La plupart des groupes en ont profité pour diminuer leur taux d'endettement, voire même réduire leur endettement à terme (Hoechst et surtout B.A.S.F.). A l'opposé les groupes français et Montedison ont un niveau d'endettement élevé et leurs frais financiers pèsent très lourdement sur les résultats.

Cette étude comparative et les groupes chimiques : O.C.D.E., RHÔNE-POULENC, SOLVAY, MONTEDISON, A.R.Z.O., B.A.S.F., HOECHST, PIKONS, I.C.I., sont disponibles à DAFSA, 75000 PARIS (75) 22-21-22, au prix de 1.800 F H.T. (1.920 F T.T.C.), à 3.200 F (3.424 F T.T.C.).

LES CAISSES D'ÉPARGNE DRAINENT PLUS DU TERS DE L'ÉPARGNE A COURT TERME



liards de francs de placements « liquides » à court terme, soit environ la moitié de l'épargne à court terme, selon le classement opéré dans les statistiques du conseil national du crédit.

Si on retient un classement par la durée, on trouve, au bas de l'échelle, théoriquement du moins, les comptes sur livrets des caisses d'épargne et des banques, dont la durée d'immobilisation minimum est de quinze jours. Viennent ensuite les dépôts à terme, avec un délai minimum d'un mois, jusqu'à un an environ, puis les bons de deux à cinq ans, enfin les comptes et plans d'épargne-logement, d'une durée de quatre ans.

Si on retient un classement par ordre des montants, tout de

leur de 43 milliards de francs, et enfin, ceux des P.T.T., 5,7 milliards de francs, et de la Caisse nationale de l'énergie, 5 milliards de francs.

Les dépôts à terme représentent un peu plus de 240 milliards de francs (17 %), une part appréciable d'entre eux (80 milliards de francs) étant le fait des entreprises. Enfin, l'épargne-logement vient en dernier avec 180 milliards de francs (12,8 %).

Si on opère un classement par rémunération, en tête viennent les bons (jusqu'à 12 % à cinq ans), puis l'épargne-logement (un peu moins de 9 %), puis les comptes sur livrets (8,50 %). Le cas des dépôts à terme doit être

LA COLLECTE DE L'ÉPARGNE A COURT TERME

Le grand changement de septembre 1981

DANS l'histoire récente de l'épargne courte, la date du 3 septembre 1981 sera à retenir. Ce jour-là M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a décidé de modifier profondément le régime des dépôts à terme (près de 250 milliards de francs actuellement). L'idée était de réduire très sensiblement la rémunération moyenne de ces dépôts, avec un double objectif : obtenir des banques un abaissement de leurs tarifs en contrepartie d'une diminution du coût de leurs ressources, constituées pour une part appréciable par des dépôts à terme ; rétablir une hiérarchie des taux plus rationnelle, aux dépens du court terme et au profit du long terme. Il faut dire que depuis un certain temps la rémunération de ces dépôts était très forte : au-dessus de 100 000 F, en effet, il était possible à tout déposant de négocier le taux d'intérêt directement avec le banquier, ce taux étant voisin de celui pratiqué sur le marché monétaire, 12 % à 13 % en moyenne ces dernières années,

avec une pointe à 20 % l'été dernier, lorsque la Banque de France fut, une première fois, obligée de défendre le franc. Pour un placement qui pouvait se limiter à un mois, le déposant pouvait obtenir une rémunération brute égale ou supérieure à celle d'obligations à quinze ans, très au-dessus, en tout cas, de celle des instruments réservés obligatoirement à ceux qui ne disposaient pas des 100 000 F requis. Une limitation draconienne, analogue à celle qui était en vigueur bien des années auparavant, fut donc mise en place. Les effets de cette limitation ne se firent sentir que progressivement, au fur et à mesure que les dépôts venaient à leur terme, un mois, deux mois, trois mois, et une série de phénomènes furent enregistrés. Tout d'abord, une chute de près de 35 milliards de francs affecta les dépôts à terme entre septembre et décembre, ce qui est bien compréhensible, puisqu'une bonne part de déposants (en dessous de 500 000 francs) se trouvaient réduits à la portion congrue (3 à 3,5 %

parfois). Où donc se dirigèrent les dépôts ainsi libérés ? Une partie, d'abord, se porta vers les comptes à vue, en attente. Une autre, appréciable (plus de 20 milliards de francs), se dirigea vers les comptes sur livrets qui rapportaient 7,50 %, puis 8,50 % à partir du 24 septembre, pratiquement à vue (quinze jours). Les caisses d'épargne furent les principales bénéficiaires de ce transfert : c'est ainsi que la moitié de la progression des excédents (+ 24 % à + 26 %) enregistrés dans ces établissements en 1981 a été acquise dans les quatre derniers mois de l'année. Une part, enfin, de ces dépôts à terme s'est dirigée vers les obligations, notamment l'emprunt d'Etat de septembre 1981 émis au taux record de 16,75 %, et surtout vers les nouveaux instruments mis à disposition par les banques, les fonds communs et les SICAV de trésorerie en obligations, qui ont dû collecter de 12 à 15 milliards de francs, suivant des estimations officielles.

F. R.

Les substituts des dépôts à terme

DANS le monde de l'économie, le 4 février 1982, un article avait été consacré aux innovations dans le domaine des obligations et de leur marché, à savoir l'apparition de nouveaux instruments, les fonds communs et les SICAV de trésorerie. Créés par les banques à la suite des sévères restrictions apportées le 4 septembre à la rémunération des dépôts à terme, ces nouveaux instruments sont en passe de prendre une place non négligeable dans les emplois de l'épargne à court terme, au détriment d'autres instruments, essentiellement les dépôts à terme et les bons.

De quoi s'agit-il ? Au lendemain du 4 septembre dernier, les détenteurs de dépôts à terme au-dessus de 100 000 francs rémunérés auparavant à 15 % ou 16 % sur un mois, et désormais ramenés à la portion congrue, soit 3 % à 5 % pour les sommes inférieures à 300 000 francs sur moins de six mois, furent obligés de se tourner vers d'autres emplois. Certains étaient bien tentés par les obligations, fort attractives à l'époque et encore maintenant, avec des taux de rendement de 17 à 18 %. Mais l'idée de s'engager à long terme les rebutait, d'autant que les frais d'achat et de vente ne sont pas négligeables. Les banques — comme la nature — ayant horreur du vide, et peu soucieuses de perdre éventuellement des dépôts, se précipitèrent à imaginer de nouveaux instruments susceptibles de procurer aux épargnants une rémunération alléchant. L'idée de base fut d'utiliser ces instruments d'épargne longue que sont les obligations pour mettre en mesure lesdits épargnants d'encaisser sur quelques mois seulement des coupons détachés annuellement et calculés *pro rata temporis*.

Il suffisait de créer des fonds dont le portefeuille serait constitué d'obligations à échéances régulières sur les douze mois de l'année, ce qui procure un flux continu de coupons. Pour limiter le plus possible les risques de perte en capital, bien sûr, les fonds de francs affecta les dépôts à terme entre septembre et décembre, ce qui est bien compréhensible, puisqu'une bonne part de déposants (en dessous de 500 000 francs) se trouvaient réduits à la portion congrue (3 à 3,5 %

d'un plafond très supérieur, en liaison avec l'importance de l'apport initial, assorti de droits d'entrée très inférieurs (à partir de 0,10 %) et de commissions de gestion plus réduites (0,80 % par exemple), toujours *pro rata temporis*, avec l'autorisation de faire de la publicité. Pour l'instant, on en compte sept, la première en date, et la plus importante, étant Valrial, créée par la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Caisse des dépôts et des banques populaires, avec 700 millions de francs de dépôts pour un plafond autorisé de 1 milliard de francs. Elle a été suivie de Natixis-Epargne (B.N.P.), de Sélection court terme (C.C.F.), d'Oblicour (Suez), d'Unival (Crédit agricole), de Finamul (Banque de l'Union européenne). D'autres sont en gestation, notamment la Société générale.

On objectera ironiquement que ces nouveaux instruments, « toisés » par le Trésor, en fait autorisés officiellement, permettent de tourner la réglementation limitant sévèrement la rémunération des placements à court terme. Mais la contrepartie d'un tel détournement est de diriger des liquidités vers le marché des obligations, secondaire ou même primaire, pour les émissions à taux variables. Cela contribue à animer et à développer ce marché au moment où les pouvoirs publics souhaitent leur donner une ampleur en relation avec les énormes besoins en capitaux épargnés par l'Etat et les entreprises publiques et privées. Il n'est pas douteux que, dans les années qui viennent, de nouvelles formes de placement à court terme vont « mordre » sur les formes traditionnelles déjà existantes et provoquer des déplacements de capitaux auxquels les réseaux de collecte d'épargne devront s'adapter. — F.R.

La crise de l'épargne-logement

L'ÉPARGNE-logement est en crise. Créé en 1965, avec des compléments d'épargne, amélioré en 1969 avec les plans d'épargne, cet instrument a commencé par connaître un très vif succès, avec des progressions spectaculaires pendant toute la décennie 1970 : doublement d'une année sur l'autre au départ, puis croissance de 30 %, 40 %. Depuis 1979, toutefois, cette croissance s'est nettement ralentie pour devenir presque nulle en 1981. La raison en est simple. L'épargne-logement est un régime dans lequel, moyennant un dépôt préalable et des versements ultérieurs d'une certaine durée (quatre ans, puis cinq ans), l'épargnant a droit, après un certain temps, à un prêt d'un montant supérieur à son épargne, et qui s'ajoute à elle, en vue de l'acquisition ou de la construction d'un logement. Ce prêt est consenti à un taux préférentiel de 5,5 %, porté fin 1980 à 7 %. Outre cet avantage, non négligeable à l'heure actuelle, à un moment où les taux des prêts s'étagent entre 11 % et 17 % à 18 %, le titulaire d'un compte ou d'un plan d'épargne-logement perçoit un intérêt sur les sommes déposées, faible pour le compte (3,75 %), mais plus fort pour le plan, un peu moins de 5 % au départ, 9 % maintenant, dont 5 % à la charge de l'établissement qui tient le compte, et 4 % à celle du Trésor, le tout exonéré d'impôt. Ce dernier avantage a été longtemps apprécié par les déposants qui utilisaient l'épargne-logement comme un placement plus rémunérateur que le livret A. Des caisses d'épargne, au point que de nombreux plans d'épargne ne donnaient pas lieu à demande de prêt en fin de contrat.

Pour les établissements qui délivraient ce genre de placement, l'opération était très bénéficiaire, puisqu'ils recueillaient des dépôts à très bas taux (4 %) et délivraient relativement peu de prêts correspondants, à très bas taux également. Le Crédit agricole a aussi bâti sur l'épargne-logement une partie de sa fortune.

Malheureusement, depuis trois ans, un double phénomène s'est produit. La hausse générale des taux d'intérêt a rendu cette formule moins attractive, d'où un ralentissement très net des admissions nouvelles et les titulaires de plans d'épargne-logement souscrits au cours des années 1970 ont en tendance à demander davantage les prêts prévus au contrat, la proportion atteignant actuellement près de 40 %, ce qui constitue pour les établissements le point d'équilibre au-delà duquel l'opération devient très peu rentable ou même déficitaire. Les pouvoirs publics se sont émus, mais ils doivent également prendre en compte le coût budgétaire de la procédure qui croît très rapidement (3,4 milliards de francs en 1980 et près de 4 milliards de francs en 1981). Là encore, des projets de réforme sont à l'étude.

F. R.

LE PREMIER SALON INTERNATIONAL DE LA FRANCHISE

« Sans capitaux, devenez propriétaire exploitant d'un magasin »

Le premier Salon international de la franchise s'est tenu à Paris, au Parc floral du bois de Vincennes, du 12 au 15 mars. Il était organisé par la Fédération française de la franchise et a été inauguré par M. André Delors, ministre du commerce et de l'artisanat. A cette occasion, celui-ci a rappelé que la France était « dans un système économique de liberté » et que le gouvernement n'entendait pas « réglementer dans tous les domaines ». Le ministre a indiqué que son rôle, comme le lui avait défini le président de la République, était plus particulièrement de « défendre le petit commerce ».

Le premier Salon a connu une très grande affluence. En quatre jours, les exposants ont reçu en moyenne, et selon les stands, entre quatre-vingts et deux cents candidats pour les franchises de distribution ou de production, et entre trente et soixante-cinq candidats pour les franchises de services. Cette affluence laisse cependant perplexes certains observateurs qui se demandent si tous les candidats sauront faire le tri entre toutes les promesses qui leur ont été faites.

La franchise connaît un développement important en France, où elle représente environ 10 % du commerce de détail. Par ce premier Salon international, elle entendait se donner pignon sur rue et faire entrer dans le vocabulaire courant des mots que le dictionnaire ne retient pas.

D'ores et déjà, il paraît impossible d'éviter ce vocable tiré de l'anglais, *franchise*, qui signifie privilège ou droit. Cela donne également, dans le jargon commercial, « franchisé » et « franchise » pour désigner les partenaires en présence. La franchise, en elle-même, est une méthode de collaboration contractuelle entre une entreprise déléguant une marque ou des produits et un exploitant indépendant. En France, cette méthode est vieille comme les laines Pingouin, qui l'installèrent dès 1928. Corsey Salomé et Prénatal s'y lancèrent en 1948, puis Léviatan en 1968. Mais c'est à partir des années 70 que la formule a vraiment pris son essor, le nombre de franchisés passant de 7500 en 1977 à 13 890 en 1981.

Ce développement n'est pas dû au hasard. Il s'explique à la fois par les difficultés de l'emploi et les besoins de développement des fabricants ou des distributeurs. Le fait aussi que la franchise soit très répandue aux Etats-Unis lui confère un label auquel le commerce français aime à se référer.

Le système est d'une conception assez simple. D'un côté, le franchisé, qui peut être un fabricant, un grossiste, une entreprise de commerce de détail, de la marque et ses méthodes pour qu'il soit assuré l'exploitation ; de l'autre, un commerçant indépendant, le franchisé, entre dans l'organisation du franchisé et en accepte les principes de fonctionnement. Propriétaire des murs, le franchisé profite du savoir-faire du franchisé, mais il devra consentir un investissement initial pour constituer le fonds, faire les travaux d'aménagement, payer éventuellement un droit d'entrée. Il devra ensuite verser, toujours au franchisé, une redevance proportionnelle à son chiffre d'affaires pour la formation continue, l'assistance en gestion, la publicité et, bien évidemment, l'enseigne commune qui est la concrétisation de la franchise.

Souvent, le franchisé aide l'exploitant à s'établir, en lui consentant des prêts à faible intérêt ou en le faisant profiter de ses services. Tel est le cas de Promogros, du groupe Promodes, dont les équipes se chargent de rechercher en permanence des emplacements pour la création de nouveaux magasins, régissent elles-mêmes les transactions immobilières, fournissent des prêts au prorata de la surface et assistent l'exploitant pour l'organisation, l'animation et même l'assortiment de son magasin.

« Promogros joue les hommes »

Mais Promogros fournit aussi un bon exemple de ce que peuvent être les intentions d'un franchisé. Cette société a été créée par Promodes, un des ferments de cette formule. C'est en rachetant des succursales que le groupe s'est rendu compte des avantages qu'il pouvait tirer de la franchise, en gérant, en quelque sorte, par personne interposée, cette personne important, dans ses activités, beaucoup plus de dynamisme qu'un salarié, et partageant une partie des risques. Aujourd'hui, les circonstances aidant, Promogros s'adresse non seulement à des professionnels de l'alimentation, mais à des salariés désemparés

F. S.

QUATRE TYPES DE FRANCHISE

● La franchise de production (qui a connu un grand succès en France) : le franchisé est un producteur qui écoule ses produits par l'intermédiaire de franchisés identifiables par une enseigne commune (exemple : Rodier, plus de deux cents franchisés en France).

● La franchise de distribution : le franchisé (souvent assimilé à un central d'achat) se procure auprès de fournisseurs des produits qu'il revend à des franchisés, tout en leur transmettant un certain savoir-faire commercial (exemple : Pronuptia).

● La franchise de services : le franchisé reproduit les prestations de services inventées et définies par le franchisé (exemple : chaînes hôtelières, agences de voyages, location de voitures...).

● La franchise industrielle : encore peu développée en France, elle associe de part et d'autre des industriels. Les franchisés produisent sous licence et bénéficient de la technologie, de la marque et de l'assistance technique du franchisé. Parmi les cas les plus connus : Coca-Cola et Yoplait.

elle ne veut pas voir dégénérer la formule, qui peut permettre, en effet, une restructuration du petit commerce, mais peut aussi le banaliser en l'uniformisant. Le fait que les deux tiers des franchisés soient des nouveaux venus dans le monde du commerce montre bien l'influence qu'exercera le franchisé, seul à disposer de l'expérience et des moyens de mise en œuvre.

BIBLIOGRAPHIE

« MONDES EN MARCHÉ », D'ALFRED SAUVY

La vitalité des pauvres

MALFRED SAUVY poursuit sa croisade contre les inégalités. Ses idées, à lui, ce sont les taux experts, les dogmatiques, les propagateurs de slogans, les mastrochets d'idées reçues, les Gribouilles, les sentencieux, les fabricants d'œillères, etc. Il chasse cette fois sur un terrain brûlant, celui du tiers-monde, formule dont il est l'auteur, mais qui ne suffit plus aujourd'hui. Il le reconnaît, à recouvrir les réalités géopolitiques de l'ensemble des pays non ou faiblement industrialisés.

Épilogues parmi d'autres quelques affirmations de l'auteur qui démolissent des idées fortement ancrées. Pillage du tiers-monde ? N'exagérons rien. Les pays les moins avancés sont précisément ceux qui ont les échanges les moins actifs avec les pays occidentaux.

Les nations pauvres victimes de l'explosion démographique ? La comparaison des statistiques montre qu'il n'y a aucune corrélation : les pays au rythme démographique de 3 % par an ont vu leur niveau de vie augmenter autant sinon plus que les pays à 1 % ! M. Sauvy voit là l'effet de la « difficulté créatrice », force qui détruit les

pronostics d'apocalypse formulés ici et là. Sans doute cette « force de vie » a ses limites : elle avait été sans doute incapable de compenser les charges d'une croissance démographique de 5 % à 6 % par an. Attention également à l'évaluation des personnes qui meurent de faim chaque année. Des chiffres ont été étourdiment lancés : 50, 60 millions. Or, sur les 3 440 millions d'habitants vivant dans les pays en développement, il en meurt actuellement pour toutes causes un peu plus de 40 millions, 15 millions de personnes peuvent mourir chaque année de sous-alimentation. Ce qui est encore atroce, bien sûr.

Autre jugement non fondé, la dénonciation de la « révolution verte ». Les semences à haut rendement exigent des façons (irrigation, engrais) auxquelles peuvent surtout recourir les cultivateurs riches, c'est vrai, et il aurait certes mieux valu que tous les agriculteurs puissent utiliser ces semences. Mais, telle qu'elle a été réalisée, cette « révolution » a été très bénéfique, car les excédents de production ont pu nourrir les ouvriers de Bombay et de Calcutta.

Que de bêtises écrites aussi sur les conséquences économiques de

la colonisation. Pas question de justifier ces conquêtes, mais les chiffres prouvent que les pays restés politiquement indépendants, Siam (devenu Thaïlande), Perse (devenue Iran), Éthiopie, Turquie, etc., n'ont pas enregistré de supériorité sur les autres, non plus que l'Amérique latine, Haïti, indépendamment, n'a pas devancé la Martinique ou la Guadeloupe. Débouter les erreurs trop souvent réhaussées au four idéologique n'est pas le seul propos de M. Sauvy. Il se demande aussi s'il n'y aura pas un mouvement plus accentué des pauvres vers les riches, et s'interroge sur la forme qu'il pourrait prendre.

La lutte pour l'espace

La lutte pour l'espace sera-t-elle celle du vingt et unième siècle ? M. Sauvy regarde de près ces « mondes en marche », la masse des immigrants répertoriés ou clandestins (notamment mexicains vers les Etats-Unis) et se demande si l'implosion démographique ne va pas conduire à une explosion. La totale liberté de circulation et d'installation

est impensable, car l'afflux des immigrés se traduirait par l'apparition de bidonvilles autour des grandes cités et la formation de ghettos inexpugnables, créant, à leur tour en réaction, une vague de violence xénophobe. Si notre auteur ne se risque pas à prédire des phénomènes d'invasion, il a ce jugement qu'il faut méditer : « Quelles que soient les difficultés des pays pauvres, ils sont assurés de vivre, puisqu'ils jouent la carte de la vie. Combien plus sérieuse la menace qui pèse sur les Européens insoucissants qui, eux, jouent la carte de la vieillesse ».

On retrouve là une des idées-forces du maître de la science démographique, un écho des grands appels de M. Cheu, un élan lancinant abjuration. Le plus étonnant, avec M. Sauvy, c'est qu'après tant de combats, la plume à la main, il garde cette fraîcheur de bon, cette vivacité d'expression et surtout qu'il ait chassé une fois pour toutes, malgré les frassantes erreurs de parcours des gestionnaires, la tentation si corrosive de l'a-quoil-bon.

PIERRE DROUIN.

* *« Mondes en marche »*, d'Alfred Sauvy, chez Calmann-Lévy, 376 p., 57 F.

resserment des re
entre la Franc

Quelques grands succès

Le premier Salon international de la franchise s'est tenu à Paris, au Parc floral du bois de Vincennes, du 12 au 15 mars. Il était organisé par la Fédération française de la franchise et a été inauguré par M. André Delors, ministre du commerce et de l'artisanat. A cette occasion, celui-ci a rappelé que la France était « dans un système économique de liberté » et que le gouvernement n'entendait pas « réglementer dans tous les domaines ». Le ministre a indiqué que son rôle, comme le lui avait défini le président de la République, était plus particulièrement de « défendre le petit commerce ».

Le premier Salon a connu une très grande affluence. En quatre jours, les exposants ont reçu en moyenne, et selon les stands, entre quatre-vingts et deux cents candidats pour les franchises de distribution ou de production, et entre trente et soixante-cinq candidats pour les franchises de services.

Entre Ventes

La répartition

Nous avons vu que le système est d'une conception assez simple. D'un côté, le franchisé, qui peut être un fabricant, un grossiste, une entreprise de commerce de détail, de la marque et ses méthodes pour qu'il soit assuré l'exploitation ; de l'autre, un commerçant indépendant, le franchisé, entre dans l'organisation du franchisé et en accepte les principes de fonctionnement. Propriétaire des murs, le franchisé profite du savoir-faire du franchisé, mais il devra consentir un investissement initial pour constituer le fonds, faire les travaux d'aménagement, payer éventuellement un droit d'entrée. Il devra ensuite verser, toujours au franchisé, une redevance proportionnelle à son chiffre d'affaires pour la formation continue, l'assistance en gestion, la publicité et, bien évidemment, l'enseigne commune qui est la concrétisation de la franchise.

Souvent, le franchisé aide l'exploitant à s'établir, en lui consentant des prêts à faible intérêt ou en le faisant profiter de ses services. Tel est le cas de Promogros, du groupe Promodes, dont les équipes se chargent de rechercher en permanence des emplacements pour la création de nouveaux magasins, régissent elles-mêmes les transactions immobilières, fournissent des prêts au prorata de la surface et assistent l'exploitant pour l'organisation, l'animation et même l'assortiment de son magasin.

Mais Promogros fournit aussi un bon exemple de ce que peuvent être les intentions d'un franchisé. Cette société a été créée par Promodes, un des ferments de cette formule. C'est en rachetant des succursales que le groupe s'est rendu compte des avantages qu'il pouvait tirer de la franchise, en gérant, en quelque sorte, par personne interposée, cette personne important, dans ses activités, beaucoup plus de dynamisme qu'un salarié, et partageant une partie des risques. Aujourd'hui, les circonstances aidant, Promogros s'adresse non seulement à des professionnels de l'alimentation, mais à des salariés désemparés

elle ne veut pas voir dégénérer la formule, qui peut permettre, en effet, une restructuration du petit commerce, mais peut aussi le banaliser en l'uniformisant. Le fait que les deux tiers des franchisés soient des nouveaux venus dans le monde du commerce montre bien l'influence qu'exercera le franchisé, seul à disposer de l'expérience et des moyens de mise en œuvre.

Resserrement des relations économiques entre la France et l'Indonésie

M. Mexandean, ministre des P.T.T., vient d'effectuer une visite de trois jours en Indonésie. Reçu par le président Suharto, il a rencontré plusieurs ministres du gouvernement indonésien. Le développement de la coopération entre les deux pays et la participation de la France au développement des télécommunications en Indonésie ont été au centre des entretiens.

LONGTEMPS absente des tournées ministérielles françaises — la dernière remonte à avril 1980 — l'Indonésie connaît aujourd'hui un regain d'intérêt de la part de Paris. Avec ses cent cinquante millions d'habitants — la cinquième population mondiale — sa position stratégique en Asie, sa production pétrolière (près de 100 millions de tonnes par an), ses exportations d'étain, de bois, etc., l'Indonésie présente, théoriquement, et depuis des années, un potentiel de développement économique.

Les partenaires privilégiés

A vrai dire, ce pays ne figurait pas, après le 10 mai, dans la liste des partenaires privilégiés d'une nouvelle politique vers le tiers-monde. Sans doute parce que la gauche française gardait le souvenir des massacres de 1965 et était sensibilisée par les atteintes aux droits de l'homme dans ce pays. Bien vite pourtant, le réalisme l'emportait, mais étant les pays qui peuvent se targuer de respecter scrupuleusement ces droits.

Paris a donc manifesté ostensiblement sa volonté de relancer la coopération avec Djakarta et de développer les échanges entre les deux pays. Un signal qui se matérialise par la multiplication des visites officielles. M. Mexandean, succédant à une mission parlementaire, et précédant M. Chevènement, qui doit se rendre en Indonésie du 4 au 14 avril, et M. Jobert, qui est attendu d'ici l'été.

Cette volonté française coïncide, à vrai dire, avec celle des dirigeants de Djakarta, de faire de leur pays un des grands pôles économiques de l'Asie du Sud-Est. Une ambition qui se heurte à de sérieux obstacles. Outre ses multiples problèmes ethniques, religieux et sociaux, l'Indonésie doit mener de front plusieurs actions.

L'amélioration de la production agricole

Il lui faut tout à la fois développer ses infrastructures : offrir chaque année des emplois à quelque deux millions de personnes qui arrivent sur le marché du travail ; former une main-d'œuvre qualifiée, une classe moyenne de petits cadres et de techniciens ; assurer le financement de son développement alors même que ses revenus pétroliers diminuent avec la baisse des prix et l'accroissement de la consommation intérieure. Pour ce faire, le gouvernement compte certes sur l'amélioration de la production agricole. Ainsi, le pays a atteint en 1981 une relative autosuffisance en riz. Mais il se sent également développer une industrie capable d'exporter certains produits finis ou semi-finis (chimie, bois, textile, papier, etc.), grâce aux apports en capitaux et en technologie des pays industrialisés.

Il y a un peu plus d'un an, le gouvernement a lancé une politique de promotion des exportations de produits non pétroliers, qui revient à instituer une sorte de compensation. Ainsi, l'attribution de contrats à des firmes étrangères pour la réalisation de projets financés par l'Etat indonésien est désormais liée à l'achat par le contractant de produits locaux non pétroliers, pour un montant égal à celui des matériaux dont l'exportation du contrat nécessite l'importation. Seules exceptions, en principe, à cette règle : les contrats bénéficiant de financements privés ou étrangers et ceux comportant la création d'une « joint-venture ».

Ainsi Djakarta espère « piéger » les industriels étrangers désireux d'obtenir des contrats. Soit, ils ou plutôt leurs gouvernements — offrent des financements privilégiés ; soit ils acceptent d'investir sur place et

de transférer leur technologie par le biais de ces « joint-ventures ».

Quelques grands contrats

Chasse gardée nippono-américaine, l'Indonésie cherche à diversifier ses partenaires. Actuellement, le Japon est de très loin son premier acheteur et son premier fournisseur. Il assure 30 % des importations. Les Etats-Unis 15 %. Viennent ensuite Singapour, avec 8 % et l'Allemagne fédérale (6,5 %). La France, avec 2 % du marché indonésien, n'occupe qu'un modeste troisième rang. La balance commerciale entre les deux pays a même été déficitaire en 1979-1980, respectivement de 200 et de 360 millions de francs (sur un volume d'échanges de 2,4 milliards de francs en 1980). Un déséquilibre dû, pour partie, à des achats de pétrole. Total, qui exploite divers gisements, ayant dirigé le brut vers la France en raison de difficultés d'écoulement vers les Etats-Unis. D'autre part, les exportations françaises avaient sensiblement baissé. En 1981, la situation s'est redressée, Total orientant son brut vers d'autres pays que la France, et les ventes françaises augmentant.

Au cours des trois dernières années, quelques grands contrats ont été signés entre Paris et Djakarta, financés il est vrai par le biais de protocoles spéciaux, aux termes desquels Paris a accordé des crédits annuels d'environ 1,5 milliard de francs.

C'est un consortium français (Salmat et Brice, S.A.E., Rouvray Colas) qui construit, avec l'assistance de l'Indonésie, le futur aéroport de Djakarta. Un marché conclu en 1980, de 600 millions de dollars, dont

environ le tiers rapatriable. Technip construit de son côté une papeterie (630 millions de francs). SFRS-Batignolles participe à l'extension d'une usine d'engrais (425 millions de francs). Des sociétés françaises ont obtenu l'ingénierie d'une usine de méthanol, d'une cimenterie ; Dumas et SFRS-Batignolles, deux barrages ; Alsthom-Atlantique, la fourniture de turbines à gaz et de groupes Diesel. L'Indonésie a également acheté trois nouveaux Airbus pour 368 millions de francs, ce qui porte à douze exemplaires le total des commandes. En 1981, le carnet de commandes de l'industrie française a incontestablement fait un bond et atteint 4,7 milliards de francs.

Actuellement plusieurs contrats sont en cours de négociation dans les domaines de la sidérurgie, de la construction navale et de l'électricité (barrages, centrales thermiques, réseau de distribution électrique). Enfin, la France nourrit de grands espoirs dans le secteur des télécommunications. Non pas tant pour le montant des marchés en cours de discussion, mais surtout pour l'impact qu'aurait une pénétration de l'industrie française du téléphone dans cette partie du monde et pour le modèle de coopération technologique que les deux pays pourraient établir à cette occasion.

Trois projets

De 1971 à 1980, les entreprises françaises (Thomson, S.A.T., CITI-Alcatel, T.R.T.) ont déjà vendu pour 800 millions de francs de matériels de télécommunication (équipement radio, radar, centraux de transit, etc.). Lors de sa visite, M. Mexandean et ses interlocuteurs indonésiens ont évoqué trois grands projets. Le premier concerne une liaison hertzienne et le second

l'installation de deux câbles sous-marins pour relier les îles indonésiennes (400 millions de francs). Les Câbles de Lyon (C.G.L.) sont sur ce marché en concurrence avec Nippon Electric et S.T.C. (Grande-Bretagne).

Le troisième projet, le plus important, a trait à la mise en place d'une industrie locale de commutation téléphonique. L'Indonésie est sous-équipée en téléphone, les dernières statistiques faisaient état de sept cent mille lignes installées. On compte quatre téléphones pour mille habitants dans le pays, et 36 % seulement dans la capitale. Or, avec la dispersion de l'archipel indonésien, un vaste réseau de télécommunication est plus que jamais nécessaire pour le développement de l'économie. Un plan quinquennal d'équipement (Repelita IV) pour la période 1984-1989 vient d'être lancé. Réaliste, il prévoit l'installation de cent mille lignes téléphoniques par an.

Les conditions financières

Plusieurs firmes étrangères se partagent jusqu'à présent le marché : Siemens, Ericsson, Philips, et la filiale belge d'I.T.T. Pour mener à bien Repelita IV, les autorités de Djakarta ont lancé un appel d'offres. Ils souhaitent que les propositions portent sur des technologies de commutation électronique (temporelle) et prévoient d'aider au développement d'une industrie indonésienne (transfert de technologies, formation de personnel), l'objectif étant qu'un bout de cinq ans l'usine locale soit capable de produire cent mille lignes par an. Le montant de ce contrat est estimé à 600 millions de francs environ.

CITI-Alcatel, qui propose son nouveau central « E 10 B », est en compétition avec NEC, Fujitsu, Siemens et I.T.T. Les Japonais font porter leur effort sur les conditions financières. Fort habilement, ils indiqueraient dans leur réponse qu'ils présenteront sur ce chapitre des « offres » au moins égales aux propositions de financement les plus favorables de leurs concurrents. En fait, ils auraient offert des crédits sur trente ans au taux de 3 % ! CITI-Alcatel, qui bénéficie dans cette affaire du soutien actif des P.T.T., mise quant à elle plus sur son image de marque dans la commutation électronique, et sur un programme de formation par la France du personnel indonésien.

On reproche souvent, à Djakarta comme ailleurs, aux entreprises françaises de ne pas faire suffisamment d'efforts en matière de crédits et de taux d'intérêt. Mais l'export de prêts d'appareillage à des taux peut-être élevés pour le tiers-monde, à se sortir de l'assistance ? L'investissement étranger dans quelques secteurs de l'activité économique aide-t-il réellement ces pays à prendre en main leurs destinées ? La véritable coopération entre le Nord et le Sud ne passe-t-elle pas d'abord, et surtout, par un gigantesque effort de formation des hommes ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Comment les pays capitalistes se sont condamnés à des taux d'intérêt élevés

(Suite de la page 7.)

Cependant, ils font une distinction qu'ils estiment capitale et d'où ils tirent des conclusions partiellement confirmées par les faits. Pour eux, l'incidence d'un déficit budgétaire sera très différente selon la méthode d'intervention des autorités monétaires pour maîtriser la masse monétaire. Certains pays pratiquent le système qu'ils appellent de type I, en vertu duquel les autorités monétaires agissent directement sur la liquidité bancaire en essayant de régler le volume des réserves mises à la disposition des banques, ce qui a pour effet tel système vise à contrôler l'offre de crédit. Il est pratiqué, selon des modalités du reste fort différentes, aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale et au Canada. Dans ces pays, la marge de manœuvre des autorités apparaît relativement importante. Au cas d'une forte augmentation du déficit budgétaire, les autorités monétaires peuvent riposter par un resserrement de la liquidité bancaire qui aura pour effet d'amener les banques à prêter moins au secteur privé.

Il n'en est pas de même dans les pays qui pratiquent le système II, parmi lesquels se range la France. Dans ces pays, les autorités monétaires cherchent à influer sur la demande de crédit, notamment en faisant varier les taux d'intérêt, et en complétant souvent le dispositif par un rationnement quantitatif du crédit, comme on le pratique en France, sous le nom d'encadrement. Dans ces pays, les banques commerciales sont très lourdement endettées vis-à-vis de la Banque centrale. Il en résulte que cette dernière est amenée quasi automatiquement à satisfaire les besoins de refinancement des banques. Aussi une augmentation du déficit budgétaire ne s'accompagne pas nécessairement d'une réduction des crédits au secteur privé. C'est précisément pour pallier cet inconvénient qu'on a recours au système de limitation quantitative du crédit avec tous les inconvénients qu'il peut comporter (notamment sclérose de la concurrence entre les banques). Ainsi, l'encadrement du crédit apparaît-il comme le palliatif destiné à corriger, dans une certaine mesure, la baisse en vigueur du système monétaire de Bretton Woods, une certaine régulation automatique se produisant. Quand on était en présence d'une expansion excessive du crédit bancaire, les conséquences qui en résultaient sur la masse monétaire pouvaient être au moins en partie compensées par des fuiles de capitaux vers l'étranger. Au contraire, en cas de pénurie de liquidité à l'intérieur, les emprunts que le secteur privé pouvait effectuer à l'étranger avaient pour conséquence d'augmenter la masse monétaire. Avec le système des taux de change flottants, les emprunts à l'étranger ont pour effet de faire monter le cours du change, ce qui peut avoir des conséquences nuisibles sur la compétitivité des entreprises.

Si à court terme l'apparition d'un fort déficit budgétaire peut ne pas avoir de conséquences dommageables, il n'en est pas de même à moyen terme. Ou bien les autorités monétaires réagissent en refusant d'augmenter la masse monétaire en même temps que s'accroît le déficit, et dans ce cas les dépenses privées requièrent fort d'être affectées par la hausse des taux d'intérêt qui s'ensuivra. Ou bien le déficit est accompagné d'une expansion monétaire et on risque alors, directement ou indirectement, l'inflation.

Dans son jargon inimitable, l'O.C.D.E. écrit : « Le maintien de déficits budgétaires importants pendant plusieurs années présente l'avantage d'éviter les coûts des ajustements qui auraient été nécessaires pour réduire ces déficits ». Cette phraseologie vise en réalité à désigner les mesures que les autorités monétaires seront presque inévitablement amenées à prendre pour lutter contre la croissance du déficit. Quatre mesures principales sont nommément désignées : 1°) une compression des dépenses publiques courantes, « auquel cas le coût de la réduction du déficit budgétaire se ferait sentir sur le plan de la consommation collective » ; 2°) une augmentation des impôts sur les ménages, qui aura « probablement des effets dévalorisants sur la consommation des particuliers » ; 3°) un relèvement des impôts sur les entreprises, dont l'effet le plus probable sera de réduire l'incitation à investir ; 4°) enfin, une diminution des dépenses d'équipement du secteur public.

Mais la persistance des déficits budgétaires entraîne encore un autre inconvénient qui est d'augmenter la charge fiscale nécessaire pour assurer le service d'une dette publique qui ne cesse d'augmenter, au moins en termes nominaux. Le membre de phrase « en termes nominaux » laisse entendre qu'un pays qui tolère, plusieurs années durant, d'importants déficits budgétaires est inévitablement amené à compter sur l'inflation pour alléger la charge croissante des emprunts contractés pour les financer.

Ce n'est pas impunément qu'un pays finance le déficit budgétaire par émissions d'obligations, comme cela est pratiqué en France depuis plusieurs années. Les appels du secteur public au marché du crédit exercent une pression à la hausse sur les taux d'intérêt. Cette pression est, d'après les experts, suffisamment forte pour produire un transfert de fonds en provenance du secteur privé égal aux besoins de financement supplémentaire du Trésor. Sur le plan économique, cela signifie que le financement des dépenses publiques exige une réduction à due concurrence des dépenses privées, à moins bien sûr que d'autres sources de financement ne se révèlent disponibles. Mais la hausse des taux d'intérêt aura sans doute pour effet d'attirer des capitaux en provenance de l'étranger. Ces entrées pourront provoquer une hausse du taux de change avec les conséquences déjà signalées plus haut.

Pour toutes ces raisons les auteurs du rapport ont constaté très discrètement, sur leurs références, semblent conseiller une grande prudence aux gouvernements tentés de laisser croître le volume des dépenses publiques sans augmenter dans la même proportion les recettes permanentes.

Si à court terme l'apparition

PAUL FABRA.

ENTRE VENTS ET MARÉES

La résistance de Berlin

NIKITA KHRUSHCHEV a dit un jour : « La ville de Berlin tombera toute seule, comme un fruit mûr ». L'ancienne capitale allemande résiste. Placée sous des gouvernements militaires, ses armées sont civiles : économiques et morales. Ne s'agit-elles pas ? Pour qui revient après plusieurs années à passer encore une fois « Check Point Charlie » entre deux pans de l'effroyable mur, la vérité saute aux yeux : les apparences des choses se sont inversées.

Berlin-Ouest ne comporte pas moins de huit mille logements abandonnés, qui contribuent à donner à certains quartiers de la ville des allures fantomatiques. Des plans trop bâtis de modernisation inutile ont été lancés trop tôt à quitter les lieux, qui se sont ensuite trouvés envahis par d'autres. Le spectacle des émeutes accompagnant les tentatives d'évacuation forcée des occupants illégitimes de ces lieux occupés qui réussissent d'ailleurs à faire fonctionner l'eau, le gaz, l'électricité et même le téléphone sur place, incite très probablement les téléspectateurs de l'Est auxquels il est retransmis à une certaine perplexité. En établissant habilement la liaison avec les institutions religieuses et les organisations syndicales de l'Allemagne fédérale qui sont partiellement propriétaires des immeubles, le nouveau maître de la ville tente aujourd'hui, pour mettre un terme au problème, d'autoriser les occupants sous réserve de l'acceptation par ceux-ci en bénéficiant d'obligations minimales.

Le temps de l'assainissement est venu. Mais sera-t-il possible ? La ville s'effraie-t-elle à reprendre un contrôle ordonné des programmes immobiliers qu'elle envisage ? Son parc de logements est en mauvais état et le financement de sa modernisation fait appel pour près de 30 % à la République fédérale. Celle-ci consacre environ 1,5 % de son produit national brut à aider Berlin, dont elle a financé 64 % du budget en 1981. Ce budget augmente régulièrement chaque année. Les troupes alliées, sur place, sont aussi financées intégralement par la R.F.A. Le coût du maintien de l'activité économique de la ville est très élevé. 76 % de la population active est

employée dans un secteur tertiaire pléthorique. L'administration municipale a dû entreprendre en 1981 la suppression de deux mille postes de fonctionnaires, soit environ un par service, pour faire face aux difficultés budgétaires qui se présentent à la fois d'investissements de toutes sortes, en installations en personnel, et en promotions commerciales. Berlin a réussi à devenir la sixième ville de congrès du monde. On y compte cinq cent cinquante instituts de recherche.

Les investissements nouveaux

Berlin reste encore malgré tout la plus grande agglomération industrielle entre la Ruhr et Moscou. Avant la guerre, capitale de l'électro-technique, elle conserve dans sa partie ouest les importantes implantations des firmes Bosch et Siemens. Le tiers de sa population active en dépend : c'est moins qu'en Allemagne fédérale, mais plus qu'en France. Il est toutefois de plus en plus difficile d'y attirer des investissements nouveaux. La D.A.T.A.R. (Département d'Activités Technologiques et d'Ateliers de Recherche) a tenté de recruter l'implantation de firmes japonaises, n'a pas réussi comme elle l'espérait. Si les avantages financiers directs et indirects accordés à ceux qui travaillent sur place pouvaient leur apparaître suffisants, les entreprises nippones n'ont pas voulu courir le risque de déclencher inutilement des réactions de mécontentement soviétiques, en se situant là. D'autres font comme elles.

Comment rééquilibrer véritablement un tel univers ? Les impôts sur les bénéfices, sur place, sont de 20 % inférieurs à ce qu'ils sont en Allemagne fédérale ; les primes de salaire sont de 8 % pour toute personne qui accepte de travailler dans le service public à Berlin. Aux subventions directes s'ajoutent quelque 18 milliards de deutschemarks d'indisposables encoûts financiers indirects financés par la R.F.A. Comment, étyer que ne se développe, chez les Berlinois, une « mentalité de subventionnée », comme le leur reprochent volontiers fraternellement les Allemands de l'Ouest eux-mêmes ?

JACQUELINE GRAPIN.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 09
C.F.P. Paris 021-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
273 F 442 F 611 F 789 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 652 F 821 F 1 000 F

ÉTRANGER
(par mandats)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

II - SUISSE, TUNISIE
386 F 597 F 806 F 1 015 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser l'ensemble de réimpression les noms propres en capitales d'imprimerie.

ligue nationale française contre le cancer

vous et nous

Adresser vos dons à votre Comité Départemental ou au Bureau National :
1, rue Stephen-Pichon 75013 Paris.
Tél. (01) 584-44-30

Illustration : Jean-Louis de BCU
encadre offert par La Ligue

Le Monde

culture

MUSIQUE

AU FESTIVAL D'ALX-EN-PROVENCE

Les « Boréades » et « la Flûte enchantée »

M. Louis Erlo a présenté vendredi le programme du Festival d'Alx-en-Provence, qu'il dirigera cette année pour la première fois, programme fort brillant, qui verra la création des Boréades, la dernière tragédie lyrique de Rameau, jamais représentée en raison de sa mort ; elle sera mise en scène par Jean-Louis Martinoty et dirigée par John-Eliot Gardiner. La Flûte enchantée, absente d'Alx depuis onze ans, revivra dans une mise en scène de Lucien Plé, sous la direction de Theodor Guschlbauer, avec notamment Edita Gruberova et Judith Blegen, tandis que la place des Quatre-Dauphins recevra le Turc en Italie, de Rossini, mis en scène par Jean-Louis Martinoty.

Dix-huit concerts seront donnés par l'English Baroque Soloists, l'Orchestre national de Roumanie, le Nouvel Orchestre philharmonique, l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne dirigé par George Solti, ainsi que Jessie Norman, Charles Dutoit, Emmanuel Krivine et les solistes du Festival. Toutes les manifestations seront retransmises par France-Musique, présent de bout en bout au Festival, et les trois opéras seront télévisés.

Le Festival coproduit également Dieu de Pierre Henry, et un spectacle de Maurice Béjart avec le Centre Acanthes, dont le programme pédagogique, du 12 au 25 juillet, sera consacré à ses deux grands créateurs. Un cours d'interprétation vocale sera par ailleurs confié à Eric Tappy.

On a cru longtemps que les Boréades ne pourraient être créées à Alx, car les Editions Stil qui en détenaient les droits aux termes d'un contrat d'exclusivité passé en 1975 avec la Bibliothèque nationale (le Monde du 3 février) pour une somme assez faible, s'y opposaient : l'œuvre, n'ayant été ni jouée ni éditée du vivant de Rameau, se trouve en effet couverte avec le statut d'œuvre posthume par la législation des droits d'auteur, comme s'il s'agissait d'une œuvre moderne (cinquante ans). Au terme d'une longue négociation et sur l'intervention vigoureuse du directeur de la musique, les Editions Stil ont accepté, moyennant bon nombre de dizaines de milliers de francs, que l'œuvre de Rameau soit montée à Alx et enregistrée par Erato, elle-même se réservant d'éditer les Boréades, de les monter à Paris en septembre 1983 et de les enregistrer ensuite sous la direction de Pierre Ségret.

On ne saurait reprocher à cette maison d'avoir utilisé une législation qui lui était favorable, mais cette dernière devra être modifiée en ce qui concerne les partitions du passé, car il serait inadmissible que notre patrimoine puisse être confisqué par l'importation quel qu'elle soit. La réalisation d'une œuvre ancienne est un travail personnel qui doit être protégé avant l'œuvre elle-même doit appartenir à tout le monde.

JACQUES LONCHAMPT.

L'itinéraire au Centre Pompidou

RAFALES ET SÉRÉNITÉ

« Comment va Saturne ? », demandait, à l'entrée du concert de l'itinéraire, un mauvais plaisant qui se croyait spirituel. « Il tourne », lui répondit-on et c'était vrai car, depuis sa création, en décembre 1978, cette vaste composition pour ensemble instrumental d'Hughes Dufourt (né en 1943) a été enregistrée, a reçu un grand prix du disque de l'Académie Charles Croix et a tourné, selon l'expression, hors de France, notamment au Festival de La Rochelle où on a pu l'entendre le 11 mars.

Ce n'est pas fini, et le succès justifie cette reprise à deux ans de distance, avec les mêmes interprètes, toujours placés sous la direction de Peter Eötvös.

Les exécutions aussi scrupuleusement fidèles sont trop rares pour qu'on ne salue pas le caractère exceptionnel de celle-ci : dans de telles conditions on peut, réellement, apprécier la musique, ces harmonies graves et épaisses, d'un raffinement singulier, ces roulements de tambours en rafales, ces longs crescendo qui semblent s'abaisser impétueusement sur l'auditeur médusé. Il est permis d'être plus ou moins séduit par cet ouvrage magistral réglé comme une montre suisse, mais les adeptes de Saturne, comme ses détracteurs, sont unanimes pour proclamer l'intelligence et la facture impressionnante de cette œuvre.

La première partie du concert était réservée à la création des Intervalles intérieurs pour cinq instruments et

bande magnétique, de Peter Eötvös (né en 1944). On n'imagine pas contraste plus radical. Sans doute regrette-t-on, également, quelques longueurs et une certaine monotonie à partir du moment où s'engage le processus qui se poursuivra jusqu'à la fin, mais est entièrement dans le parti pris veut mieux que le travail de mosaïque auquel se livrent d'autres compositeurs sans propos affirmé. Le titre, Intervalles intérieurs, fait allusion à l'exploration systématique d'un intervalle de quinte à laquelle est consacré l'enregistrement réalisé en 1974, diffusé par haut-parleur, sur lequel les solistes viennent griffer ce qui — en raison de la mobilité capricieuse de l'écriture — pourrait passer pour des improvisations, mais dont la notation, comme les synchronisations, ne laisse aucune part au hasard.

Comme dans Saturne, on peut parler d'un médanisme d'horlogerie, à cela près que cette horloge-ci se meut dans un espace plus largement aéré : l'atmosphère est sereine jusqu'à dans ses brusques déchirements. C'est de la musique de chambre, avec tout ce que cela implique de subtilités de timbres, d'agencements intérieurs, de fragilité aussi, et ce n'est pas le moins étonnant.

GÉRARD CONDÉ.

* L'œuvre de Peter Eötvös sera diffusée en direct sur France-Musique, le 23 mars, à 18 heures.

USC NORMANDIE VO Duby - REX - USC OPERA - BRETAGNE - USC ODEON VO CLUNY ECOLES VO - USC GORELINS - MAGIC CONVENTION USC GARE DE LYON - 14 JUILLET BEAUGRENIELLE VO CYRANO Versailles - CARREFOUR Pantin - ARTEL Nogent - ARTEL Critell ARTEL Rosny - FRANÇAIS Enghien - PALACE Soubouville - 9 DEFENSE - 4 TEMPS

BANDITS, BANDITS...

«TERRY GILLIAM à la manière des MONTY PYTHON, ses frères, hisse le drapeau noir de la dérision.»

Claude Baignères LE FIGARO

ROCK

La vitalité des groupes français

Pour la première fois depuis son existence, l'actualité du rock français est largement aussi intéressante que celle du rock anglo-saxon. Les disques de Taxi Girl, d'Octobre et de quelques autres le prouvent. Starshooter et Orchestre rouge qui ont joué à Paris récemment le confirment.

Orchestre rouge, climats noirs

On a vu Orchestre rouge au Bus Palladium le 16 mars et c'était un choc. Un choc comme on en reçoit rarement, celui d'un groupe qui possède la sur la scène, ses passions, ses convictions, qui pratiquait sans manières un rock urgent comme un combat de rue. Il y a dans la musique d'Orchestre rouge une violence déterminée, implacable, sans gaspillage d'énergie. Juste une guitare qui cingle au bon moment, une basse vindicative ou un texte qui tranche sans appel.

Un rock teinté de reggae, coloré ailleurs de funk, étoffé d'un son remarquable et qui ne présente aucune faiblesse dans l'inspiration. A tout le moins ces musiciens sont habitués par la vie, leur vie, et c'est cela qu'ils livrent sur scène : la vérité d'un groupe qui a des choses à dire et sa force, parce que ces choses devaient être dites.

Quatre Français de Paris — Pascal Des A (basse), Denis Goulet (guitare), Pascal Normal (batterie), Pierre Colombo (guitare)

ALAIN WAIS.

* Discographie chez R.C.A.

Starshooter efficace

C'est d'abord en entendant le public reprendre en chœur et spontanément les morceaux qu'on a mesuré le chemin parcouru depuis quatre ans par Starshooter. Le groupe lyonnais est sans doute celui qui a le plus progressé avec une constance résolue, qui s'est remis en question dans les moments difficiles et a su chaque fois s'ouvrir aux résonances extérieures en conservant son identité. Au terme d'une tournée française qui était pour les quatre musiciens — Kent Hutchinson (guitare et chant), Mickey Basson (basse), Phil Pressing (batterie) — l'occasion de présenter les morceaux du nouvel album, *Pas fatigué*, le *Palace* était plein le 17 mars comme lors des grands événements.

Le disque pouvait décevoir par un caractère froid et trop modelé sur le son du moment, mais on a vu sur scène un groupe en pleine possession

de ses moyens, efficace, vigoureux, coloré, plus pondéré, plus musical qu'auparavant, fonctionnant moins à l'arraché, maîtrisant un style qui le distingue des autres formations. Style qui renoue dans les textes et même les attitudes avec un esprit spécifiquement français et qui a sans doute motivé M. Jack Lang, invité d'honneur d'Eve Ruggieri il y a quelques temps, à choisir le chanteur pour représenter et aborder le sujet du rock national. Homme de scène parlant et généreux, Kent Hutchinson a une façon bien à lui d'occuper l'espace, de bouger, de dialoguer et d'émouvoir avec lui ce public très jeune qui était accueilli à l'avance et qui, après deux rappels défilants au *Palace*, était définitivement conquis.

A. W.

* Discographie chez C.B.S.

THÉÂTRE

Les Campaniques

Une actrice et un acteur, mariés, quittent le théâtre, c'est-à-dire le chômage, et vont s'établir à la campagne. Sans le son, et sans compétence, c'est l'échec, l'angoisse, les ennuis. Une camarade comédienne vient les convaincre de rentrer à Paris, mais elle tombe amoureuse d'un gardien de chiens. On décide de créer sur place une jeune compagnie, qui montrera, devant des sièges vides, devant les chaises et les taillis, des pièces engagées (nous

sommes au Larzac) : le gardien de troupeau se révèle excellent acteur.

Cette pièce de Yves Gournellon, *Les Campaniques*, ne traversera sans doute pas les siècles, mais elle est drôle, acide, d'une perversité bien portante. François Joxe est un berger ténébreux, Evelyne Guimara et Christine Van Dyck deux parisiennes néo-rurales. Jean-Marie Galey distance à l'extrême, avec gaieté.

MICHEL COURNOT.

* Studio Bertrand, 20 h 30.

Deux disparitions

LES COMÉDIENS BRITANNIQUES GEORGE O'FARREL ET ALAN BADEL

George O'Farrel, pionnier de la télévision britannique, est mort le 16 mars en Espagne où il s'était retiré. Il était âgé de soixante-quatre ans.

[Acteur de théâtre, cinéaste, Georges O'Farrel rejoint la BBC en 1936. Il y produit la première émission de variétés, le premier magazine d'actualité, met en scène la première dramatique *Méandre* dans la cathédrale, de T.S. Eliot. La guerre l'éloigne du petit écran, la paix l'y ramène. Il obtient, en 1948, le pre-

mier Oscar de télévision pour son *Hamlet*, avec John Byron. De 1950 à 1956, le cinéma l'absorbe, puis il revient à la télévision, travaille avec des compagnies privées, avant de se retirer en Espagne en 1967.]

D'autre part, le comédien britannique Alan Badel, interprète des rôles shakespeariens, notamment de Richard III, est décédé le 16 mars d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-huit ans.

EXPOSITIONS

La modestie maligne de Savignac

Les affiches de Savignac ont une qualité de lisibilité, d'évidence et plus profondément, de modestie maligne. Savignac, tout en suivant de près la commande, semble tenir, joyeusement, un propos sociologique sur le style de produit qu'on lui demande de proposer. Par la couleur élémentaire, mais qui a parfois la beauté des Matisse, par la simplicité graphique, il attire le passant, et en même temps il a l'air de lui échapper : ne sois donc pas dupe, ne sois pas la mouche attirée par le ruban gluant, ne te laisse pas gober par l'entourloupe. Si tu es vraiment tenté de mettre tes sous dans une tigrille, ne t'étonne pas de devenir un pépé pantoufflard. Et n'oublie pas, si tu achètes cet apéritif, qu'il risque de te transformer en zèbre à la tête valdinguée.

Beaucoup d'affiches sont des jeux de mots virtuels, au pied (de nez) de la lettre, une transcription du slogan qui se mord souvent la queue une fois visualisé : les tricoteuses finissent par se tricoter la cervelle, le bleu et le rouge du drapeau français se crispent le chignon de chaque côté du blanc, les rasages « frais de jour » vous donnent des têtes d'œuf et les épuratifs vous font grandir le nez.

La plupart des affiches de Savignac qu'on voit au Musée de l'affi-

che pour cette jolie rétrospective sont déjà familières, incrustées, mais une fois côte à côte elles dévoilent les ficelles de la prestidigitacion publicitaire, comme une mise en coupe et un épilage de la société de consommation, des années 30 jusqu'à maintenant.

D'un côté, Savignac fait vendre des autos (le chiffre d'affaires de la maison Citroën aurait singulièrement augmenté en 1981, grâce à son affiche du bonhomme qui s'envole tiré par le sigle fléché), d'un autre côté, il vend de l'aspirine pour guérir du mal de tête causé par les pots d'échappement et par le bruit du moteur. Personne ne croit plus aux vertus adoucissantes du détergent, à la tonicité de la fumée de cigarette.

Il est aussi amusant, en parcourant cette exposition, de retrouver des marques qui n'ont pas tenu : le soda Véridou et la chemise Résistex ont chuté, le petit guide du *Savoir s'habiller* édité par la propagande du vêtement masculin n'a pas été réimprimé. En revanche, et peut-être grâce à Savignac, le Dunlopillo et le Bic ont survécu, au point de devenir presque des noms propres.

HERVÉ GUIBERT.

* Musée de l'affiche, 18, rue du Paradis, Paris 10^e. Jusqu'au 30 avril. Catalogue : 40 F.

FORMES

Flamboyances

Il est heureux qu'une sorte de rotation ramène sur le devant de la scène des noms naguère encensés puis occultés, plus ou moins, par d'autres engouements, où le mercantilisme avait sa part. On pense, par exemple, à cette équipe des années cinquante, Bazaine, Bertholle, Massier, Stinger, qui n'ont pourtant pas déseillé. Jean Le Mével est du nombre. Il y a huit ans qu'il n'avait pas exposé. Le voici de retour plus vivant, plus flamboyant que jamais (1). On est ébloui par la somptuosité des couleurs et de leurs harmonies, par ces glissements de tons qui se terminent en fanfare. Qu'il s'agisse de la lumière bretonne ou ardoise, de la fusion des quatre éléments en cette fallacieuse non-figuration, c'est la joie à l'état pur.

Autre réurgence, plus discrète : celle de Pallu (2), un des poulaillers oubliés de l'écurie Maeght, dont la manière rappelle, parfois, la période abstraite de de Soté, dans la *Verte* ou *Nu gris* notamment.

Pierre-Albert Jourdan (1924-1981) est, ou était, un de ces poètes silencieux qu'une vie intérieure éloigne des rumeurs du siècle. Les éditions de l'Ermite ont superbement publié son dernier ouvrage : ses carnets tenus jour après jour du 1^{er} janvier au 31 décembre 1980. La sortie des *Sandales de paille* est le prétexte d'un hommage posthume (3) qui rassemble, entre autres, la collection de *Port des Singes*, la revue de poésie qu'il anima, et quelques œuvres des artistes qui l'illustrèrent. Jean-Max Toubeau, Annie Sallard, Anne-Marie Jacotet (« *Impression d'un monde encore englué dans la joie de sa naissance proche* », note Jourdan), ainsi qu'un immense dessin de Jacques Hartmann, auteur du frontispice des *Sandales de paille*, et que les dessins et les huiles de Jourdan. Ils ne sont pas indignes de l'écrivain, qui savait happer le réel le plus fugace, telles ces guêpes se posant sur l'eau : « *Pattes étalées, ailes dressées en forme de voiles*.

elles dérivent doucement puis s'envolent.

Rien n'est confié au hasard dans les eaux-fortes de François Houtin qui accompagnent les poèmes de Federico Garcia Lorca *Cinq jardins, cinq sens* (4) ni le souci du détail, ni la conformité à la poésie qui débouche sur le rêve, et du rêve sur le fantastique. Un fantastique fort civilisé qui baste ces jardins à la française (Houtin, jeune lauréat du prix Lacourrière 1981, se souvient qu'il fut, un temps, paysagiste) avec leurs buis sculptés au sécateur, leurs arbres taillés en couronnes, cônes, toupis, pyramides. Gravures toujours soumises aux thèmes : fleurs diment choisies pour l'odorat, cascades pour l'ouïe, fruits pour le goût, etc. Le visiteur suit la pensée de ce travail de haute précision. Et pour bien marquer les étapes d'un labeur en progrès continu, sont montrées les réalisations antérieures, *Jardins*, *Topiaires*, etc.

L'estampe, c'est sa fête à Montrouge (5) où, pour faire cortège à Gustave Doré, Nicole Besset a groupé les planches de soixante-dix gravures contemporaines.

Revenons à la peinture. Rêve et rigueur font bon ménage dans les toiles d'Ehannou (6). Il y a des compositions claires, d'autres, les plus fraîchement peintes, sombres, et l'on plongera de préférence dans ces ténébreuses diaphanes. Et j'ai aimé le charme inattendu d'un duo rose et noir.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie J.-L. Roque, 9, rue du Cirque.
- (2) Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot.
- (3) Galerie de l'Ermite, 33, rue Henri-Barbusse.
- (4) Galerie Michèle Broatta, 31, rue des Berges.
- (5) Bibliothèque, 32, rue Gabriel-Péri, Montrouge.
- (6) Galerie Darial, 22, rue de Beaune.

LE MONDE

mais chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques et annonces immobilières

Vous y trouverez peut-être L'APPARETMENT que vous recherchez

Chaque semaine dans le Monde Dimanche

une page

L'ACTUALITÉ DU DISQUE

Classique - Jazz Rock - Variétés

6^e Gala des «Étudiants artistes d'un soir»

GALA DES GRANDES ÉCOLES Vendredi 19 - Samedi 20 Mars Porte de Pantin à 20 h 30

Le plus grand « spectacle étudiants » d'Europe

Soyez le 100.000^e spectateur

Tirage pendant le spectacle

1 voyage aller-retour Paris-New York

offert par l'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION, organisateur du GGE

et le séjour par l'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

représentée par Jack FORGET, Président d'honneur du GGE

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 20 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Droit de réponse. Une émission de Michel Polac. Les lycéens face à l'école.
- 21 h 55 Série : Dantes. La promotion.
- 22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept. De F. Bonlay, E. Gilbert et J.-L. Burgal. Au sommaire : La télévision du Canada ; bataille autour d'une date : 19 mars 1982, fin de la guerre d'Algérie.
- 23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De Michel Drucker. Avec Sacha Distel, Michel Berger, Nicolas Peyrac, etc.
- 21 h 40 Faut-il le tuer ? Le village sur la colline. Réalisation : Y. Lauer. Avec M. Boyer, M. Chaplin, C. Bruneau. Chronique 1920-1932. Louis et Marie ont un enfant. A Cherville la querelle entre Blanes et Rouges s'estompée, et tout le monde subit la crise de conscience. 30. Tour en plan-équinoxes, ce beau feuillet est à regarder dans son intégralité.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 On sort ce soir : « Le Pirate ». D'après H. Robbins, réal. K. Amelin (2^e partie), avec F. Neri, C. Lea, E. Walshaw, etc.
- 21 h 45 Les ascensions de Beyer, musulman élé dans la jungle, qui, après des études aux U.S.A. et un long séjour à Beyrouth, s'engage au magnat du pétrole, sujet aux pressions des foyers pour l'obtention d'armes.
- 22 h 5 Journal.
- FRANCE-CULTURE
 - 20 h 35 Palles de gaz, de M. Vauca. Avec C. Alex et S. Joubert.
 - 21 h 45 Six sermons les trois ballades, de K. Sakonyi. Avec J. Tournier, P. Guéhen, M. Dubois, etc.
 - 22 h 55 La légende de la mort.
- FRANCE-MUSIQUE
 - 20 h 30 Saison lyrique (concert donné au Grand Auditorium de Radio-France le 3 décembre 1981). « Ariane à Naxos », de J. Haydn. Orchestre philharmonique, sol. H. Christen, W. Schoenberg, chef de chant, M. Paulson, J. Enaouet, violon solo, dir. M. Jancowski.
 - 23 h 15 La nuit sur France-Musique, 23 h 15, Samedi-Musique ; 0 h 5, Haute-Fidélité.

Dimanche 21 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 Orthodoxie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe. Célébrée au musée de Cluny. Prédicateur : Mgr J.-M. Lestage.
- 12 h Télé-foor.
- 13 h Journal.
- 13 h 20 Mises en boîte.
- 14 h 10 Toute une vie dans un dimanche. De P. Sauter (et à 17 h 15).
- 15 h 40 Série : Colombo. Le mystère de la chambre fatale.
- 16 h 55 Sports d'été. Automobile : Championnat du monde de cross à Rome ; Rugby : tournoi des cinq nations.
- 19 h Magazine : Pleins feux. De J. Arret et C. Garbin.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h Émissions de l'ICI destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque.
- 13 h 45 Dessin animé : Mister Magoo.
- 14 h 15 Série : Les comtes de Monte-Cristo. D'après A. Dumas : Les esclaves.
- 16 h 45 Théâtre : « Electre ». De J. Giraudoux. Mise en scène : S. Turck. Avec : H. Karagheuz, M. Ribowski, etc.
- 18 h 45 Préface à la nuit : « La nuit transfigurée », d'A. Schoenberg.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM.
- 20 h Série : Benny Hill.
- 20 h 30 Résultats des élections cantonales (et à 21 h 35).
- 20 h 45 Série : La révolution romantique (II). Série de M. Brion. Réal. : D. Lander. Les révoltes de la victoire. Développement des idées : le romantisme, avec Novelle en Allemagne, Byron en Angleterre et Hugo en France, tenté de se libérer des jougs de l'Église, des tyrannies politiques et des hiérarchies sociales.
- 22 h Journal.
- 23 h Cinéma de minuit (cycle G. Tierney) : « Laura ». Film américain d'O. Preminger (1944), avec G. Tierney, D. Andrews, C. Webb, P. Price, J. Anderson (v.o. sous-titré, N. Rediffusion).

FRANCE-CULTURE

- 12 h 5. Allegro.
- 12 h 40. Le lyrique : « L'Orfeo », de Monteverdi, à Chaillet ; « Harmonie », de J. P. Olympe-Comique.
- 14 h 15. Les Comédiens-Français présente : « Des frites, des frites », de J. A. Wester.
- 16 h 5. Drame vu de l'intérieur : V. S. Goubaev.
- 18 h 45. Conférence de presse : Pourquoi est-ce que je prie ? par Mgr Coffy, archevêque d'Albi.
- 17 h 35. Rencontre avec... C. Vazquez de Lumbay.
- 18 h 30. Ma non troppe.
- 19 h 10. Le chœur des chœurs.
- 20 h 5. Album : Les deux douces contemporaines.
- 20 h 40. Atelier de création radiophonique : Abécédair, par J.-L. Rivière.
- 23 h. Musique de chambre : Chaillet, Korngold, Dvorak.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 5. Les sept-musiciens de l'orchestre : Les Maîtres II (2^e série), avec W. Mengelberg ; œuvres de Rachmaninov, Kodaly, Bartok, Rongier, Ravel, Brahms.
- 14 h 4. Drame oratoire : œuvres de Liszt, Carissimi, Schoenberg, Boucicault, Bartok, Dvorak.
- 17 h. Concert Fauré-Ravel par M. Brion de l'Académie française ; œuvres de Schumann.
- 18 h 5. Jazz : Le Quartette de H. Todor.
- 20 h 5. Les musiques en dialogue.
- 20 h 30. Concert (donné le 3 octobre 1981 au Festival de Ludwigwig) : « Adagio et Fugue pour deux pianos », « Sonate pour piano à quatre mains », « Larghetto et allegro en mi bémol », « Cinq variations pour piano à quatre mains », « Sonate pour deux pianos », « Allegro et andante de la sonate pour piano à quatre mains » de Mozart, par P.-B. Skoda, et A. Longuech, piano.
- 22 h 30. La nuit sur France-Musique. La geste d'Igor, les mélodies musicales (6 parties) : œuvres de Markovitch, Rameau, J.-S. Bach ; 0 h 5, Rhapsodie ; œuvres de Saint-Saëns, Schoenberg.

Les élections cantonales

- TF 1 : à partir de 22 h 5, débat animé par Roger-Xavier Lantier, avec la participation de MM. Lionel Jospin, secrétaire général du P.S., Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., et Georges Marchais, secrétaire général du P.C.
- A 2 et France-Inter : avec le concours de la C.I.L. Honeywell-Bull, premières estimations dès 20 heures et débat à partir de 21 h 55.
- FR 3 : décrochage dans les régions à 20 h 30 et 21 h 35.
- Europe 1 : à partir de 19 heures, présentation et analyses par G. Carreyrou et J.-C. Dacier.
- R.T.L. : de 20 heures à minuit, soirée animée par Alexandre Baloud.
- R.M.C. : premières estimations à partir de 20 heures.

La radio-télévision italienne décide d'acheter la moitié de Télé-Monte-Carlo

(De notre correspondant.)

Rome. — Le conseil d'administration de la RAI (service de la radio-télévision italienne) a décidé, jeudi 18 mars, d'acheter la moitié de Télé-Monte-Carlo. Selon l'accord, qui s'étend sur une durée de six ans, la RAI fournira gratuitement quatre heures de programmes quotidiens provenant de ses trois chaînes.

T.M.C., pour garantir la pluralité et l'objectivité de la chaîne, préparera de nouvelles formules de programmes et de journaux télévisés, en accord avec la RAI. Est d'autre part prévu un versement à TV 1, société italienne de T.M.C., d'une somme de cinq milliards de lires, à titre d'option sur la constitution d'une société dans laquelle les deux parties auront 50 % des actions.

Commencées en 1981, les négociations entre la RAI et T.M.C. avaient été retardées par l'opposition de certains partis politiques, notamment des républicains dits libéraux.

Les reliefs de Rita Hayworth

(De notre correspondant.)

Vous vous rappelez les films en trois dimensions qu'il fallait regarder à l'aide de lunettes en carton ? Relancés en 1953 par Hollywood, après un premier essai peu concluant en 1935, dans l'espoir de renflouer l'industrie cinématographique qui battait de l'aile face à la télé alors en plein essor, ils avaient retenu un moment l'attention. La médiocrité des films tournés grâce à ce procédé n'a pas favorisé, hélas, l'essor d'une mode bientôt remplacée par celle du cinémascope.

Les « 3 D » n'ont pas été perdus pour tout le monde pourtant. C'est la télé à présent, la télé allemande aujourd'hui, les télé britanniques, néerlandaises et autrichiennes demain, qui voient un moyen de battre le rappel de tous ces déserteurs, de tous ces fuyards de moins en moins hypnotisés par le miroir aux alouettes. Elles n'ont peut-être pas tort. On a vendu en République fédérale huit millions de paires de lunettes, à 70 pfennigs pièce, destinées à admirer mercredi dernier la façon dont les courbes de Rita Hayworth dans Miss Sadie Thompson crevaient l'écran. La semaine prochaine ce sera au tour du Magicien fou de faire frissonner les livinges, en découvrant son rival en rondelles qu'on dirait prêtes à rebondir sur la moquette !

C. S.

LES SONDAGES DU CESP

Les chiffres d'Antenne 2

L'observation des écarts d'audience cumulés journalière des chaînes, calculée du lundi au vendredi, entre janvier 1981 et janvier 1982, faisait ressortir selon les chiffres du Centre d'étude des supports publicitaires (CESP) une baisse générale de l'écoute de la télévision (à l'exception de FR 3) (le Monde du 19 mars). La même comparaison opérée sur des audiences relevées, cette fois, du lundi au samedi, donnait cependant des résultats légèrement différents, notamment pour ce qui concerne la deuxième chaîne.

Antenne 2 fait ainsi savoir que son audience cumulée journalière

(personnes ayant regardé la télévision à un moment quelconque de la journée) se situe à 52 %, soit une augmentation de + 1 % ; sa durée d'écoute journalière est de 1 h 49 (+ 4 %) ; l'écoute au quart d'heure moyen de 18 heures à 22 heures est de 15 % (+ 2,7 %), les émissions connaissant de très fortes progressions au long de la journée. A 12 h 45, l'écoute est en hausse de 3 % ; à 20 heures elle augmente de 1,8 % à 20 h 15 de 2 %, à 20 h 30, de 3 % à 21 heures de 3,3 %. A noter aussi que, pour la première fois depuis sa création, Antenne 2 est la chaîne la plus regardée à 20 h 30.

Contestations

Avant le 10 mai, l'audience de la radio et de la télévision intéressait surtout les professionnels de l'audiovisuel et les publicitaires. Elle est devenue, comme les émissions elles-mêmes, un sujet de conversation et même d'argument : un argument, presque un enjeu politique. M. Georges Filloud, qui a hérité du plus ingrat des ministères, en sait quelque chose à Romans où certains semblent le confondre avec le petit écran.

Les trois enquêtes effectuées chaque année par le Centre d'étude des supports publicitaires (CESP) ont ainsi pris cette année un relief particulier. Le CESP a toujours eu une manière contestable de communiquer ses chiffres. A l'A.F.P., qui en fait ce qu'elle peut, et aux supports — les radios et les télévisions — qui retravaillent à la presse les chiffres qu'ils veulent bien : cha-

que vague est, pour les attachés de presse de ces supports, l'occasion de coups de téléphone enthousiastes à la presse écrite, chacun — forçons un peu le trait — soulignant les prouesses de sa chaîne ou de sa station. Dans les cas trop manifestement « tragiques », il n'y a pas de coup de téléphone.

Cette année, la manière dont ont été « distillés » les chiffres du CESP (le Monde du 18 et du 19 mars) a donné, sans forcer le trait, les résultats suivants : baisse générale de l'audience, mais en fait remontée de l'audience ; mauvais résultats d'Antenne 2, mais excellentes performances d'Antenne 2. Un dossier sérieux du CESP communiqué à la presse écrite en temps utile élargirait ce genre de courbes à surprises. F. E.

LA RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL

La C.F.D.T. conteste la composition prévue pour la haute autorité

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., déplore la composition de la haute autorité qui, selon le projet de réforme déjà présenté à un syndicat par M. Georges Filloud, ministre de la communication, coiffent l'ensemble de l'audiovisuel. Seul point de désaccord de la C.F.D.T. avec un projet qui reçoit, dans l'ensemble, son agrément, cette composition de six membres (deux nommés par le président de la République, un par le président du Sénat, un par le président de l'Assemblée nationale, un membre de la Cour des comptes désigné par son premier président, un autre du Conseil d'Etat choisi par son vice-président) risque, selon le syndicat, d'empêcher le texte « d'être susceptible de résister à une éventuelle alternance politique », ce qui lui apparaît fondamentalement.

De son côté, M. Pierre Hureau, secrétaire national de la C.F.D.T., préconise un retour aux propositions du rapport Moirat qui prévoyait trois personnalités choisies en plus par les six membres sur une liste soumise par le Conseil national de la communication audiovisuelle.

Six heures pour la création

Les créateurs de l'audiovisuel et du spectacle organisent, lundi 22 mars, au Casino de Paris, « Six heures pour la création », une manifestation qui a déjà recueilli l'accord des organisations syndicales et professionnelles, et qui groupera auteurs, compositeurs, réalisateurs de cinéma et de télévision, artistes et techniciens.

A quelques jours de la présentation du projet de réforme de l'audiovisuel au conseil des ministres et à quelques semaines de sa discussion à l'Assemblée nationale, les organisateurs souhaitent sensibiliser le législateur aux problèmes spécifiques de la création et établir un lien entre les créateurs et les services publics.

★ Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris-9^e. De 18 heures à 24 heures.

● Les Editions Bords mettront à la disposition des radios libres, pendant toute la durée du Salon du livre, un studio équipé selon les normes professionnelles, qui leur permettra de recevoir au micro, auteurs, éditeurs, lecteurs ou libraires (Salon du livre, du 26 au 31 mars au Grand Palais).

● Gilda, la radiopolitaine (Paris, 91 MHz) reçoit M. Daniel Cohn-Bendit, samedi 20 mars, à 13 heures, et le même jour, le cinéaste Luigi Comencini, de 20 heures à 22 heures.

PRESSE

ACCORD AU « FIGARO » POUR L'INTÉGRATION DES RÉDACTEURS DE L'A.G.P.I.

Un accord a été réalisé au Figaro entre la direction et les syndicats (C.G.C., C.F.D.T. et S.N.J.), au sujet de l'intégration des journalistes de l'A.G.P.I., agence d'information créée par M. Hersant.

Cet accord permet de réunir deux équipes qui travaillaient toutes deux au Figaro quotidien, mais avec des statuts et des conventions collectives différents : l'une, d'environ cent quarante journalistes, est issue directement de la société de gestion du journal ; l'autre, dont l'effectif avait progressivement atteint soixante-douze journalistes, dépendait de l'A.G.P.I.

Créée à l'origine pour Paris-Normandie, l'A.G.P.I. ne travaillait plus, pratiquement, que pour le Figaro. D'où la procédure juridique engagée en décembre 1980 par la C.G.C., puis les autres syndicats, pour faire reconnaître l'unité juridique des deux entreprises. L'accord intervenu met fin à cette procédure. Les suppléments du Figaro restent, cependant, sous-traités par l'agence A.G.P.I. Des journalistes de la gestion pourront être affectés à temps plein ou partiel, avec leur accord, à la rédaction de ces suppléments.

● Le groupe Hachette vient de céder les 50 % des parts détenues dans Moto-Journal et devient seul actionnaire de Tennis-Magazine, aux termes d'un accord rendu public jeudi 18 mars. En même temps, Hachette cède les 50 % qu'elle détenait dans la société Moto-Journal à M. Pierre Barret et Mme Monique Helfenberger, qui détendront ainsi 84 % du capital, M. Max Corre conservant 16 %.


Édité par la S.A.R.L. le Monde Géants : Jacques Favre, directeur de la publication, Claude Jullien.

Imprimerie du « Monde » 10, rue de Valenciennes, 75013 PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437 I.S.S.N. : 0395-2037.

Benny Hill présente
Jac'Brunch
le nouveau produit Jacquet



SUR TF1 A 20h30
SUR A2 A 14h15 ET 18h45

19 h 30 Les animaux du monde.
Les classes de terrain.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : « L'Amour en fuite »
Film français de F. Truffaut (1978) avec J.-P. Léaud, M.-F. Pisier, C. Jade, Dani, Dorothée, R. Varte, J. Bertheau. Antoine Doinel, divorcé, est amoureux d'une jeune fille qui ne se pille pas à ses caprices. Le hasard le met en présence de personnages de son passé. Sous le bris d'une comédie sentimentale et fantaisiste, une envoiement et profonde réflexion de Truffaut, cinéaste, sur la vie de Doinel-Jean-Pierre Léaud telle qu'il l'a créée depuis Les 400 Coups. Débuts à l'écran de la spectatrice télé, Dorothée.

compagnie
jean bois
couleur
tango
4 square de l'Opéra-Louis Jouvet 742 67 27

22 h 5 Élections cantonales.
(Voir Tribunes et débats).

22 h 55 Sports : Football.
Belgique-Allemagne à Rio-de-Janeiro (en Eurovision).

0 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h Cette semaine sur A 2.
- 11 h 15 Dimanche-Matin.
- Entre les artistes.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche-Matin (suite).
- Incompréhensible mais vrai : 14 h 25, Série : Magnum ; 15 h 20, École des fans ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé d'assommoir.
- 17 h 5 Série : Sam et Sally.
- 18 h La chasse au trésor.
- 19 h Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Chantez-le-moi. De J.-F. Khan.
- La chanson pamphlétaire de l'époque de la Fronde à Brumaire : avec Caroline Clère et Jacqueline Dumas.
- 21 h 55 Résultats des élections cantonales.
- 22 h Document : L'homme, le singe, l'homme.
- Une fausse bonne idée de J.-P. de la Roche-Joussaud : Pierre-Paul Grassi, fondateur du C.N.R.S. et de l'INRA, construisant.

PLAN JONQUILLES
CREDIT TOTAL 42 MOIS
sans versement comptant,
sur les occasions garanties O.R.
Les plus belles occasions du printemps



AUJOURD'HUI : DERNIER JOUR...

OCCASIONS RENAULT

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL
AGENT
d'ESTIMATION

16, rue de l'Atlas-75019 Paris **208 10-30**

INFORMATIONS « SERVICES »

PARIS EN VISITES

LUNDI 22 MARS

« Hôtels de Rohan et Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois, M^o Allée.
 « Le Printemps », 15 heures, devant le « Welcome Service », nouveau magasin, M^o Hulo.
 « Palais de Justice », 15 heures, place Dauphine, M^o Legecois.
 « Ecole des Beaux-Arts », 15 heures, 13, quai Malaquais, M^o Vermeersch.
 « Le siècle de Louis XIV », 15 heures et 17 heures, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, M^o Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
 « Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, (Approche de l'art).
 « Le Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Art et Histoire).
 « Peinture du dix-huitième siècle », 14 h. 30, musée du Louvre, porte Donon, (Arcus).
 « La Cour des Miracles, la tour de Jean-Sans-Peur, Les Halles », 14 h. 30, 16, rue Étienne-Marcel (A. travers Paris).
 « La franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet, M^o Ragueau.
 « Vestiges et souterrains de la Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine, M^o Reynaud (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
 « Récits des temps gothiques », 15 heures, Musée des monuments français (Histoire et Archéologie).
 « Appartements royaux du Louvre », 14 h. 45, pavillon Denon, M^o de la Roche.
 « Musée de la contrefaçon », 15 heures, 16, rue de la Faisanderie (Paris et son histoire).
 « Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
 « Le Séant », 15 heures, 20, rue de Tournon (Tourisme culturel).
 « La Mosquée », 14 h. 30, place du Puits-de-l'Érmitte (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

14 h. 45, 23, quai de Conti, J. Coukamb : « L'université des Nations unies, une organisation originale du système des Nations unies » (séance publique).
 17 heures, 20 h. 30, Musée des arts décoratifs, R. Percheron : « L'Empire latin d'Orient et la fin des croisades ».
 18 h. 30, 109, rue de Rivoli, G. Maubille : « Les arts de la table ».
 19 heures, 62, rue Madame, « Empire romain : les Antonins » (Arcus).
 20 h. 30, 26, rue Bergère, A. Jodorovski : « Le tarot initiatique » (L'homme et la connaissance).

BREF

ANCIENS COMBATTANTS

AFRIQUE DU NORD - LA RE-TRAITE - Les anciens combattants en Afrique du Nord sont informés que, sur proposition de M. Jean Laurin, ministre des anciens combattants, la date limite pour bénéficier de la majoration d'Etat de 25 % sur les retraites mutualistes des anciens combattants d'Afrique du Nord a été reportée au 31 décembre 1982. Les « retardataires » sont invités à se renseigner auprès des associations regroupant des anciens militaires d'A.F.N. pour obtenir les imprimés nécessaires à la constitution d'un dossier. Citons parmi ces associations : l'U.N.C.A.F.N., 18, rue Vézelay, 75008 Paris. Tél. : 561.17.30 ; la FNACA, 37-39, rue des Gâtines, 75980 Paris. Tél. : 797.13.79 ; F.N.C.P.G.-C.A.T.M., 46, rue Copernic, 75782 Paris. Tél. : 500.18.19.

BOURSES

VOYAGES AU JAPON - Le ministère des affaires étrangères du Japon organise de nouveau cette année un concours d'essais destiné aux jeunes Européens et un voyage d'études au Japon. Cinquante personnes seront sélectionnées parmi les participants au concours et invitées au Japon par le ministère pour étudier sur place les divers aspects du Japon contemporain dans les domaines politique, économique, industriel, social et culturel.
 * Pour tous renseignements concernant les modalités du concours et le programme du voyage, s'adresser à l'ambassade du Japon, service de presse et d'information.

MAISON

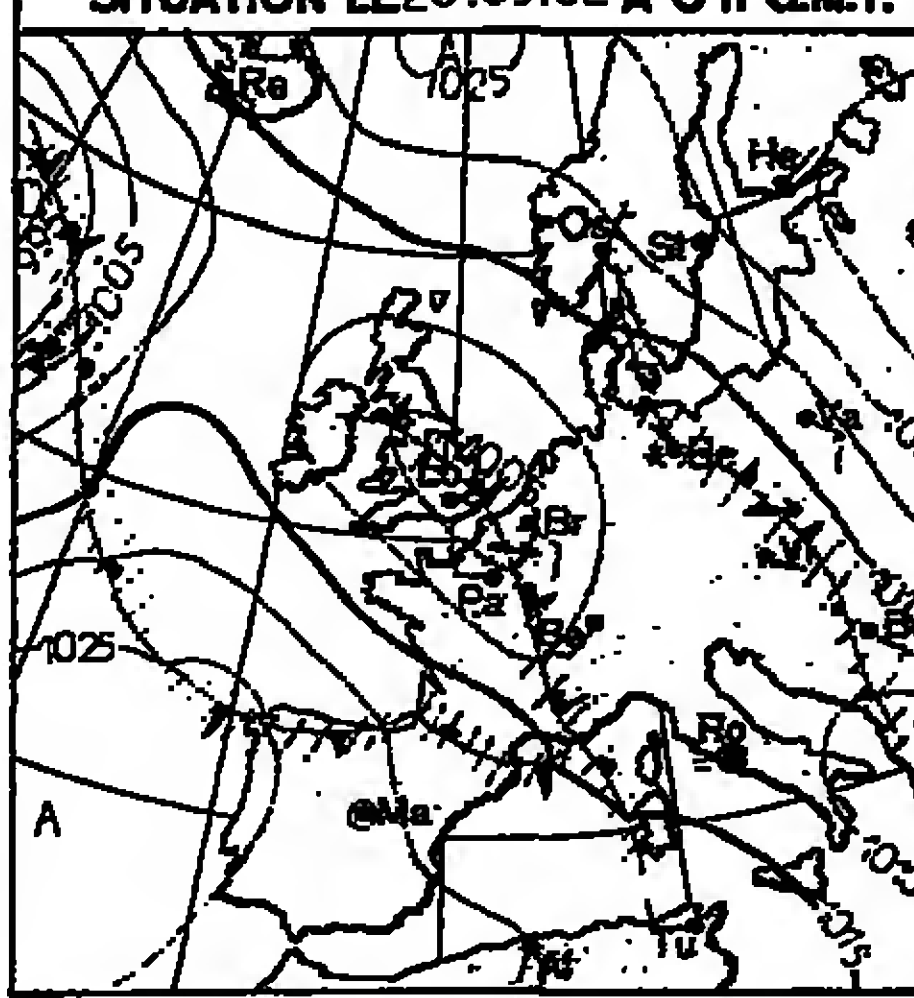
TABLES EN LAQUE - Castelli vient de créer une collection de tables de repas en laque. Leurs couleurs subtiles sont inspirées par Venise : blanc brume, ocre Grand Canal, vert légume, beige, noir ou rouge. Qu'elles soient rondes, ovales, carrées ou rectangulaires, ces tables existent en plusieurs dimensions. Leur plateau, en acier laqué assorti au plateau, peut être à fûts droits ou terminés par une étoile à cinq branches. Les prix de ces tables « Brio » s'échelonnent entre 2 900 et 6 700 francs.

* Galerie Castelli, 28, rue de Berri, 75008 Paris.

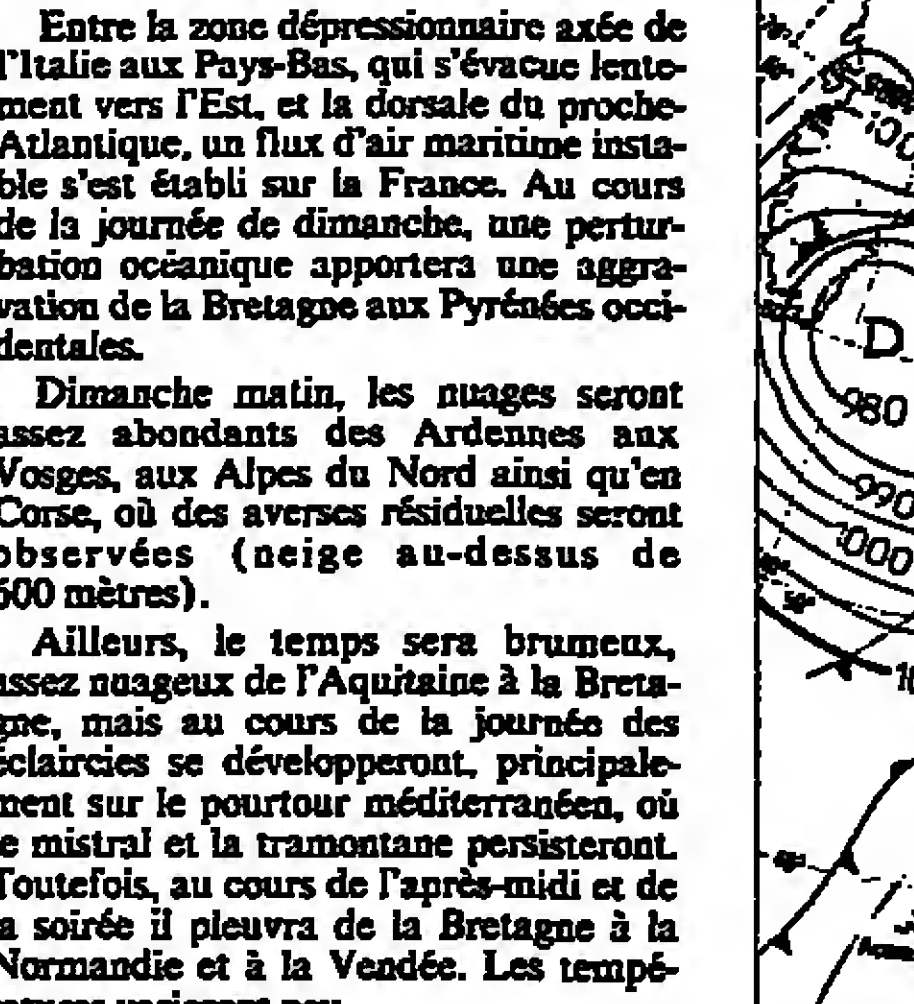
COIFFURE CHEZ SOI - Un nouveau sèche-cheveux, aussi puissant que ceux utilisés par les coiffeurs, permet des « brushings » à domicile et le séchage des cheveux longs et épais. De forme pivotante, cet appareil de 1 500 watts

MÉTÉOROLOGIE

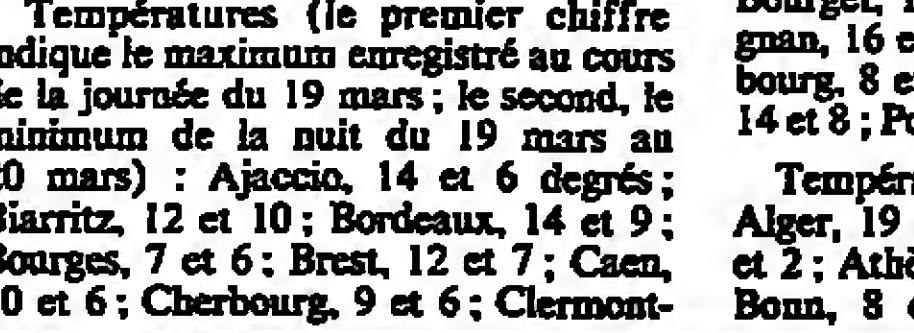
SITUATION LE 20.03.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 21.3.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le samedi 20 mars à 0 heure et le dimanche 21 mars à 24 heures :

Entre la zone dépressionnaire axée de l'Italie aux Pays-Bas, qui s'avance lentement vers l'Est, et la dorsale du proche Atlantique, un flux d'air maritime instable s'est établi sur la France. Au cours de la journée de dimanche, une perturbation océanique apportera une aggrava­tion de la Bretagne aux Pyrénées occidentales.

Dimanche matin, les nuages seront assez abondants des Ardennes aux Vosges, aux Alpes du Nord ainsi qu'en Corse, où des averse résiduelles seront observées (neige au-dessus de 600 mètres).

Ailleurs, le temps sera brumeux, assez nuageux de l'Aquitaine à la Bretagne, mais au cours de la journée des éclaircies se développeront, principalement sur le pourtour méditerranéen, où le mistral et la tramontane persisteront.

Toutefois, au cours de l'après-midi et de la soirée il pleuvra de la Bretagne à la Normandie et à la Vendée. Les températures varieront peu.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 20 mars 1982 à 7 heures, de 1 009,4 millibars, soit 757,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 mars ; le second, le minimum de la nuit du 19 mars au 20 mars) : Ajaccio, 14 et 6 degrés ; Biarritz, 12 et 10 ; Bordeaux, 14 et 9 ; Bourges, 7 et 6 ; Brest, 12 et 7 ; Caen, 10 et 6 ; Cherbourg, 9 et 6 ; Clermont-

Ferrand, 8 et 6 ; Dijon, 9 et 4 ; Grenoble, 10 et 4 ; Lille, 10 et 4 ; Lyon, 10 et 6 ; Marseille, 14 et 10 ; Nancy, 8 et 4 ; Nantes, 14 et 7 ; Nice, 15 et 6 ; Paris-Le Bourget, 10 et 7 ; Pau, 12 et 9 ; Perpignan, 16 et 10 ; Rennes, 13 et 5 ; Strasbourg, 8 et 2 ; Tours, 8 et 6 ; Toulouse, 14 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 16.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 6 degrés ; Amsterdam, 10 et 2 ; Athènes, 16 et 8 ; Berlin, 5 et 0 ; Bonn, 8 et 2 ; Bruxelles, 10 et 3 ;

Le Caire, 21 et 10 ; Canaries, 21 et 16 ; Copenhague, 4 et 0 ; Dakar, 23 et 18 ; Genève, 10 et 3 ; Jérusalem, 12 et 2 ; Lisbonne, 19 et 11 ; Londres, 8 et 4 ; Luxembourg, 6 et 0 ; Madrid, 19 et 10 ; Moscou, 3 et -5 ; Nairobi, 31 et 17 ; New-York, 6 et 6 ; Palma-de-Majorque, 18 et 10 ; Rome, 13 et 1 ; Stockholm, 1 et 0 ; Tunis, 16 et 6 ; Tzou, 23 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

P.T.T.

CABINES A LA CARTE - L'expérimentation des cabines téléphoniques à paiement par cartes holographiques continue à Paris. Après la gare Montparnasse et la Cité universitaire, une vingtaine sont entrées en service, début février, dans la rue de Rennes, les boulevards Saint-Germain et Saint-Michel. Cette carte holographique est en vente dans les bureaux de poste chez les commerçants des quartiers concernés.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3150

HORIZONTALEMENT

I. Celui qu'on attend. - II. Qu'on ne trouve donc pas aux extrémités. Lieu de rencontre. Possessif. - III. Balle du Japon. Pris avec plaisir par ceux qui aiment négocier. - IV. Grande quand il n'y a pas de cinéma. Esclave... noir.
 V. Port de l'Hérault. Chef de tribu. Vieille vache. - VI. Colère. Entre pas à pas. Siège d'une concile. - VII. Pas fin. Un mot qui prouve qu'on n'a pas inventé. - VIII. Pronom. - IX. Des gens qui aiment les bêtes. - X. Mot d'enfant. Était porté par un oiseau. Armée d'autrefois. - XI. Peut prêter un mur. Bon à détacher. - XII. Fut envoyée paître. S'éprit d'un drôle d'oiseau. - XIII. Original. - XIV. Un mauvais. - XV. On peut traiter de corrompu. Conjonction. - XVI. Celle de la république ne dura pas longtemps. Regarda comme un œuf. Vraiment forts. - XVII. Adverbe. Peut être mis dans le bain. Prend l'air. - XVIII. On n'y a donc rien à prendre. Pronom. Souvent pris dans les estuaires.

VERTICALEMENT

1. Aimeraient que les gens soient moins gentils. - 2. Certains portent des pompons. Partie d'une balance. - 3. Ce que sont les pareseux. Loin d'être comble. - 4. Est souvent sur la planche. Démonstratif. Certains la préfèrent ondulée. Pronom. - 5. Peut trancher quand elle est blanche. Quand elle est bleue, il y a beaucoup de papillons. - 6. Note. Objet de culte, autrefois. Nom qu'on peut donner au ciel. - 7. Sont parfois des gens qui ne veulent pas attendre d'être remerciés. - 8. Fait souvent un pli. Pronom. Serre bien quand elle est anglaise. S'attrape souvent à la main. - 9. Est parfois tendre. Donner de quoi se défendre. - 10. Une bonne pomme. Faire un

STAGES

PRISE DE SON ET MIXAGE MULTIPISTE - Le Monde de la musique organise deux sessions à Paris, les 3 et les 17-18 avril prochains dans un studio d'enregistrement 16 pistes, entièrement équipé.
 * Renseignements et inscriptions, exclusivement par correspondance : au Monde de la musique, stage de prise de son, 89, boulevard Sébastopol, 75002 Paris. Prix du stage 750 F, hébergement non compris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 20 mars 1982 :
DES ARRÊTÉS
 • Relatif aux prix et tarifs applicables aux usagers scolaires sur les services réguliers routiers de voyageurs pour l'année scolaire 1981-1982.
 • Relatif à la répartition entre les sections professionnelles des comptes incombant en 1982 à la caisse nationale d'assurance-vieillesse des professions libérales au titre de la compensation instituée par la loi du 24 décembre 1974.
 • Relatif à l'application des dispositions réglementaires prévues par l'ordonnance du 21 août 1967 relative à l'organisation financière de la sécurité sociale.
 • Fixant le prix d'achat des betteraves de distillerie, des alcools de betterave, mélasse et divers, du contingent et hors contingent, pour la campagne 1980-1981.

Solution du problème n° 3149

Horizontalement

I. Couronne. - II. Oblat. Art. - III. Usé. Envie. - IV. Remariage. - V. Esail. Ale. - VI. Us. Te. Ere. VII. Rigolo. - VIII. Or. Abcès. - IX. Énergie. - X. Vautour. - XI. Arête. Sus!

Verticalement

1. Coureur. E.N.A. - 2. Obsession. - 3. Uléma. Grève. - 4. Rê. Auto. Rat. - 5. Oter. Elague. - 6. Nia. Obi. - 7. Navale. Céos. - 8. Eriger. UU. - 9. Te. Essors. - 10. GUY BROUTY.

AUTOMOBILE

Deux étrangères de prix

● Porsche 944 : à la recherche d'une nouvelle légende

Depuis quelques années, Porsche, à l'image des grands constructeurs, diversifie sa production de voitures sportives. Entre la 911, qui aura vingt ans l'an prochain, les 924 et les 928, le client a le choix entre une demi-douzaine de modèles auxquels il faut ajouter aujourd'hui la 944 annoncée comme devant être le point de départ d'une nouvelle légende Porsche.

Ce coupé 2 + 2 ressemble à la 924, dont elle reprend la conception générale (moteur placé à l'avant, boîte de vitesses sur les roues arrière motrices), les dimensions et même un peu la ligne. Elle en diffère par son moteur, qui n'est plus le 2 l Audi, mais un gros 4 cylindres en ligne fabriqué chez Porsche.

Ce 2.5 l à injection est particulièrement souple grâce à un couple important à tous les régimes et à un équilibrage sophistiqué.

Il développe 163 ch. à 5800 t/mn et il permet à la 944 d'atteindre 220 km/h et d'accélérer de 0 à 1 000 m en 29 secondes.

Comme toutes les Porsche, la 944 est conçue pour recevoir deux adultes et leurs bagages. On peut aussi placer deux petits enfants sur les sièges arrière, mais il faut alors savoir qu'ils détestent toute leur vie les voitures de sport.

La 944 est confortable et facile à conduire ; elle n'est pas très nerveuse, mais son équilibre, sa souplesse, sa très bonne boîte de vitesses et son freinage en font une voiture efficace et sûre.

Sur petite route, elle accepte très bien de rouler à 90 km/h en cinquième et (sur autoroute), elle

garde son cap, à grande vitesse, même avec un fort vent latéral.

Porsche insiste particulièrement sur la sobriété de sa dernière née. Voici donc les consommations que nous avons relevées au cours de notre essai :

- sur petite route, à 80 km/h de moyenne environ : 11 l aux 100 km.
- sur autoroute, à grande vitesse (320 kms en deux heures) : 16,2 l aux 100 km.

- sur autoroute toujours mais à allure plus raisonnable (320 km en 2 h 15, soit 142 km/h de moyenne) : 10 l aux 100 km. Ça vaut la peine de perdre un quart d'heure !

- en parcours urbain, 17 l aux 100 km.

La 944 est donc une voiture très agréable, rapide et sobre... à certaines vitesses, mais elle ne nous fait pas oublier l'ancienne légende : la 911 et son 6 cylindres.

Rappelons qu'il y a dix ans, une 911 S 2.4 l - plus bruyante et moins facile à conduire il est vrai - roulait plus vite, accélérât mieux et consommait elle aussi environ 16 litres (d'ordinaire) aux 100 km à grande vitesse.

Pour l'instant, la 944 manque de puissance. Dans l'avenir, pour obtenir, son moteur dont la cylindrée et le régime ne pourront guère être augmentés aura probablement recours à un turbo sans temps de réponse, on l'espère, si cela existe.

La 944 est vendue entre 130 000 et 140 000 francs sans compter de nombreuses et coûteuses options possibles. Ce qui, sans être excessif en fait malgré tout une voiture peu adaptée au marché d'un pays à fortunes et à vitesses limitées.

LAURENT FABRE.

● Mercedes 500 SEC et 380 SEC : sommets



Après neuf ans d'un règne partagé sur le marché des coupés de luxe avec quelques modèles de Porsche ou de B.M.W. - autres allemandes - les SLC de Mercedes ont laissé la place aux SEC (1). Sous ces signes sibyllins se cachent en réalité le tout haut de gamme des voitures de la célèbre firme d'outre-Rhin. Avec le zeste de tempérament sportif que les ingénieurs de Stuttgart ont su préserver à une deux portes qui reste, comme pour les grosses berlines de la marque, tour née surtout vers le confort, les coupés SEC sont essentiellement des voitures conçues pour conduire à haute vitesse. C'est que toute l'expérience technique et les derniers résultats de la recherche en matière automobile s'y trouvent réunis pour faire de cette énorme machine à rouler non seulement des véhicules de très grande élégance mais aussi des chefs d'œuvre de mécanique. Toutes ces belles qualités coûtent, selon la version choisie (380 SEC ou 500 SEC), de 280 000 à 300 000 francs. Il vaut mieux le savoir.

Mais il faut savoir aussi qu'en matière automobile les véhicules les plus chers ne sont pas, dans une gamme, forcément ceux qui se vendent le plus mal. Le raffinement, le confort, le fini, la fiabilité et pour finir, le luxe, sont des caractéristiques encore recherchées. Certains marchés restent d'autre part très ouverts économiquement, fiscalement -

Etats-Unis, (2) Suisse, Allemagne fédérale et autres emirats - à ce genre de véhicules.

L'autre aspect des choses est que de telles voitures produites en série constituent une sorte de somptueuse vitrine ambulante à travers laquelle chaque futur client trouvera, pense-t-on, des raisons supplémentaires de faire le bon choix.

Sorti de ces considérations, les nouveaux coupés Mercedes se présentent soit avec un moteur V8 de 3,8 litres (218 ch. DIN à 5 500 t/mn, soit avec 5 litres (240 ch. DIN à 4 750 t/mn) ceux-là même qui animent les berlines 380 et 500 SE et SEL. Ces deux groupes sont à injection. L'allumage est bien entendu transistorisé et commandé sans contact. La boîte automatique est à quatre rapports - trop longs pour être vraiment sportifs - avec convertisseur de couple et l'on peut faire installer un régulateur de vitesse, système qui programme pour les longs parcours sur autoroute une allure constante de circulation qu'une pression sur frein ou accélérateur peut débrayer.

La ligne générale est coulée, les glaces sont sans montant fixe. A l'intérieur, climatiseur d'ambiance, ceintures et sécurité à présentation automatique, places avant orientables électriquement, silence total dans la cabine où la roue de moyeu triomphe sur un tableau de bord sobre et complet. La tenue de route est à l'unisson et un système A.B.S. évite tout blocage des roues lors d'un freinage brutal.

Il reste la consommation. En fait, Mercedes n'a pas négligé cette préoccupation du jour, même pour ces modèles de haut prix. A vitesse constante et plus que raisonnable pour de telles mécaniques (130 km/h, pour une pointe possible à 225 km/h), le réservoir de 90 l permettra aisément de faire ses 700 kilomètres. L'appétit vient avec les ruelles et encombrements urbains. Mieux vaut alors ne plus consulter l'aiguille délicate de l'écomètre, plantée comme une mauvaise conscience au cœur du bois précieux.

CLAUDE LAMOTTE.

(1) Classe S, E pour Einspritzung, C pour coupé.
 (2) 53 790 véhicules Mercedes ont été vendus aux États-Unis en 1980, dont 27 153 voitures de haut de gamme. En 1981, 63 059 unités ont été vendues, dont 28 191 voitures de haut de gamme. En 1982, 150 coupés SEC vendus en France.

TENNIS CHAMPIONS POUR LA POLOGNE

COUBERTIN 1982 A 20 H

NOAH / FIBAKI

MEDECINS DU MONDE

PAR LES RACES GALEON 50 F

Le Monde

économie

SOCIAL

Le bureau confédéral de la C.G.T. envisage de siéger le 14 avril à R.V.I.-Vénissieux

Un représentant de la direction du personnel de Renault-Véhicules industriels (R.V.I.), à Vénissieux dans le Rhône, a reçu, vendredi 19 mars, une délégation de la C.G.T. La demande qu'il s'agit de présenter, est, pour le moins, originale : dans le cadre de la préparation du quarante et unième congrès de la C.G.T., son bureau confédéral envisage de siéger, le 14 avril, dans les locaux de R.V.I. à Vénissieux. Ce serait la première fois que la direction d'une centrale syndicale siégerait au grand complet, dans les locaux d'une entreprise.

La direction a « enregistré » le souhait de la C.G.T., précisant qu'elle était convaincue de l'importance de la réponse. Elle fait remarquer que la C.G.T. a présenté trois demandes différentes : une visite de l'entreprise, une réception des dirigeants de la confédération, par la direction, et une réunion du bureau confédéral. La C.G.T., qui envisage de faire du 14 avril « une grande journée syndicale », a prévu aussi l'organisation d'un forum de la jeunesse et d'un séminaire de cadres délégués sur les questions liées aux outils de la visite de l'entreprise, les membres du bureau

confédéral s'entretiendront avec les salariés.

Commentant cette initiative, M. Joseph Jacquet, secrétaire général de l'union régionale Rhône-Alpes, a déclaré : « La réunion du bureau confédéral paraît-elle, le gouvernement devant un choix cornélien. Rétablirons les lois, afin que nul ne se trompe sur les intentions de la C.G.T. Nous décidons de débats démocratiques pour préparer le quarante et unième congrès. Nous voulons augmenter le taux de syndicalisation. Nous considérons la jeunesse comme un moteur du changement. Et nous choisissons le lieu où sont les travailleurs et les travailleuses. Est-ce bien, et bon quand d'autres imaginent de telles initiatives et mal lorsque c'est la C.G.T. ? Quant à l'entreprise choisie, nous avons amorcé avec la direction générale une négociation et la première discussion engagée s'est déroulée dans un climat calme, qui tranche avec les vociférations de certains. Donc, soyons clairs : nous proposons une négociation, mais nous n'acceptons rien. Nous négocions et nous accuserons la réponse en militants responsables. »

Des changements se préparent au sein de la commission exécutive de la C.F.D.T.

A l'issue de la réunion de son bureau national, la C.F.D.T. a adopté le projet de résolution sur le thème « changer le travail » qui sera présenté à son congrès de Metz fin mai. Elle a aussi adopté le projet de réaffectation des tâches entre les dix membres de la future commission exécutive.

Devant la presse, vendredi 19 mars, M. Maire n'a donné, sur ce point, aucune indication. Quelques changements notables sont cependant en vue. M. Albert Mercier abandonnerait le secteur « action revendicative » pour prendre en charge un nouveau secteur « société et politique ». L'action revendicative reviendrait à un nouveau membre de la commission exécutive, M. Jean Kasper. Les droits nouveaux seraient attribués à M. Jean-Paul Jacquet, l'emploi et l'action économique à M. Pierre Hénier.

Au lendemain de sa rencontre avec la P.S., qualifiée de « d'art et d'autre », de « positive » malgré des divergences sur certains points non négociables, la C.F.D.T. est sortie de la réunion avec une atmosphère canotière. Comme l'avait fait la C.G.T., elle a appelé à voter au

second tour pour la majorité mais sans se priver de donner quelques « leçons » à un pouvoir qui n'aime pas cet aspect « politique » de son comportement.

M. Maire s'est évertué à apporter quelques précisions sur les attentes déléguées : des réformes ayant un contenu ambitieux et cohérent (trente-cinq heures, mensualisation du SMIC, revendiqué « à 3900 francs au 1^{er} avril 1982 ») et les droits nouveaux des travailleurs. Le bureau national a adopté, à l'unanimité, une déclaration sur la nécessaire solidarité face au chômage. La C.F.D.T. réitère sa position en faveur d'un prélèvement de solidarité pour les salariés : secteur public à condition que leur garantie d'emploi ne soit pas mise en cause, que la solidarité soit étendue à l'ensemble des non-salariés et que la revalorisation des bas salaires soit poursuivie.

Les chauffeurs d'autobus des transports urbains de Metz ont fait grève, vendredi 19 et samedi 20 mars, pour appuyer, à l'appel de la C.G.T., des revendications concernant la réduction de la durée du travail.

EN HAUTE-SAVOIE

Une centaine de petits patrons ont bloqué la circulation pendant huit heures

Une centaine d'adhérents du Syndicat national des petites et moyennes industries (S.N.P.M.I.), dont une très forte majorité de décolleteurs de la région de Cluses (Haute-Savoie), ont interdit pendant huit heures, vendredi 19 mars, toute circulation routière et ferroviaire dans la vallée de l'Arve, en plaçant des poids lourds en travers de la route nationale 216. Après avoir été reçus par le sous-préfet de Bonneville, nous signalons notre correspondant à Grenoble, ils ont levé les barrières, non sans avoir rappelé leurs revendications à propos de la taxe professionnelle, des « risques » suscités par le rapport Auroux et de la politique des banques.

Des classes moyennes qui se rebiffent

Il faut battre le fer quand il est chaud... A peine sa représentativité comme organisation patronale lui a-t-elle été officiellement reconnue par M. Mauroy (S.N.P.M.I.) entend occuper sérieusement le terrain. Considérant que les organisations patronales traditionnelles, « trop souvent engluées dans une défense paritaire catégorielle », sont « impuissantes à défendre l'essentiel », le S.N.P.M.I. vient de lancer le Rassemblement national des patrons indépendants (R.N.P.I.). Sont venus se joindre

à lui des cadres dirigeants, des membres de professions libérales, des agriculteurs, des artisans... Les « grands » du C.M.I.F. De quatre mille sept cents qu'elles étaient en octobre adhérentes au S.N.P.M.I., ces petites firmes sont aujourd'hui plus de trente et une mille. Une force qui se compte. Et dont, semble-t-il, la peur de l'avenir serait l'un des moteurs de l'action. Le S.N.P.M.I. a élu le président de la République à écrit une lettre lui confirmant sa représentativité. Sera reçu prochainement à l'Elysée.

Dès le mercredi 24 mars — le lendemain de la journée des agriculteurs à Paris — elles organiseront des manifestations aux portes d'une dizaine de villes : Angers, Rennes, Brest, Angoulême, Toulouse, etc.

Le R.N.P.I. sera-t-il tenté demain par la politique ? Non, retorque son président, M. Gérard Deuil. Il précise qu'il n'apprécie pas le poujadisme quel qu'il soit. Le Rassemblement s'en tient, assure-t-il, à la reconquête des droits du patron dans son entreprise. Un point, c'est tout.

ALPHONSE THÉLIER.

Les grèves dans la distribution de l'eau à Paris. — La C.G.T. a appelé l'ensemble des travailleurs du service municipal des eaux et de l'assainissement de la capitale à une grève de 24 heures, le lundi 22 mars, pour réclamer l'ouverture de négociations avec la Ville de Paris sur la réduction de la durée hebdomadaire du travail qui devrait, selon ce syndicat, passer de 37 heures 24 à 33 heures 36.

Olivier FRANC JAZZ QUINTEI Concerts ★ Sals ★ Animation 4, RUE DU DR-NEULIER - 75007 PARIS Tél. : 228-67-46

La mise au point des réformes sociales

(Suite de la première page.)

Reste cependant à définir les modalités de l'élection et la notion du cadre, c'est-à-dire finalement l'électorat. Il semble bien qu'on s'entende vers la définition d'un collège semblable à celui prévu pour les élections professionnelles — le troisième collège — ce qui exclut les agents de maîtrise et les techniciens. Il s'agit donc bien des cadres et non de l'encadrement comme le conçoit la C.G.C. Quant à l'élection des administrateurs salariés, le ministère confirme en dépit des oppositions de la C.G.T. et de F.O., et comme M. Le Garrec l'a déclaré au Monde, que celle-ci ne sera pas fondée sur le monopole syndical : les listes de candidats devront être présentées par des membres de comité d'entreprise ou par des délégués du personnel ou par des syndicats ou par des listes mixtes. Le nombre nécessaire de « parrains » n'est pas encore décidé.

La confirmation de ce type d'élection va dans le sens de la C.F.D.T., qui n'entend pas méfier trop étroitement le syndicat à la gestion. La loi devrait d'ailleurs préciser que l'administrateur salarié qui — disposant d'un crédit d'heures devra continuer à travailler dans l'entreprise — pourra cumuler cette responsabilité et un mandat syndical. Pour le ministre cette distinction est une invitation faite aux salariés à travailler dans l'entreprise et à faire évoluer le « statut social » afin que le personnel s'associe davantage à la gestion, stabilise, « arbitre » entre progrès social et contraintes économiques et ne se limite pas à la défense

des intérêts uniquement personnels.

Une autre faveur, confirmée par le ministère, concerne la loi la C.G.T., F.O. et indirectement le patronat. Il s'agit des conseils d'ateliers dont les pouvoirs publics ne veulent pas faire un instrument de cooptation ou un épouvantail mais au contraire un « exemple » sur le droit à l'expression qu'on aimerait voir s'étendre dans le secteur privé. Amortir des réformes dans le sens inverse de celui préconisé par le rapport Sudreau, c'est-à-dire en voulant démocratiser d'abord le secteur public, le gouvernement veut avancer à pas prudents. La loi rendra obligatoire le conseil d'atelier, sans qu'il y ait aucun seul prévu. Amortir des réformes dans le sens inverse de celui préconisé par la C.F.D.T. de lui accorder un pouvoir de négociation. La loi donnera une définition minimale des conseils d'atelier consultatif et comme un lieu d'expression — y compris avec la hiérarchie — sur les conditions et l'organisation du travail. Mais le nombre, la composition et le rôle de ces nouvelles institutions devront être précisés par négociation. Selon M. Le Garrec, il ne s'agit donc ni d'abandonner à la co-gestion ou de l'entourer, ni de créer des conseils à l'italienne court-circuitant la maîtrise et encore moins de copier les conseils ou l'inverse, le système productiviste des japonais. Mais il s'agit là d'un ven puis-que ce seront les syndicats et la direction qui fixeront le menu.

Le projet qui provoque l'opposition la plus vive, c'est celui de F.O., ne comprend pas, contrairement à certaines informations

données par d'autres journaux, de droit aux réunions politiques — du moins dans l'état actuel du projet. Car le projet Le Garrec ne porte — indique-t-on au ministère — que sur la démocratisation de l'entreprise — entité économique. Il est vrai

Retraite et cumul : une mesure de solidarité

Les ordonnances sur les retraites soulèveront-elles moins d'émotion ou de contestation après la concertation menée il y a dix jours à Maignon ? Le texte sur le cumul emploi-retraite risque de provoquer quelques remous. Dans le projet actuel — sous réserve de l'avis du Conseil d'Etat, qui doit se prononcer en début de semaine, et d'éventuelles modifications sur le champ d'application — le gouvernement a renoncé à toute pénalisation du cumul par la voie fiscale. Toute personne (salariée du régime général ou agricole et fonctionnaires) qui prend sa retraite à partir de soixante ans — les militaires et autres retraités précoces sont exclus, sauf lorsqu'ils atteignent l'âge de soixante ans — peut exercer une autre activité professionnelle exercée dans l'entreprise où (elle) travaillait antérieurement. En revanche, le retraité qui droit à une autre activité professionnelle, mais à une condition : que le montant total des pensions perçues ne dépasse pas le salaire d'un salarié à temps plein. Le salaire d'un salarié à temps plein est fixé par décret, variable en fonction du nombre d'enfants à charge. Ce dispositif, applicable à partir du 1^{er} janvier 1982, ne devrait pas trop pénaliser les nombreux retraités qui ont des pensions réduites, car, selon l'exposé des motifs, « ce niveau devrait être celui du SMIC, majoré d'une fraction du SMIC (1/4) par enfant à charge ». En outre, la contribution totale, à l'heure actuelle, est de 5 % à 10 % selon les besoins de l'UNEDIC, mais elle touchera tous les retraités du régime général, même s'ils ont une activité. Elle ne dépend pas de l'UNEDIC (3).

que la démocratisation du statut syndical et salarial doit figurer dans les projets de loi de M. Auroux, toujours aussi contesté par F.O. et surtout par le C.N.F.F. M. Gattas venant de rappeler au ministère que « les désaccords restent entiers ».

Par cette mesure, le gouvernement entend tout d'abord respecter le droit au travail : il est bien précisé, dans l'exposé des motifs, que le droit à la retraite à soixante ans n'est pas une obligation et que le droit à un nouveau travail « reste garanti après le départ en retraite ». Mais au nom de la solidarité et de la nécessité de la loi de lutter contre le chômage et d'apporter une aide à ceux qui sont dans cette situation, le gouvernement veut « pénaliser » toute activité rémunérée du retraité par une « contribution » au régime de solidarité.

« La situation de l'emploi impose une obligation de solidarité nationale », peut-on lire dans les attendus.

Autre point précis qui s'agit de dispositions à caractère exceptionnel, lié à la situation de l'emploi et à l'abaissement de l'âge de la retraite.

Observera-t-on, comme cela a été le cas pour la compensation de la semaine de 40 à 39 heures, une levée de bouilliers ? Le seuil fixé pour cette contribution est assez élevé et ne devrait toucher que les pensionnés de la haute maîtrise et des cadres. L'attachement des salariés aux acquis est pourtant si fort que des réactions corporatistes semblent inévitables. Mais les plus fortes contestations pourraient porter sur l'autre projet d'ordonnance, celui de la retraite à soixante ans. Saisissant l'occasion que lui donnent les critiques de plusieurs syndicats, inquiets de voir instituer une retraite au rabais, le C.N.F.F. vient de présenter une initiative qui tend à corrompre le projet. Question : celui de proposer aux syndicats la prolongation d'un an — d'avril 1983 à avril 1984 — le

(3) Avant le 1^{er} avril 1982, date d'entrée en vigueur de l'ordonnance, un projet de loi devrait étendre cette pénalisation du cumul emploi-retraite aux non-salariés.

JEAN-PIERRE DUMONT.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

LES PRIX DE DÉTAIL N'ONT PAS AUGMENTÉ EN FÉVRIER

(De notre correspondant.)

Londres. — Les prix de détail n'ont pas augmenté en Grande-Bretagne de janvier à février. C'est la première fois depuis deux ans qu'un tel phénomène se produit. Aussi le rythme annuel de l'inflation a-t-il diminué d'un point le mois dernier par rapport à janvier : 11 % au lieu de 12 %. Un résultat encourageant pour le gouvernement qui espère qu'une inflation à 10 % pourra être obtenue avant l'été. L'augmentation de la productivité, la diminution des coûts unitaires de production, l'effet peu inflationniste de l'accroissement des impôts indirects expliquent cet optimisme.

Cependant, la hausse des prix du pétrole qui pourrait indirectement résulter des décisions prises à Vienne par les pays de l'O.P.E.P., l'augmentation des prix du gaz et de l'électricité pour les ménages, la croissance des impôts locaux et la baisse de la livre par rapport au dollar rendant plus chère une partie des importations, tous ces facteurs négatifs risquent de peser sur l'indice des prix. — D.V.

TENNIS CHAMPIONS POUR LA POLOGNE

STADE PIERRE DE COUBERTIN JEUDI 25 MARS 1982 A 20 H

Avec NOAH / FIBAK

MATCH EXHIBITION ORGANISÉ PAR MÉDECINS DU MONDE

JOUÉ SUR GreenSet

PRIX DES PLACES BALCON 50 F TRIBUNE 80 F LOGE 375 F

Location : Diners Club (agence) 18, rue François 1^{er} 75008 Paris. L'équipe (agence) 10, Fg. Montmartre 75009 Paris.

STAGE D'ANGLAIS INTENSIF CET ÉTÉ A VANNES

Le Service de Formation Continue de l'Université de Haute-Bretagne (RENNES II) organise à VANNES, sur le Golfe du Morbihan, un cycle d'ANGLAIS en enseignement intensif de 90 heures du 5 au 23 juillet 1982.

Ce stage s'adresse à toutes les personnes désirant acquérir rapidement une pratique efficace de l'anglais parlé. La formation est assurée par une équipe d'enseignants de l'Université spécialistes de l'éducation permanente.

L'accent est mis sur toutes les formes de la communication : méthodes audio-visuelles, circuit fermé de télévision, laboratoire de langues, travaux en groupes restreints, etc.

Un hébergement pourra être assuré pour tout participant qui en fera la demande.

Trois stages organisés selon la même formule auront lieu à RENNES :

— du 2 au 22 juin 1982,

— du 4 au 22 octobre 1982,

— du 29 novembre au 17 décembre 1982.

Les inscriptions peuvent être prises soit au titre de la Formation Continue, soit à titre individuel.

Pour tous renseignements s'adresser au :

SERVICE DE FORMATION CONTINUE

UNIVERSITÉ DE HAUTE-BRETAGNE

6, avenue Gaston-Berger, 35043 RENNES CEDEX

Téléphone (02) 50-00-40 ou 50-00-38 (poste 446).

PARTEZ EN AVRIL !

CROISIÈRE "JUSQU'EN EGYPTE" EN MEDITERRANEE ET MER EGÉE

DE 4.120 F A 15.300 F

du 12 au 24 avril

à bord du TARASS CHEVCHENKO

ESCALES A HERAKLION, ALEXANDRIE, PORT-SAÏD, KOUSSADARI, MYKONOS, mais aussi PATMOS et SANTORIN.



CROISIÈRES TRANSSTOURS

49, av. de l'Opéra - R.P. 487, 75001 PARIS Cedex 02. Tél. : 261.58.28.

et dans toutes les agences de voyages

MONNAIES

Détente sur le franc

Comme nous l'avions annoncé dans notre édition datée du samedi 20 mars, les pressions sur le franc se sont nettement atténuées à la veille du week-end, le cours du mark revenant en dessous de 2,61 F et celui du dollar retombant à 8,20 F, record absolu, il est vrai, après une pointe, vendredi matin, à 8,2475 F. Les ventes des spéculateurs se sont taries, d'autant que certains d'entre eux, estimant à juste titre que toute dévaluation était exclue pour le week-end, commencent même à racheter du franc.

Anatomie d'une crise

Au terme de cette foire semaine, les milieux financiers, tant en France qu'à l'étranger, se sont défaits de l'attente sur le franc. Sur un plan strictement technique, la plupart des opérateurs, qui voyaient le franc se maintenir aisément après la dévaluation du 4 octobre dernier, ne se méfiaient pas, renvoyant au pis à l'été prochain, au mieux à l'automne, toute offensive sur la monnaie française.

En fait, l'analyse qu'ils font après coup les conduit aux conclusions suivantes. Tout d'abord, la dévaluation, le 21 février, du franc belge, l'antenne rouge du S.M.E. et « monnaie malade de l'Europe », a placé le franc français en première ligne, au cas où une tension se manifesterait. Ensuite, il est indéniable que des capitaux arabes, pas énormément, ont quitté la France au lendemain du voyage de M. Mitterrand en Israël, ce qui a entraîné les dévaluations de M. Cheysson. D'autre part, la conjonction d'une série de facteurs psychologiques est venue, progressivement, ébranler la confiance des milieux financiers internationaux. La fameuse lettre de M. Fabius aux ministres déguisiers pour leur recommander la rigueur, agitant le spectre des 200 milliards de francs de déficit budgétaire, avait sans doute pour but, très louable, d'imposer la rigueur, mais elle a inquiété à l'extérieur : plus de discrétion s'imposait.

Le cours pivot du mark

Citons, pour mémoire, la forte augmentation du déficit de la balance des paiements française en 1981, la limitation à 4 % des augmentations de salaires en R.F.A., sans oublier les 0,2 % de hausse des prix dans ce même pays en février dernier : en face, le ralentissement indéniable de l'inflation en France et la diminution, peut-être passagère, de notre déficit commercial, ne pesaient pas très lourd, du moins dans l'immédiat.

Par-dessus tout, il semble qu'un phénomène caractéristique se soit produit sur le plan technique. A tort ou à raison, le franchissement du cours pivot du mark à Paris, 2,5821 francs, était considéré, à l'étranger, comme un signal d'alarme et comme le prélude à une dégradation rapide de notre monnaie. Voyant que la Banque de France laissait le cours du mark « filer », les détenteurs étrangers de francs, notamment les industriels qui, depuis le 4 octobre, conservaient le produit de leurs exportations à destination de la France, se hâtèrent de le liquider.

La réaction de certains non-résidents, qui avaient placé récemment des capitaux dans notre pays, fut la même. Ces derniers jours, on observe également des ventes assez importantes (plus de 2 milliards de francs) d'obligations indémittibles de sociétés nationalisées, détenues par des porteurs étrangers, qui prirent peur devant le risque de change. Ajoutons que, en France même, malgré la rigueur du contrôle des changes, il est encore possible à certaines sociétés, notamment à celles de négoce, en céréales dit-on, de se couvrir contre la hausse des devises étrangères, c'est-à-dire la baisse du franc : à l'étranger, on soupçonne une vingtaine de grosses sociétés françaises d'avoir délibérément joué contre le franc, et on évoque à nouveau le « mur d'argent ». Certains rétorqueront qu'il ne s'agissait que de bonne gestion... Si l'on réalise que la Banque de

ENVIRONNEMENT

Agence de l'air : les écologistes mécontents. — La composition du conseil d'administration de l'Agence de l'air, qui vient de mettre en place M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, soulève les protestations des écologistes, qui estiment que « la protection de la nature a été purement et simplement oubliée ». La Fédération française des sociétés de protection de la nature (F.F.S.P.N.), souligne ainsi que, sur ses quatre membres, le conseil ne comprend qu'un seul représentant d'association. Cette situation est d'autant plus regrettable, selon la F.F.S.P.N., que les « inquiétudes s'aggravent quant aux conséquences de la pollution atmosphérique, due notamment au broyage de soufre et au fuor, sur les pâturages, les forêts et les lacs ».

ÉNERGIE

AUX TERMES DE LEUR ACCORD SIGNÉ A VIENNE

Les pays de l'OPEP ramènent leur production à 18 millions de barils par jour

Les pays membres de l'OPEP réunis à Vienne sont parvenus à un accord, samedi 20 mars, aux termes duquel ils sont convenus de ramener leur production à 18 millions de barils par jour. L'Arabie Saoudite devait annoncer, pour sa part, une diminution de sa production de

500 000 barils, ce qui ramènerait le total à 17,5 millions de barils par jour.

Le niveau maximum de production de l'OPEP qui résulte de l'accord de Vienne devrait permettre, selon les ministres, de maintenir le prix du pétrole de référence

(l'arabe léger saoudien) à 34 dollars le baril. Le Nigeria s'est, en effet, engagé à ne pas baisser ses prix comme il l'avait pourtant annoncé à ses clients.

Les prix des pétroles légers vont baisser de 1,30 dollar.

De notre envoyé spécial

qu'elle renonce à réduire ses prix. Dans le contexte actuel, souligne M. Nabil, il n'y a que deux solutions : s'accrocher à son niveau de production et alors les prix chutent, ou sauvegarder les prix par une diminution de la production. Un pays qui veut s'en sortir seul, ajoute le ministre algérien, remet en cause la position de tous les autres. » Et M. Nabil d'affirmer que l'Organisation devra prendre des sanctions à l'égard de certains pays ne respectant pas leurs engagements. Mais l'argument déterminant pour le Nigeria aura sans doute été l'appel financier que lui a promis l'Arabie saoudite.

L'effet psychologique

Si l'on admet que la production de l'OPEP, au cours de la première quinzaine de mars, était de 18,2 millions de barils par jour et non de 19 millions comme l'affirment certains délégués pour embellir la décision prise, l'effort accompli pour parvenir à 18 millions hors l'Arabie Saoudite ne paraît pas considérable. Mais, apparemment, les ministres de l'OPEP comptent sur l'effet psychologique de cette décision. De plus, les experts de l'Organisation estiment que certains éléments leur seront favorables dans les mois à venir : le déstockage des compagnies qui, au premier trimestre 1982, ont pu puiser dans leurs réserves, 4 millions de barils par jour, devrait se ralentir au second trimestre pour ne plus être que de 1,5 à 2 millions. Ensuite, les pays consommateurs pour la première fois de l'année, devraient accroître leurs achats en prévision de l'hiver 1982-1983. Enfin, selon l'OPEP, les pays pétroliers non membres de l'Organisation ne sont pas en mesure de se substituer aux pays membres bien au-delà de ce qu'ils font actuellement.

La décision prise par l'Organisation, ajoute le ministre algérien, M. Nabil, est une décision de travail. Si une production de 18 millions de barils par jour ne permet pas de « dépolitiser » les stocks, alors il y aura d'autres décisions.

Les difficultés du Nigeria

Seul le marché — et la réaction des pays de l'OPEP à son évolution — permettra de voir dans les semaines à venir si l'accord de Vienne a effectivement permis de mettre un terme à la chute des prix officiels nominaux du brut, voire aux offres de rabais qui ont multiplié les appels à l'achat (avec un gel des prix décidé pour 1982, et même peut-être pour 1983, les prix réels continueront en revanche de décliner). Mais la réalité la plus intéressante de l'OPEP était de voir le Nigeria annoncer dans les jours qui viennent une baisse de ses prix de 6 dollars par baril pour les allégés sur ses deux millions de barils bruts concurrents de la mer du Nord. Si une exception est tolérée pour l'Iran — dont le prix est inférieur de 4 dollars au brut se raffinant — les prix réels pourraient baisser immédiatement et mal la décision de Vienne. Or, ce pays africain, fortement peuplé, aurait regardé une bonne partie de ses clients après la décision de la Grande-Bretagne et de la Norvège, au début du mois, de réduire leurs prix. Déjà déclinant en 1981, l'aggravation des difficultés financières. Plusieurs pays membres ont donc fait pression sur la délégation nigérienne pour

AFFAIRES

NOVOTEL ET JACQUES BOREL VONT FUSIONNER LEURS ACTIVITÉS D'HOTELLERIE ET DE RESTAURATION

Étroitement liées depuis que Jacques Borel International (J.B.I.) a créé, en septembre 1980, sa branche ad hoc, Novotel-U.T.A. à Novotel — les dirigeants de cette dernière ayant été ultérieurement appelés aux commandes de J.B.I. (1) — les deux sociétés ont décidé de concrétiser leur rapprochement. A cet effet, le conseil d'administration de Novotel SIREX et le conseil de surveillance de Jacques Borel International ont donné leur accord pour que soit étudié un projet de fusion sur la base d'une partie à déléguée avec trois actions Novotel pour 20 à 25 actions J.B.I.

La chaire Novotel, basée au deuxième étage mondial avec un parc supérieur à trente-cinq mille chambres, avec de nombreuses implantations à l'étranger, va s'associer à l'expansion de Jacques Borel à travers ses trois principales activités : restauration publique (aéroports, automobiles...), collective (entreprises, administrations...) et émission de « Ticket restaurant » (premier émetteur français de ticket-repas). — S.M.

(1) M.M. Paul Dubrule et Gérard Pelissier, tous deux présidents de Novotel, ont été nommés respectivement président du conseil de surveillance et du directoire de J.B.I. en mai 1981.

L'EXÉCUTION DU CONTRAT FRANCO-ALGÉRIEN

Le méthane < Ramdane-Abane > a déchargé 125 000 mètres cubes de gaz au terminal de Montoir

Le vendredi 19 mars a été un grand jour pour le port autonome de Nantes-Saint-Nazaire puisque le grand navire méthane de 125 000 mètres cubes Ramdane-Abane, battant pavillon algérien, a livré au terminal de Montoir la première cargaison importante de gaz naturel liquéfié, en provenance d'Arzew.

L'arrivée de ce navire marque la première phase de l'exécution concrète du contrat gazier conclu entre la France et l'Algérie le 15 février 1976.

La décision de construire ce terminal avait été prise en juillet 1976 par M. Giscard d'Estaing mais, depuis avril 1981, il attendait un accord politique entre les deux pays pour entrer réellement en service. Les quantités de gaz qui seront importées par Montoir (dont le coût, quand le troisième réservoir sera achevé, dépassera 1 milliard de francs) représenteront plus de 20 % de l'ensemble de la consommation française (1). Pour effectuer ce trafic, Gaz de France a acheté deux navires, l'un français (du groupe Louis Dreyfus), l'autre algérien.

De la sorte, la Basse-Loire apparaît comme un pôle énergétique très important puisque, en outre, la raffinerie de pétrole de Donges vient de

faire l'objet d'investissements de modernisation considérables (2,5 milliards) et puisque à Cordemais (centrale E.D.F.), le même volume d'investissements aura été réalisé pour mettre en service en juillet 1983 et 1984 les tranches 4 et 5. Au total, les responsables du port escomptent un trafic énergétique global de 16 millions de tonnes (8 pour le pétrole, 4 pour le gaz naturel et 4 pour le charbon).

La mise en service du terminal méthane a été l'occasion aussi d'améliorer les conditions de navigation dans l'estuaire : balisage, radar, aides radio-électroniques.

Enfin, autre événement attendu : la mise en service en mai prochain d'un quai aussi à Montoir pour les marchandises diverses (conteneurs). Les responsables du port comptent notamment développer les lignes régulières vers la côte occidentale d'Afrique et les îles britanniques et espèrent pouvoir récupérer 300 000 ou 400 000 tonnes (destinées à la Loire-Atlantique ou produites dans ce département) qui transitent actuellement par Rotterdam, Anvers ou Le Havre.

(1) Mis à part celui de Tokyo, le terminal de Montoir est le plus grand du monde. Soixante-quinze personnes y sont employées.

Questions...

Le mécontentement des hôteliers-restauteurs

Menus inflationnistes ?

Plusieurs centaines de patrons de l'hôtellerie et de la restauration ont manifesté le 18 mars devant les grilles de la préfecture de Troyes. A l'appel de la Confédération française des hôteliers restaurateurs et cafetiers-limonadiers (C.F.H.R.C.L.), qui tenait son congrès dans cette ville, ils voulaient ainsi marquer leur mécontentement après les poursuites engagées contre certains d'entre eux par le ministère de l'économie et des finances. M. René Caillot, président de la Confédération, explique ci-dessous leur point de vue.

« Pourquoi votre organisation a-t-elle refusé, en janvier, de signer l'accord de régulation des prix que proposait le ministère des finances ?

« Nous avions décidé de signer cet accord à une condition : que le ministère s'engage à ne pas autoriser des augmentations de nos charges supérieures à ce qu'il nous accordait en matière de prix. Autrement dit, nous demandions que le fuel, les loyers et les salaires ne croissent pas plus vite que nos additions. Le ministère s'y est refusé.

« Dans ces conditions, nous avons refusé de signer l'accord, d'autant plus qu'une totale liberté des prix nous avait été promise par le candidat François Mitterrand et, plus tard, par M. Jacques Delors.

Quelles procédures ont été engagées contre vos adhérents ?

« Quatre présidents des fédérations du Cher, du Finistère, du Maine-et-Loire et du Morbihan sont poursuivis, et le président de Loire-Atlantique est inculpé, parce que leurs adhérents ont dit en assemblée générale qu'ils refusaient d'appliquer les accords de régulation et qu'ils calculeraient librement leurs prix.

« Le ministère des finances s'est appuyé sur l'ordonnance de 1945 pour les accuser d'in-

flation à la pratique de prix illicites.

« Nous allons nous mobiliser pour faire de l'éducation du tribunal de Nantes, prévue prochainement, une manifestation de défense de la liberté patronale.

« Vos adhérents n'avaient-ils pas, au cours de l'été 1981, exagéré l'augmentation de leurs charges et majoré de façon abusive leurs tarifs ?

« Toutes les enquêtes réalisées depuis le mois d'août 1981 ont fait apparaître que les dérapages étaient très limités. Certains professionnels de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés des zones littorales avaient abusé de leur liberté. Nous les avons d'ailleurs désapprouvés.

« Toutefois, cela ne pouvait justifier le retour à une réglementation qui fabrique elle-même de l'inflation. Prenons l'exemple du menu proportionnel, dont le ministère a demandé que le prix soit librement établi, mais qu'il reste immuable jusqu'à la fin de 1982. Que s'est-il passé ? Dans l'ignorance où il se trouvait de l'évolution future des prix, le restaurateur a imposé un barème de prix élevé, afin de se prémunir contre tout risque.

« Qui est responsable de l'inflation, dans ces conditions ?

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

Réponses

Basse-brûlée du mécontentement

Plusieurs centaines de patrons de l'hôtellerie et de la restauration ont manifesté le 18 mars devant les grilles de la préfecture de Troyes. A l'appel de la Confédération française des hôteliers restaurateurs et cafetiers-limonadiers (C.F.H.R.C.L.), qui tenait son congrès dans cette ville, ils voulaient ainsi marquer leur mécontentement après les poursuites engagées contre certains d'entre eux par le ministère de l'économie et des finances. M. René Caillot, président de la Confédération, explique ci-dessous leur point de vue.

« Pourquoi votre organisation a-t-elle refusé, en janvier, de signer l'accord de régulation des prix que proposait le ministère des finances ?

« Nous avions décidé de signer cet accord à une condition : que le ministère s'engage à ne pas autoriser des augmentations de nos charges supérieures à ce qu'il nous accordait en matière de prix. Autrement dit, nous demandions que le fuel, les loyers et les salaires ne croissent pas plus vite que nos additions. Le ministère s'y est refusé.

« Dans ces conditions, nous avons refusé de signer l'accord, d'autant plus qu'une totale liberté des prix nous avait été promise par le candidat François Mitterrand et, plus tard, par M. Jacques Delors.

Quelles procédures ont été engagées contre vos adhérents ?

« Quatre présidents des fédérations du Cher, du Finistère, du Maine-et-Loire et du Morbihan sont poursuivis, et le président de Loire-Atlantique est inculpé, parce que leurs adhérents ont dit en assemblée générale qu'ils refusaient d'appliquer les accords de régulation et qu'ils calculeraient librement leurs prix.

« Le ministère des finances s'est appuyé sur l'ordonnance de 1945 pour les accuser d'in-

flation à la pratique de prix illicites.

« Nous allons nous mobiliser pour faire de l'éducation du tribunal de Nantes, prévue prochainement, une manifestation de défense de la liberté patronale.

« Vos adhérents n'avaient-ils pas, au cours de l'été 1981, exagéré l'augmentation de leurs charges et majoré de façon abusive leurs tarifs ?

« Toutes les enquêtes réalisées depuis le mois d'août 1981 ont fait apparaître que les dérapages étaient très limités. Certains professionnels de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés des zones littorales avaient abusé de leur liberté. Nous les avons d'ailleurs désapprouvés.

« Toutefois, cela ne pouvait justifier le retour à une réglementation qui fabrique elle-même de l'inflation. Prenons l'exemple du menu proportionnel, dont le ministère a demandé que le prix soit librement établi, mais qu'il reste immuable jusqu'à la fin de 1982. Que s'est-il passé ? Dans l'ignorance où il se trouvait de l'évolution future des prix, le restaurateur a imposé un barème de prix élevé, afin de se prémunir contre tout risque.

« Qui est responsable de l'inflation, dans ces conditions ?

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

Plusieurs centaines de patrons de l'hôtellerie et de la restauration ont manifesté le 18 mars devant les grilles de la préfecture de Troyes. A l'appel de la Confédération française des hôteliers restaurateurs et cafetiers-limonadiers (C.F.H.R.C.L.), qui tenait son congrès dans cette ville, ils voulaient ainsi marquer leur mécontentement après les poursuites engagées contre certains d'entre eux par le ministère de l'économie et des finances. M. René Caillot, président de la Confédération, explique ci-dessous leur point de vue.

« Pourquoi votre organisation a-t-elle refusé, en janvier, de signer l'accord de régulation des prix que proposait le ministère des finances ?

« Nous avions décidé de signer cet accord à une condition : que le ministère s'engage à ne pas autoriser des augmentations de nos charges supérieures à ce qu'il nous accordait en matière de prix. Autrement dit, nous demandions que le fuel, les loyers et les salaires ne croissent pas plus vite que nos additions. Le ministère s'y est refusé.

« Dans ces conditions, nous avons refusé de signer l'accord, d'autant plus qu'une totale liberté des prix nous avait été promise par le candidat François Mitterrand et, plus tard, par M. Jacques Delors.

Quelles procédures ont été engagées contre vos adhérents ?

